

NATIONS



UNIES

**Rapport annuel du Directeur
de l'Office de secours et de travaux
des Nations Unies
pour les réfugiés de Palestine
dans le Proche-Orient**

1er juillet 1958-30 juin 1959

ASSEMBLEE GENERALE

DOCUMENTS OFFICIELS : QUATORZIEME SESSION

SUPPLEMENT No 14 (A/4213)

NEW-YORK

NATIONS UNIES

**RAPPORT ANNUEL DU DIRECTEUR
DE L'OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX
DES NATIONS UNIES
POUR LES REFUGIES DE PALESTINE
DANS LE PROCHE-ORIENT**

1er juillet 1958 – 30 juin 1959



ASSEMBLEE GENERALE

DOCUMENTS OFFICIELS : QUATORZIEME SESSION

SUPPLEMENT No 14 (A/4213)

New-York, 1959

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLE DES MATIERES

	<i>Pages</i>
Introduction	1
I. — Le programme des secours	2
II. — Autres catégories de requérants	4
III. — Programmes d'indépendance économique	5
IV. — Relations avec les gouvernements des pays d'accueil	6
V. — Année mondiale du réfugié	7
VI. — Situation financière	8
VII. — Consultations avec la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine	9

ANNEXES

A. — Statistiques relatives aux réfugiés	9
B. — Services de santé	10
C. — Services sociaux	18
D. — Programmes d'indépendance économique	20
E. — Enseignement et formation professionnelle	20
F. — Opérations financières	25
G. — Budget pour l'exercice financier 1960	28
H. — Aspects juridiques de l'activité de l'Office	35
Carte de la région d'activité de l'Office	<i>hors texte en fin de volume</i>

INTRODUCTION

1. Le présent rapport, relatif à l'activité de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) pendant l'année qui a pris fin le 30 juin 1959, est soumis à l'Assemblée générale en vertu des dispositions du paragraphe 21 de la résolution 302 (IV) du 8 décembre 1949 et du paragraphe 8 de la résolution 1315 (XIII) du 12 décembre 1958¹.

2. Il a été porté à l'attention de l'Assemblée générale lors de sa treizième session que M. Henry R. Labouisse s'était démis de ses fonctions de Directeur de l'Office le 15 juin 1958, après les avoir exercées pendant quatre ans. Appelé à lui succéder, M. John H. Davis a pris son poste le 15 février 1959, l'intérim ayant été assuré par M. Leslie J. Carver.

3. L'Office, qui a été créé par l'Assemblée générale aux termes de la résolution 302 (IV) du 8 décembre 1949, vient d'entrer dans sa dixième année d'activité. Conformément aux dispositions du paragraphe 1 de la résolution 818 (IX) du 4 décembre 1954, son mandat actuel doit venir à expiration le 30 juin 1960, et le Secrétaire général soumet à l'Assemblée générale, durant la présente session, ses recommandations concernant les mesures à prendre après cette date pour secourir les réfugiés de Palestine².

4. Depuis l'origine, l'UNRWA n'a d'autres ressources financières que les contributions volontaires des gouvernements. A sa treizième session, l'Assemblée générale a "chargé l'Office de poursuivre l'exécution de son programme en faveur des réfugiés compte tenu de la suite" que donneraient les gouvernements à l'appel qu'elle leur adressait en vue d'une augmentation de leurs contributions³; mais les résultats de cet appel n'ont pas permis à l'Office de faire davantage que de continuer à dispenser aux réfugiés une assistance à peu près équivalente à celle des dernières années. En d'autres termes, il a dépensé pour chacun d'eux cette année 33 dollars en moyenne, somme à peine suffisante pour pourvoir à leurs besoins strictement essentiels.

5. Pour juger des résultats obtenus par l'Office, il convient de rappeler les tâches qui lui ont été assignées par l'Assemblée générale et qui, depuis quelques années, sont ainsi définies:

a) Une action provisoire consistant à assurer aux réfugiés la subsistance, des soins médicaux, un abri et des services d'enseignement;

b) Une action continue à longue échéance visant à aider les réfugiés à devenir économiquement indépendants.

6. Cette année, comme toutes les précédentes, l'Office s'est borné en pratique à l'"action provisoire" d'assistance, et cela pour plusieurs raisons. En premier lieu, il est indiscutable qu'il faut avant tout nourrir et abriter les réfugiés; en second lieu, les conditions requises pour "une action à longue échéance" visant à mettre les réfugiés en état d'accéder à l'indépendance économique ne sont pas encore remplies. La principale de ces conditions serait l'établissement, tant parmi les réfugiés eux-mêmes que dans les pays d'accueil, d'un climat politique qui permettrait l'exécution de "programmes pouvant assurer la subsistance d'un nombre appréciable de réfugiés", souhait exprimé à maintes reprises par l'Assemblée générale depuis sa sixième session. Il n'en faut pas déduire que l'Office ait négligé "l'action à longue échéance" qui lui a été assignée par l'Assemblée générale; il s'en est au contraire acquitté dans la mesure où le lui permettaient les fonds disponibles et le degré de vitalité politique des projets (on trouvera le détail de ce programme à l'annexe D). En tout état de cause, le fait est qu'il a même été impossible de ralentir l'augmentation annuelle régulière des immatriculations, augmentation due presque entièrement à l'accroissement naturel de la population réfugiée. On compte actuellement quelque 170.000 rationnaires de plus qu'en 1953 et, dans les circonstances présentes, il y a toutes raisons de croire que ce mouvement se poursuivra pendant bien des années encore à moins que de profonds changements ne surviennent.

¹ On trouvera un historique de l'Office et un exposé détaillé de sa mission et de ses travaux jusqu'au 1er juillet 1958 dans les rapports annuels et autres documents de l'ONU énumérés ci-après:

A. Rapport définitif de la Mission économique d'étude des Nations Unies pour le Moyen-Orient (28 décembre 1949) [A/AC.25/6, 1ère et 2ème parties].

B. Rapport du Secrétaire général sur l'aide aux réfugiés de Palestine: *Documents officiels de l'Assemblée générale, quatrième session, Commission politique spéciale, Annexes*, vol. II, p. 14 (A/1060).

C. Rapports du Directeur de l'Office et rapports spéciaux du Directeur et de la Commission consultative à l'Assemblée générale:

a) *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquième session, Supplément No 19* (A/1451/Rev.1);

b) *Ibid.*, sixième session, *Suppléments Nos 16 et 16A* (A/1905 et Add.1);

c) *Ibid.*, septième session, *Suppléments Nos 13 et 13A* (A/2171 et Add.1);

d) *Ibid.*, huitième session, *Suppléments Nos 12 et 12A* (A/2470 et Add.1);

e) *Ibid.*, neuvième session, *Suppléments Nos 17 et 17A* (A/2717 et Add.1);

f) *Ibid.*, dixième session, *Suppléments Nos 15, 15A et 15B* (A/2978 et Add.1);

g) *Ibid.*, onzième session, *Suppléments Nos 14 et 14A* (A/3212 et Add.1);

h) *Ibid.*, douzième session, *Supplément No 14* (A/3686 et A/3735);

i) *Ibid.*, treizième session, *Supplément No 14* (A/3931 et A/3948).

D. Résolutions de l'Assemblée générale:

194 (III) du 11 décembre 1948;

212 (III) du 19 novembre 1948;

302 (IV) du 8 décembre 1949;

393 (V) du 2 décembre 1950;

513 (VI) du 26 janvier 1952;

614 (VII) du 6 novembre 1952;

720 (VIII) du 27 novembre 1953;

818 (IX) du 4 décembre 1954;

916 (X) du 3 décembre 1955;

1018 (XI) du 28 février 1957;

1191 (XII) du 12 décembre 1957;

1315 (XIII) du 12 décembre 1958.

² A/4121.

³ Résolution 1315 (XIII) du 12 décembre 1958, par. 3.

7. On voit quelle est l'importance décisive du rôle de l'Office en matière de secours. En assurant l'indispensable (nourriture, abri et soins médicaux) à des réfugiés pour la plupart dénués de tout et dont le nombre ne cesse de croître — puisqu'on en compte maintenant plus d'un million — l'Office a puissamment contribué à atténuer des souffrances humaines et à écarter les pires conséquences d'un désastre. En même temps, il a dispensé une éducation de base aux enfants réfugiés qui, si les circonstances le permettent, seront ainsi en mesure de jouer utilement leur rôle dans la collectivité. En prenant ainsi à sa charge une grande partie du fardeau que représentent les secours essentiels aux réfugiés, l'Office a été un facteur de stabilité dans la région où s'exerce son activité.

8. Même ainsi, les gouvernements des pays d'accueil ont eu de lourdes charges à supporter, plus lourdes en vérité qu'on ne serait généralement porté à le croire. Ils ont fourni des terrains pour l'installation de camps, qu'ils approvisionnent en eau et dont leur police assure la sécurité; ils apportent également leur contribution aux frais d'enseignement de la jeunesse réfugiée. En outre — charge peut-être moins visible bien que non moins coûteuse — il leur a fallu faire face aux complexes problèmes politiques et sociaux que soulève la présence des réfugiés sur leur territoire. Devant ces obligations et ces problèmes, les gouvernements des pays d'accueil ont fait montre d'une façon générale de courage et de persévérance.

9. Les secours, si nécessaires qu'ils soient, ne peuvent pourtant être considérés que comme un palliatif; misère et déception restent le lot des réfugiés. Leur niveau de vie est bas, ils n'ont pratiquement aucun débouché ou possibilité d'améliorer leur sort, et l'oisiveté à laquelle ils sont contraints depuis 11 ans maintenant ne peut manquer de nuire à leur état d'esprit et à leur moral. Après 11 tragiques années vécues dans le découragement, la grande promesse qui leur a été faite — la possibilité de choisir, conformément au paragraphe 11 de la résolution 194 (III) du 11 décembre 1948⁴ entre le retour dans leurs foyers et la compensation — n'est

⁴ "L'Assemblée générale . . . Décide qu'il y a lieu de permettre aux réfugiés qui le désirent, de rentrer dans leurs foyers le plus tôt possible et de vivre en paix avec leurs voisins, et que des indemnités doivent être payées à titre de compensation pour les biens de ceux qui décident de ne pas rentrer dans leurs foyers et pour tout bien perdu ou endommagé lorsque, en vertu des principes du droit international ou en équité, cette perte ou ce dommage doit être réparé par les gouvernements ou autorités responsables."

I. — LE PROGRAMME DES SECOURS

14. L'an dernier, les troubles politiques au Liban, qui se sont étendus de la première quinzaine de mai à la fin d'octobre et dont les séquelles ont duré plus longtemps encore que la crise elle-même, ont grandement compliqué la tâche de l'Office sur le plan de la distribution des secours. Au Liban même, son système habituel d'approvisionnement s'est trouvé désorganisé presque partout, en raison de l'insécurité qui régnait sur la quasi-totalité du territoire, et il lui a fallu acheminer ses denrées vers les différents districts par convois de camions accompagnés d'éléments de protection, ou par voiliers lorsque les routes côtières étaient coupées, ou encore par d'autres moyens de fortune. Dans ces circonstances, les fonctionnaires de l'Office ont dû non seulement faire preuve d'esprit de ressource et de décision,

toujours pas tenue. Le Directeur estime que les réfugiés continuent à considérer l'application des dispositions de ce paragraphe comme constituant, à longue échéance, la solution la meilleure et la plus acceptable.

10. Ce sont sans aucun doute, de tous les réfugiés, les jeunes gens parvenant à l'âge adulte qui se trouvent dans la situation la plus affligeante. Pour la grande majorité d'entre eux, et notamment pour les garçons, il n'y a aucune possibilité d'emploi. Dans ses efforts en vue d'aider les réfugiés à se créer une occupation lucrative, et plus particulièrement dans l'exécution de ses programmes de formation professionnelle, l'Office doit compter avec l'insuffisance des fonds disponibles à cet effet. Il s'ensuit que chaque année quelque 30.000 jeunes gens parviennent à l'âge adulte sans grand espoir de pouvoir gagner leur vie ou de fonder un foyer dans des conditions normales. Cette pénurie d'emplois, avec le découragement, la rancœur et l'anéantissement de toute espérance qui l'accompagnent, est plus tragique encore par le gaspillage de ressources humaines qu'elle entraîne que le manque de nourriture, d'abris et de vêtements.

11. Il n'est pas exagéré de dire que dans le Proche-Orient le problème des réfugiés de Palestine a de fâcheuses répercussions à tous les égards et dans tous les secteurs d'activité. Ses effets sur les plans psychologique, politique et social n'ont pas moins de portée que ses aspects économiques et humanitaires, et il faudra en tenir compte dans l'élaboration de toute solution que l'on envisagerait de lui apporter.

12. Dans l'attente d'une solution, et comme on l'a signalé plus haut, il est probable que l'UNRWA devra s'efforcer principalement d'apporter aux réfugiés les secours indispensables. Aucune modification de cette ligne de conduite n'est possible, aussi longtemps que des changements radicaux n'auront pas été apportés à la situation, notamment en ce qui concerne la possibilité d'offrir au réfugié un domicile permanent et un emploi adéquat, et de lui donner le sentiment que le tort dont il a souffert a été redressé.

13. De l'avis du Directeur, l'un des principaux arguments militant en faveur d'une extension du mandat de l'UNRWA au-delà du 30 juin 1960 est que l'on disposera ainsi d'une marge de temps supplémentaire durant laquelle une solution pourra intervenir. Dans ces conditions, l'Office serait à même de faire œuvre utile en adaptant progressivement ses services à la nature des facteurs, pour la plupart extérieurs à lui, qui modèleront l'avenir du Proche-Orient.

mais encore prendre souvent les risques personnels les plus graves. Quoi qu'il en soit, l'Office a réussi pendant toute cette période à distribuer leurs rations de base à l'ensemble des réfugiés résidant au Liban. Il a pu également, à force d'ingéniosité, assurer les services médicaux indispensables; en revanche, il lui a fallu suspendre certaines prestations de moindre urgence. Tout n'est malheureusement pas rentré dans l'ordre dès le règlement politique de la situation, intervenu à la fin du mois d'octobre, et l'Office a dû subir les conséquences à retardement de toute cette agitation parmi les réfugiés eux-mêmes. Ce n'est donc que depuis mars 1959 que ses services au Liban ont pu reprendre leur cours normal.

15. La crise libanaise a également compliqué l'acheminement des approvisionnements dans les autres pays d'accueil, car les lignes de communication usuelles par Beyrouth se trouvaient coupées; il fallait dérouter sur Lattaquié et Akaba les navires chargés des denrées destinées aux réfugiés dans la province syrienne de la République arabe unie et en Jordanie, ce qui n'allait pas sans poser de nouveaux problèmes de transport par route, d'autant plus complexes que l'évolution de la situation politique conduisait les différents pays de cette partie du monde à fermer leurs frontières les uns après les autres. L'Office n'en a pas moins réussi à faire parvenir aux réfugiés durant l'année 160.000 tonnes d'approvisionnements et à distribuer régulièrement ses rations dans tous les pays d'accueil.

IMMATRICULATION ET EFFECTIFS

16. On trouvera à l'annexe A du présent rapport des statistiques relatives aux réfugiés immatriculés auprès de l'Office. Leur nombre a augmenté de 34.280 tant en raison de l'accroissement démographique naturel que de nouvelles inscriptions sur les listes de l'UNRWA. L'effectif total des réfugiés assistés est passé de 963.958 au 30 juin 1958 à 990.181 au 30 juin 1959; il comprend non seulement les bénéficiaires de l'ensemble des prestations de l'Office (rations et services), mais aussi certains enfants auxquels ne sont dispensés que les services à l'exclusion des rations. Compte tenu de 97.447 autres réfugiés qui figurent sur les contrôles de l'Office mais qui, en raison de leurs ressources financières, ne bénéficient d'aucune de ses prestations ou n'en reçoivent qu'une partie, le nombre total des réfugiés immatriculés s'élevait au 30 juin 1959 à 1.087.628, dont 60 pour 100 environ résidaient sur les territoires ayant fait partie de l'ancienne Palestine.

17. Le système d'immatriculation de l'Office est conçu de sorte que les secours aillent à tous les réfugiés qui y ont droit à l'exclusion de ceux qui ne satisfont pas aux conditions requises. Or cet objectif n'est pas encore pleinement atteint. Un nombre relativement élevé de personnes qui n'ont pas droit aux rations continuent d'en percevoir malgré l'application — dont les résultats sont assez variables il est vrai — du barème selon lequel les réfugiés gagnant quelque argent, tout en perdant le droit aux prestations alimentaires, gardent le bénéfice de certains services de l'Office.

18. Le problème de la tenue à jour des listes de rationnaires se pose avec une acuité particulière en Jordanie où les noms de personnes décédées ou ayant cessé d'avoir droit aux secours continuent de gonfler l'effectif des bénéficiaires. L'Office estime à quelque 150.000 le nombre des personnes à radier des listes, dont environ la moitié pour cause de décès (la mortalité chez les réfugiés en Jordanie, d'après les informations dont dispose l'Office, étant de l'ordre de 1 pour 1.000) et les autres parce qu'elles ont atteint un niveau suffisant de revenus pour subvenir à leurs besoins ou parce qu'elles ont été frauduleusement immatriculées dès l'origine. Ce détournement permanent d'une fraction si considérable des secours ne saurait être envisagé sans inquiétude. On sait en effet que les principales victimes en sont les enfants de réfugiés nés depuis 1951, au nombre de 105.388, qui demeurent privés de rations bien qu'ils bénéficient d'autres services de l'Office. Celui-ci voudrait leur attribuer les rations indûment perçues par d'autres, mais la réalité n'a pas encore satisfait au vœu émis en ce sens par l'Assemblée générale au paragraphe 4 de sa résolution 916 (X) du 3 décembre 1955.

Dans ses rapports avec le Gouvernement jordanien, l'Office continue de ménager une place prépondérante à ce problème. Ce n'est en fait qu'avec le plein appui et le concours sans réserve du gouvernement et des réfugiés eux-mêmes que l'on pourra mettre fin à ce déplorable état de choses. Il convient d'ajouter, à la décharge de tous les intéressés, que le problème est aussi complexe que délicat, que la lenteur des progrès constatés va à l'encontre des vœux de la plupart des responsables et que récemment le gouvernement s'est déclaré disposé à tenter de rechercher à nouveau, de concert avec l'Office, une solution à ce problème.

ALIMENTATION

19. La ration alimentaire de base n'a pratiquement pas varié depuis 1951 et sa valeur nutritive est généralement jugée insuffisante. De nombreux réfugiés parviennent cependant à la compléter quelque peu par leurs propres moyens, et le programme d'alimentation d'appoint que l'Office a considérablement développé depuis 10 ans a précisément pour objet de protéger les groupes les plus vulnérables contre les dangers de la sous-alimentation. C'est sans doute à cela que le niveau de l'alimentation des réfugiés doit d'être demeuré relativement satisfaisant tout au long des années. On trouvera ci-dessous le détail des prestations alimentaires dont ils bénéficient :

a) *Ration de base*

La ration mensuelle du réfugié se compose de : 10.000 grammes de farine, 600 grammes de légumes secs, 600 grammes de sucre, 500 grammes de riz ou bourghol, 375 grammes d'huile et matières grasses. Cette ration, qui équivaut à environ 1.500 calories par jour et par personne, est distribuée à 844.000 bénéficiaires; en outre, 16.350 autres reçoivent une demi-ration (voir annexe A). En hiver, il s'y ajoute : 300 grammes de légumes secs et 500 grammes de dattes, ce qui porte la valeur énergétique de la ration à 1.500 calories par jour et par personne.

b) *Alimentation d'appoint*

i) *Lait entier et écrémé* : les enfants de moins d'un an reçoivent une ration de lait entier de 194 calories par jour; du lait écrémé à raison de 125 calories par jour est distribué aux enfants de 1 à 15 ans, aux femmes enceintes et aux nourrices ainsi qu'aux titulaires d'un certificat médical, soit au total 232.000 personnes en moyenne par jour.

ii) *Des capsules de vitamines A et D* sont distribuées tous les deux jours aux enfants des écoles primaires de l'Office durant les huit mois de l'année scolaire, ainsi que tous les jours aux enfants de moins de 6 ans et, durant l'été, à tous les écoliers qui se présentent aux centres d'alimentation d'appoint. Plus d'un million de capsules en moyenne sont ainsi distribuées chaque mois.

iii) Un *repas chaud*, correspondant à quelque 600 à 700 calories, est délivré six jours par semaine, à midi aux enfants et adultes titulaires d'un certificat médical à cet effet, soit 45.000 personnes par jour en moyenne.

iv) Une *ration mensuelle de produits secs*, correspondant à 500 calories par jour, est délivrée aux femmes enceintes dès le début du cinquième mois de la grossesse, et aux nourrices jusqu'à la fin du douzième mois qui suit l'accouchement. Le nombre de femmes bénéficiant de ces distributions est de quelque 28.000.

v) Une *double ration de base* est distribuée chaque mois à environ 1.500 tuberculeux non hospitalisés.

20. L'Office compte, dans les quatre pays d'accueil, 58 camps où vivent plus de 400.000 personnes. En 1950, ces camps abritaient 29,3 pour 100 des réfugiés assistés; en juin 1959, le pourcentage avait passé à 40 pour 100 et ne cesse de croître. L'augmentation du nombre des résidents est due tant à l'accroissement naturel de la population qu'à de nouvelles admissions dans les camps. En matière de logement, en effet, les demandes dépassent largement les disponibilités comme en témoignent les nombreux squatters qui viennent s'installer à proximité des camps. (On trouvera un exposé de ce problème aux paragraphes 20 et 21 du précédent rapport.) Pour pourvoir à ces besoins, il a été construit, au cours des 12 mois écoulés, un nombre de baraques suffisant pour recevoir 10.600 familles; 9.000 autres pourront être logées à la fin de 1959. Il est également prévu de construire de nouveaux camps l'année prochaine: trois au Liban et deux en Jordanie, sous réserve de trouver des terrains appropriés.

21. L'amélioration des conditions d'existence dans les camps de l'Office depuis 10 ans s'est notamment manifestée par la quasi-disparition des tentes qui constituaient auparavant le type d'abri le plus répandu. L'Office s'emploie depuis 1956 à les remplacer toutes par des baraques et c'est presque chose faite aujourd'hui. Il reste moins de 2.000 tentes en service, pour la plupart en Jordanie, contre 30.000 en 1950; inversement, le nombre des baraques est passé progressivement de 10.000 en 1950 à près de 100.000 en 1959, encore qu'au début beaucoup de réfugiés aient montré la plus vive répugnance à accepter toute formule de logement qu'ils tenaient pour définitive. Fin 1959, plus personne dans les camps ne sera logé sous la tente.

SERVICES DE SANTÉ

22. Pendant l'année écoulée, aucun changement notable n'a été apporté au fonctionnement ou à la nature des services sanitaires de l'Office, dont on trouvera un exposé détaillé à l'annexe B. Comme on l'a signalé plus haut, ces services ont été assurés presque sans interruption pendant toute la durée des troubles au Liban, malgré la situation d'exception. Dans les autres pays d'accueil, les services ont travaillé normalement.

23. S'il est vrai qu'il vaut mieux prévenir que guérir, c'est à l'absence, non seulement cette année, mais en fait depuis 10 ans, de toute épidémie grave chez les réfugiés de Palestine que l'on jugera de l'efficacité de l'action sanitaire de l'Office, d'autant qu'elle s'exerce dans une région constamment menacée par ce genre de fléau. Il y a quelques années encore, dans de pareilles conditions d'existence, toutes sortes de maladies auraient fait rage parmi les réfugiés des camps; qu'il n'en ait pas été ainsi est tout à l'honneur des services de santé de l'Office.

24. De façon générale, l'état sanitaire des réfugiés est demeuré satisfaisant. C'est particulièrement le cas pour les enfants, qui font l'objet d'une surveillance par-

ticulière. Il semble donc que l'Office ait réussi à trouver un judicieux équilibre entre action préventive et action curative. A ce propos, il convient de signaler les résultats obtenus dans la lutte contre la tuberculose, lutte à laquelle l'Office attache toute l'importance qu'elle mérite: plusieurs enquêtes au cours des dernières années, démentant la croyance populaire, ont démontré que la fréquence de cette maladie n'est pas plus élevée chez les réfugiés que chez les autochtones.

25. Parmi les facteurs qui concourent au bon état de santé des réfugiés, il faut se garder de sous-estimer l'action des pouvoirs publics des pays d'accueil, qui n'ont pas ménagé leurs efforts, notamment en faveur des réfugiés vivant hors des camps. On peut dire que, dans l'ensemble de la région d'activité de l'Office, les services de santé, qui emploient quelque 3.500 personnes, dont la plupart sont des réfugiés, représentent un atout considérable pour l'avenir.

SERVICES SOCIAUX

26. Dix années d'inaction forcée ne pouvaient qu'ébranler le moral des réfugiés vivant dans les camps. Pour lutter contre l'apathie et l'oisiveté, l'Office a mis sur pied depuis quelques années un programme d'activités visant à donner aux résidents des camps les moyens de s'occuper utilement, sinon lucrativement. Cette initiative revêt une importance particulière dans les régions où la conjoncture économique défavorable enlève pratiquement au réfugié toute chance de trouver du travail. L'Office accorde par exemple de modestes subventions individuelles à des réfugiés qui peuvent ainsi reprendre leur ancien métier, et cette formule a pu être étendue avec succès à des groupes qu'il aide à constituer de petites coopératives dans le cadre desquelles les intéressés s'efforcent d'améliorer leur situation. Sur le plan individuel, l'Office apporte également aux réfugiés physiquement diminués, et notamment aux enfants sourds-muets et aveugles, une assistance sans laquelle ils se trouveraient réduits au sort le plus tragique.

27. Ce programme, exposé en détail à l'annexe C, a été appliqué pendant toute l'année considérée dans la mesure des crédits disponibles, lesquels ne permettent d'ailleurs d'en faire bénéficier qu'un très petit nombre de personnes. Les réfugiés, dans leur majorité, demeurent donc condamnés pour un temps indéterminé à une oisiveté lourde de conséquences tragiques pour l'avenir, si l'on songe à toutes les aptitudes qui sont ainsi empêchées de se développer et de s'employer.

28. Comme les années précédentes, l'Office a mené son action d'assistance sociale en étroite coopération avec de nombreuses organisations privées qui apportent une aide précieuse aux réfugiés dans de multiples domaines. Ces organisations ont d'ailleurs assuré à elles seules cette année des distributions de vêtements neufs et usagés. L'Office tient à leur adresser ici l'expression de sa profonde gratitude pour la générosité et le dévouement dont elles ne cessent de faire preuve.

II. — AUTRES CATEGORIES DE REQUERANTS

29. Dès sa fondation, l'UNRWA a eu pour principal objectif de porter assistance, dans la mesure des ressources mises à sa disposition, aux personnes qui habitaient précédemment la Palestine et qui à la suite du conflit de 1948 étaient devenues des réfugiés. Sou-

cieux de répartir ses secours parmi les plus indigents, l'Office donne priorité aux personnes qui ont perdu leurs foyers et leurs moyens d'existence et se trouvent dans le besoin. Il s'ensuit que le mandat de l'Office est considéré jusqu'ici comme exclusif des personnes autres

que les réfugiés, au sens strict que nous venons de donner à ce terme. Nombre de non-réfugiés — toujours dans le même sens du terme — ont pourtant beaucoup souffert des événements de 1948. Dès 1950, l'attention s'est portée plus particulièrement sur deux catégories d'entre eux. Il s'agit tout d'abord des habitants des villages frontaliers situés du côté jordanien de la ligne de démarcation tracée à l'armistice; ils ont perdu la plus grande partie de leurs moyens d'existence du fait même de la proximité de cette ligne qui les a notamment coupés de leurs terres cultivables. Le second groupe est constitué par la population autochtone du territoire de Gaza, entité géographique artificiellement délimitée, et dont la vie économique a été également bouleversée. A diverses reprises depuis 1950, l'Office a été sollicité de venir en aide à ces catégories de victimes du conflit de Palestine dites "réfugiés économiques". En 1959, bien que leur situation ne se soit pas améliorée, ils ne sont toujours pas admis à bénéficier des secours de l'Office.

30. En 1955, à la demande de l'Assemblée générale réunie en sa neuvième session, le Directeur de l'UNRWA a présenté un rapport spécialement consacré à la situation des différentes catégories de personnes réclamant des secours à l'Office⁵. Ce rapport concernait non seulement les "réfugiés économiques" mais d'autres requérants encore, notamment les enfants réfugiés en Jordanie qui ne reçoivent pas de rations, et dont il est question au paragraphe 18 ci-dessus. A sa dixième session, l'Assemblée générale a étudié ce rapport et pris note⁶ du fait que "dans le rapport spécial qu'il a rédigé conformément au paragraphe 6 de la résolution 818 (IX), le Directeur de l'Office indique que les autres requérants — à savoir les habitants des villages frontières en Jordanie, la population non réfugiée de la bande de Gaza, un certain nombre de réfugiés d'Egypte et certains Bédouins — ont grand besoin d'être secourus"; l'Assemblée a instamment prié "les organisations privées de leur donner une aide accrue dans la mesure où les gouvernements de la région ne peuvent pas le faire" et "tous les gouvernements et tous les particuliers de donner leur appui à ces organisations privées, en leur fournissant des denrées alimentaires, des biens et des services". A sa onzième session, l'Assemblée a renouvelé cet appel aux organisations privées et aux gouvernements⁷.

31. La manière même dont l'Assemblée a traité le problème permet de penser qu'elle ne considère pas l'UNRWA comme l'organisme qualifié pour porter assistance à ces groupes; aussi l'Office, en l'absence d'instructions précises, n'a-t-il pu leur étendre le bénéfice de ses services. Cette année cependant, il a été de nouveau lancé de pressants appels pour que les prestations de l'Office, les rations alimentaires notamment, soient étendues non seulement aux catégories déjà mentionnées mais encore à plusieurs autres. La plus importante de ces dernières comprend des réfugiés au

sens strict du terme qui jusqu'alors avaient pu se suffire, mais se trouvent aujourd'hui dans le dénuement et ne peuvent prétendre aux secours de l'Office, celui-ci ayant pour principe de ne pas inscrire ou réinscrire sur ses listes de rationnaires les personnes qui n'ont pas été antérieurement immatriculées ou qui ont elles-mêmes pourvu à leurs besoins pendant un certain nombre d'années.

32. La dernière étude détaillée que l'Office ait faite du cas des groupes dits "autres catégories de requérants" remonte à 1955, mais la Commission consultative de l'UNRWA a récemment examiné en séance leur situation dans son ensemble. Les renseignements fournis au cours de ces débats par les représentants des gouvernements des pays d'accueil ont fait ressortir que la situation de bon nombre de ces requérants, considérée comme sérieuse en 1955, ne s'était guère améliorée depuis lors et parfois même avait empiré. En Jordanie, on signale que près de 7.000 Bédouins Azazma expulsés d'Israël en 1950 sont dans un état proche de l'inanition; 165.000 habitants des villages frontaliers de Jordanie sont à peu près dans le même dénuement qu'en 1955 malgré l'aide que leur ont apportée entre autres des organisations privées; et les rations que le Gouvernement de la République arabe unie et l'organisation privée CARE distribuent à 60.000 nécessiteux non réfugiés de Gaza sont inférieures à celles que l'Office dispense aux réfugiés. Quiconque se penche sur la question est amené à conclure que dans l'ensemble l'assistance accordée est très insuffisante.

33. Ce sont surtout les rations alimentaires qui font défaut, car la majorité des requérants bénéficient déjà d'autres prestations de la part des gouvernements des pays d'accueil. D'après les chiffres fournis par ces derniers, il s'agit au total d'environ 317.000 personnes, non compris les enfants réfugiés en Jordanie dont le droit aux secours n'est pas mis en doute. Leur distribuer des rations entraînerait une dépense supplémentaire de l'ordre de 5 millions de dollars par an. Or, l'UNRWA ne peut espérer une telle majoration des fonds mis à sa disposition au titre des secours. D'autre part, la rectification des listes de rationnaires dont il a été question plus haut (par. 18) ne profiterait pas à ces groupes, car le bénéfice des économies ainsi réalisées irait par priorité aux enfants actuellement privés de rations, bien que leurs parents soient des réfugiés dûment immatriculés (voir également à ce propos le paragraphe 18). Dans ces conditions, il y aurait lieu de modifier l'interprétation actuelle du mandat de l'Office si celui-ci était appelé à étendre le bénéfice de ses services à des catégories considérées jusqu'à présent comme en étant exclues. Seule l'Assemblée générale peut dire si l'UNRWA est l'organe qualifié pour apporter des secours: a) aux "réfugiés économiques"; b) à tous les réfugiés nécessiteux où qu'ils aient résidé et quels qu'aient été leurs moyens d'existence depuis 1948. L'Assemblée est instamment priée de prendre en considération le problème d'ordre moral que pose à la conscience du monde la détresse d'un si grand nombre d'êtres humains dont les plus déshérités sont les Bédouins Azazma.

⁵ A/2978, Add.1.

⁶ Résolution 916 (X) du 3 décembre 1955, par. 5, 6 et 7.

⁷ Résolution 1018 (XI) du 28 février 1957, par. 6.

III. — PROGRAMMES D'INDEPENDANCE ECONOMIQUE

34. A sa dernière session, l'Assemblée générale a de nouveau prié le Directeur "d'élaborer et d'exécuter des programmes pouvant assurer la subsistance d'un nombre appréciable de réfugiés et, en particulier, des

programmes concernant l'enseignement et la formation professionnelle"⁸. Cette année, comme par le passé, les

⁸ Résolution 1315 (XIII) du 12 décembre 1958, par. 4.

circonstances ont empêché l'Office de mettre en œuvre des projets d'une ampleur suffisante pour assurer "la subsistance d'un nombre appréciable de réfugiés" et rien ne permet d'espérer une amélioration dans le proche avenir de cette situation qui, pour l'instant, en est au point mort. Dans ces conditions, l'Office a été contraint, pour des raisons d'ordre pratique, de modifier sa ligne de conduite concernant les programmes d'indépendance économique. Le montant très modique des crédits disponibles à ce titre est également pour une large part dans la décision prise par l'Office de limiter son aide à un petit nombre de réfugiés choisis à cet effet qu'il met ainsi en état de subvenir eux-mêmes à leurs besoins. Le système de subventions et de prêts individuels actuellement en vigueur en Jordanie est caractéristique de cette nouvelle orientation.

ENSEIGNEMENT ET FORMATION PROFESSIONNELLE

35. Ce sont les programmes d'enseignement et de formation professionnelle de l'Office qui, de l'aveu même de l'Assemblée générale, ont le plus puissamment contribué à mettre les réfugiés en état d'exercer une activité lucrative, où qu'ils puissent être appelés à résider par la suite ; aussi, le développement systématique des services éducatifs de l'Office est-il considéré comme prioritaire depuis de longues années. Aujourd'hui, l'UNRWA est en mesure de faire donner une instruction primaire à tous les enfants réfugiés, de faire faire des études secondaires à une proportion sans cesse croissante d'entre eux (approximativement égale à l'importance relative des effectifs des classes secondaires par rapport à ceux des classes primaires dans les pays d'accueil), et enfin des études supérieures à un petit nombre d'élèves parmi les plus doués. En outre, l'Office développe son programme de formation professionnelle autant que le lui permettent ses ressources financières.

36. Le point de départ de ce vaste système d'enseignement a pourtant été bien modeste. Si l'on compare les chiffres de juin 1950 et de mai 1959, on voit en effet que l'effectif des écoles primaires de l'UNRWA est passé de 33.631 à 101.462, compte non tenu des 40.906 jeunes réfugiés subventionnés par l'Office dans les écoles publiques et privées des pays d'accueil ; quant au nombre des établissements scolaires, il a été porté de 64 en juin 1950 à 380 en mai 1959, et celui des maîtres de 730 à 3.287. Au total, le montant global des dépenses au titre de l'enseignement proprement dit, qui s'élevait à 398.000 dollars pour la période juillet 1950-juin 1951, a atteint 5.232.000 dollars pour l'exercice 1958.

IV. — RELATIONS AVEC LES GOUVERNEMENTS DES PAYS D'ACCUEIL

41. On a déjà mentionné au paragraphe 8 l'assistance que les pays d'accueil dispensent aux réfugiés, soit directement, soit en collaboration avec l'UNRWA, mais peut-être est-il opportun d'y revenir dans cette section. Les rapports de travail entre l'Office et les gouvernements, surtout sur le plan des relations personnelles à différents échelons, ont été bons et à bien des égards marquent un progrès sur les années précédentes⁹. Signalons notamment qu'en dépit de la tension qui a sévi pendant un certain temps dans la région, les gouvernements des pays d'accueil ont contribué à faci-

37. L'année scolaire 1958-1959 a été particulièrement favorable en ce qui concerne l'éducation des jeunes réfugiés de Palestine. En Jordanie, des crédits ont été affectés à la réouverture à Naplouse de l'école normale expérimentale pour institutrices ainsi qu'à la construction d'une école normale d'instituteurs à Ramallah et d'un centre de formation professionnelle à Wadi-Seir, près d'Amman, et à l'agrandissement du centre de formation professionnelle de Kalandia. Il est également devenu possible d'étendre le programme d'enseignement artisanal au Liban et à la province syrienne de la République arabe unie et de porter de 15 à 17,5 pour 100 la proportion des élèves des classes primaires admissibles à l'enseignement secondaire. En outre, on a pu consacrer des fonds à la construction de 467 nouvelles salles de classe dans le district de Gaza, progrès considérable qui permet d'envisager la suppression du régime des classes alternées.

38. La trop forte proportion de maîtres non qualifiés demeure le principal obstacle, en dehors du problème de financement, à un développement plus poussé de l'enseignement. Cependant, l'organisation de la formation pédagogique en cours d'emploi ainsi que les stages d'été et les cours de perfectionnement permettent d'élever peu à peu le niveau professionnel des instituteurs, et il ne fait aucun doute que la création des écoles normales mentionnées au paragraphe 37 ci-dessus aura également les plus heureux effets à ce point de vue.

39. Le surpeuplement des écoles de l'Office constitue un second obstacle au succès de son programme éducatif. On compte en moyenne 50 élèves par classe mais, lorsqu'il s'agit de petites écoles installées dans des salles louées, ce chiffre — déjà trop élevé — passe à 65 et même parfois à 70.

40. Malgré le peu de débouchés qui s'offrent aux réfugiés, c'est encore la formation professionnelle dans diverses branches techniques qui donne aux jeunes la meilleure chance de trouver un jour du travail. Bien que l'ouverture des écoles professionnelles de Kalandia, Gaza et Wadi-Seir marque une étape importante, ces établissements ne peuvent accueillir qu'une fraction seulement des candidats. L'Office a élaboré des plans en vue d'étendre la formation professionnelle aux réfugiés du Liban et de la province syrienne de la République arabe unie, d'organiser à l'intention des jeunes filles des cours techniques appropriés et de mettre au point un enseignement agricole spécialisé en fonction des différents types d'exploitation rurale dans la région. Mais, là encore, la condition *sine qua non* est la mise à sa disposition des crédits nécessaires.

lité le transport des approvisionnements de l'Office, même lorsque les frontières étaient fermées à tout autre transit.

42. Cependant, l'Office, après près de 10 ans d'activité, doit encore faire face aujourd'hui à quelques graves problèmes dans ses relations avec les pays d'accueil — problèmes qui auraient dû être résolus dès le début de son mandat mais en fait sont devenus chroniques et ne cessent de lui compliquer la tâche¹⁰. Du point

⁹ Voir en particulier A/3212, par. 74-84.

¹⁰ Pour un exposé de ces problèmes et des circonstances dans lesquelles ils se sont posés les années précédentes, voir A/2978, par. 59 et annexe G ; A/3212, par. 74-84 et annexe G ; A/3686, par. 70-76 et annexe H ; A/3931, par. 59-63 et annexe H.

de vue des gouvernements des pays d'accueil, l'ampleur des activités de l'Office, le grand nombre des employés qu'il recrute sur place et la complexité des services aussi importants que les siens sur le plan de l'alimentation, de la santé, de l'enseignement et du logement, sont autant de facteurs de complications dans leurs relations avec l'UNRWA. Même ainsi, négliger de traiter ces problèmes à temps et de la manière qui convient ne peut que les rendre plus graves encore tant pour les gouvernements eux-mêmes que pour l'Office.

43. L'obstacle le plus sérieux, puisqu'il équivaut à contester le statut international de l'UNRWA, est le refus du Gouvernement de la République arabe unie, dans la province égyptienne et à Gaza, de reconnaître que l'Office est un organe subsidiaire des Nations Unies. Cette attitude fait obstacle au règlement de nombreuses questions en suspens et gêne considérablement l'Office dans son œuvre d'assistance aux réfugiés¹¹. Il est regrettable que cette situation persiste, malgré la prise de position non équivoque de l'Assemblée générale telle qu'elle est formulée, par exemple, dans la résolution 1315 (XIII) du 12 décembre 1958 "rappelant que l'Office est un organe subsidiaire de l'Organisation des Nations Unies"¹².

44. Le statut juridique de l'UNRWA n'est pas contesté, en principe, dans la province syrienne de la République arabe unie ni dans les autres pays d'accueil, où pourtant le fait qu'il n'y est pas bien compris à tous les échelons de la hiérarchie administrative ne manque pas de susciter nombre de problèmes. Citons, entre autres, des ingérences dans les questions relatives au personnel et aux distributions régulières des secours, des restrictions aux mouvements des approvisionnements, avec les frais supplémentaires qui en résultent, et la méconnaissance de l'immunité de juridiction de l'Office et de l'exonération fiscale dont il doit bénéficier. Du point de vue financier, les créances actuellement en souffrance, y compris les taxes indûment perçues, représentent au total bien plus d'un million de dollars des Etats-Unis¹³, et l'Office se trouve donc contraint de sacrifier à ces questions un temps et des efforts considérables qu'il conviendrait bien plutôt de vouer à des tâches constructives en faveur des réfugiés.

¹¹ Certaines des difficultés qui découlent actuellement de cet état de choses sont décrites à l'annexe H.

¹² Voir également: résolutions 513 (VI), par. 3; 1018 (XI), sixième considérant et par. 2; 1191 (XII), sixième considérant et par. 4.

¹³ Voir annexe H, par. 3 et 4.

V. — ANNEE MONDIALE DU REFUGIE

48. Aux termes d'une résolution adoptée à sa treizième session¹⁴, l'Assemblée générale a institué une Année mondiale du réfugié ayant pour but d'appeler l'attention de l'opinion sur le problème des réfugiés, d'inciter les gouvernements, les organisations bénévoles et le public en général à fournir des contributions financières supplémentaires, et d'encourager de nouveaux efforts tendant, dans un esprit purement humanitaire, à apporter des solutions permanentes au problème des réfugiés, soit par le rapatriement volontaire, soit par la réinstallation ou l'intégration.

¹⁴ Résolution 1285 (XIII) du 5 décembre 1958.

45. Au cours des débats qu'elle consacra au mandat de l'Office et à sa prorogation éventuelle après le 30 juin 1960, il importe que l'Assemblée générale tienne compte de la nécessité d'assurer une base plus satisfaisante aux relations entre l'Office et les gouvernements des pays d'accueil. Il appartient à ces gouvernements de faire face aux problèmes qui se posent dans ce domaine et de décider du type d'assistance qu'ils désirent pour les réfugiés vivant sur leur territoire. S'ils souhaitent que l'UNRWA remplisse ses obligations en tant qu'organe d'exécution des Nations Unies, ils devraient lui accorder le traitement que réclame son statut juridique. Si au contraire leur vœu est de régir et réglementer eux-mêmes cette action, il serait logique qu'ils en assurent aussi l'exécution et la gestion.

46. Les relations entre l'Office et les gouvernements des pays d'accueil doivent être fondées en tout premier lieu sur la Charte et la Convention sur les privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies. Aujourd'hui, en effet, tous les pays d'accueil sont Membres de l'Organisation des Nations Unies et parties à la Convention mentionnée plus haut, ce qui n'était pas le cas quand l'UNRWA a été créé. Or, aucun accord — à l'exception de celui que l'Office a conclu en 1954 avec le Liban — n'est venu depuis lors compléter les dispositions de la Charte et de la Convention.

47. Certes, il est inévitable que des litiges surgissent de temps à autre, mais ces difficultés pourront être surmontées pourvu que les fondements juridiques aient été correctement posés et que, tant l'UNRWA que les gouvernements, chacun respectant ses obligations, abordent les problèmes dans un esprit de coopération et de bonne volonté. Les différents points ci-après sont soumis à l'examen de l'Assemblée générale pour servir à tout aménagement ultérieur des relations entre l'Office et les gouvernements des pays d'accueil:

a) Reconnaissance et pleine compréhension, par tous les services publics ayant affaire à l'Office, de son statut juridique d'organe subsidiaire des Nations Unies;

b) Conclusion d'accords révisés et autant que possible uniformisés, qui viendraient en complément de la Charte et de la Convention sur les privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies;

c) Recouvrement des créances en souffrance et élaboration de méthodes permettant à l'avenir de régler les litiges;

d) Etroite coopération à tous les échelons, dans un commun souci d'améliorer le sort des réfugiés.

49. L'Office a détaché un de ses fonctionnaires auprès du bureau à Genève du représentant spécial du Secrétaire général afin d'aider ce dernier à prendre, conformément à la demande de l'Assemblée, les mesures qu'il jugera opportunes pour contribuer au succès de l'Année mondiale du réfugié. Il fournit également des informations sur ses travaux tant par l'intermédiaire du bureau de Genève que directement à nombre de comités nationaux. On espère que cette Année mondiale du réfugié aura pour résultats, entre autres, une meilleure compréhension dans le monde entier de la complexité du problème des réfugiés palestiniens et de nouveaux concours financiers à l'œuvre de l'Office, notamment à ses programmes d'indépendance économique.

50. On trouvera à l'annexe F un compte rendu détaillé des opérations financières de l'Office en 1958-1959 et à l'annexe G un plan de dépenses pour 1960. La présente section a seulement pour objet de donner un aperçu de la situation financière de l'Office en 1958-1959 et des perspectives pour 1960.

51. Les prévisions budgétaires de 1958 s'élevaient à 41.100.000 dollars, dont 400.000 provenant d'un report de 1957. Or, en 1958, les recettes se sont élevées à 35 millions de dollars seulement, dont une importante fraction n'a été versée que tard dans l'année. Par suite, l'Office a dû renoncer à exécuter une partie de son programme, et le montant de ses dépenses n'a finalement atteint que 31.800.000 dollars au total. Il a engagé des dépenses supplémentaires de 1.400.000 dollars qui ont été reportés à 1959; le solde des crédits, soit 7.900.000 dollars, a été annulé en fin d'exercice.

52. En 1958, le montant des recettes a donc été supérieur de quelque 3.200.000 dollars à celui des dépenses effectivement encourues; cette somme a été reportée à l'exercice 1959 au titre du fonds de roulement, tant pour couvrir les engagements reportés du budget de 1958 (1.400.000 dollars) que pour servir au financement du budget de 1959. Pourtant, les résultats financiers de l'exercice 1958 ne sont satisfaisants qu'en apparence; ils ne témoignent pas d'une amélioration réelle de la situation de l'Office, mais seulement d'un heureux concours de circonstances qui peut fort bien ne pas se reproduire en 1959 ou 1960.

53. Les principaux facteurs qui ont joué en faveur de l'Office ont été les suivants: a) une baisse des prix des denrées alimentaires de base qui a permis de réaliser une économie de près de 1.600.000 dollars; b) le recouvrement d'environ 1.500.000 dollars de contributions annoncées pour l'exercice 1956-1957 mais versées en 1958 seulement; c) une légère augmentation du taux des contributions par rapport aux exercices précédents. Il est à espérer que ce taux augmentera encore en 1959 et 1960, mais une nouvelle baisse des prix des denrées alimentaires est improbable et l'Office ne peut plus compter sur d'importants engagements de contributions non honorés au titre d'exercices précédents.

54. Dans les limites de ses dépenses de 1958, soit 31.800.000 dollars, l'Office est parvenu à assurer les services essentiels (alimentation, santé, logement, assistance sociale et éducation). Il n'a pu le faire dans les premiers mois de 1958 qu'en abaissant bien au-dessous du niveau souhaitable les normes de ses services dans lesquels, par suite de la crise financière de 1957, il lui avait fallu procéder à des réductions draconiennes; mais plus tard dans l'année, au fur et à mesure que la situation s'améliorait, il est revenu progressivement aux normes d'avant 1957.

55. Fin 1958, l'Office a pu reprendre ses plans de remplacement des tentes par des baraques, remettre en train un modeste programme de subventions individuelles en Jordanie, donner un commencement d'exécution à ses projets de développement, prévus au budget, en matière d'enseignement et de formation professionnelle et envisager pour 1959 de nouveaux progrès dans ce domaine. En fait, la plupart de ces activités supplémentaires n'ont été que mises en train en 1958, le financement en étant assuré grâce au report de 1.400.000 dollars de l'exercice 1958 à l'exercice 1959.

56. Le montant des prévisions budgétaires de l'Office pour 1959 est de 38.900.000 dollars, dont

1.400.000 reportés de 1958. Pour financer ce budget, l'Office ne pouvait compter avec certitude en juillet 1959 que sur des disponibilités de l'ordre de 23 millions de dollars, soit 3.200.000 dollars provenant d'un report de 1958, 18.800.000 dollars au titre d'engagements de contributions dont on était assuré qu'ils seraient honorés, et 1 million de recettes diverses. L'Office espère qu'un certain nombre de pays qui n'ont pas encore contracté d'engagement pour le second semestre 1959 ne tarderont pas à le faire; d'après le montant de leurs plus récentes contributions, les sommes attendues à ce titre devraient atteindre environ 14.300.000 dollars. Même ainsi, l'Office ne disposerait pour 1959 que de 37.300.000 dollars au total, montant inférieur de 1.600.000 dollars à celui des prévisions budgétaires.

57. N'ayant pas l'assurance de disposer de fonds suffisants en 1959, l'Office a dû surseoir à l'exécution de certaines parties de son programme. Les estimations de dépenses pour 1959 s'élèvent actuellement à quelque 37.100.000 dollars, soit approximativement la somme que l'Office espère recevoir en définitive pour l'ensemble de l'exercice.

58. Dans les limites des fonds disponibles, l'Office est heureusement parvenu à assurer les services essentiels selon les normes habituelles et à développer, comme il l'avait prévu à son budget, l'enseignement et la formation professionnelle. Il a également poursuivi l'application en Jordanie de son modeste programme de subventions individuelles. En revanche, il n'a pu étendre certains projets comme il se proposait de le faire ni apporter les diverses améliorations envisagées dans son budget aux installations de certains camps, à l'exception toutefois du remplacement des tentes par des baraques.

59. Encore que dans l'essentiel il ait réussi à remplir sa mission, tant en 1958 qu'en 1959, l'Office a dû pour ce faire encourir tous les risques qu'entraîne, pour l'efficacité de son action, une situation financière éminemment incertaine.

60. En ce qui concerne l'année 1960, l'Office doit faire face à certaines difficultés de procédure du fait que son mandat actuel vient à expiration le 30 juin 1960. Il ne peut donc pour l'instant présenter de budget à proprement parler que pour le premier semestre de 1960. Cependant, afin de faciliter l'établissement de ses programmes dans l'hypothèse où son mandat serait prorogé au-delà de la date fixée, l'Office a également élaboré un plan de dépenses pour l'ensemble de l'exercice. Pour des raisons d'ordre technique, les prévisions ont été établies (cf. annexe G) en fonction des sommes requises pour 12 mois d'activité. Ces prévisions atteignent au total 38.700.000 dollars et le budget du premier semestre s'élève à 50 pour 100 de ce montant.

61. Que ce soit pour une période de 10 ou de six mois, le budget prévoit le maintien aux normes actuelles des services essentiels en matière de secours et d'éducation (quoique les coûts et le nombre des bénéficiaires en soient légèrement plus élevés), la création de nouveaux établissements d'enseignement et de formation professionnelle, la continuation du programme de subventions individuelles en Jordanie et un certain nombre d'améliorations nécessaires aux installations des camps.

62. En conclusion, il convient d'ajouter quelques mots sur le mode de financement des programmes de l'Office. Encore qu'il ait, dans une large mesure, réussi jusqu'à présent à s'acquitter tout au moins de cette

partie de sa mission qui consiste à assurer des secours aux réfugiés, on ne saurait trop insister sur les inconvénients et les dangers que comporte, pour l'efficacité de son action, l'incertitude où il se trouve de l'ordre de grandeur des sommes qui lui seront allouées et du moment où elles seront mises à sa disposition. Il est donc haute-

ment souhaitable que l'Assemblée et les pays contributeurs élaborent pour 1960 un système de financement de l'Office qui garantisse à ce dernier l'obtention des fonds nécessaires et leur versement en temps voulu, de manière à lui permettre de mettre au point les programmes agréés et d'en assurer le plein succès.

VII. — CONSULTATIONS AVEC LA COMMISSION DE CONCILIATION DES NATIONS UNIES POUR LA PALESTINE

63. Conformément aux instructions de l'Assemblée générale¹⁵, l'Office a poursuivi ses consultations avec la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine, notamment en ce qui concerne le déblocage des comptes en banque en Israël des réfugiés arabes. A la demande de la Commission et en accord avec les

banques intéressées, un avis a été publié dans la presse pour signaler qu'un certain nombre de personnes n'avaient pas retiré le solde de leur compte ni réclamé le recouvrement des valeurs déposées par elles en Palestine auprès des succursales de la Barclay's Bank, D.C.O., et des anciennes succursales de la Banque ottomane, les intéressés étant invités à demander la restitution de leurs avoirs.

¹⁵ Résolution 1315 (XIII) du 12 décembre 1958, par. 6.

ANNEXES

Annexe A

STATISTIQUES RELATIVES AUX REFUGIES

Tableau 1

EFFECTIF TOTAL DES RÉFUGIÉS IMMATRICULÉS PAR CATÉGORIE DE SECOURS, 1950-1959^a

Année	Membres de familles inscrites sur les listes de rationnaires							
	A Bénéficiaires de rations entières	B Bénéficiaires de demi-rations	C Nourrissons et enfants bénéficiant des services	D Total A+B+C	E Personnes ne recevant ni rations ni services	F Membres de familles inscrites pour l'ensei- gnement et/ou les services médicaux	G Membres de familles inscrites ne recevant ni rations ni services ^b	H Total D+E+F+G
Juin 1950	c	c	c	960.021	—	—	—	960.021
Juin 1951	826.459	51.034	2.174	879.667	—	—	31.789	911.456
Juin 1952	805.593	58.733	18.347	882.673	—	—	41.915	924.588 ^d
Juin 1953	772.166	64.817	34.765	871.748	—	—	44.741	916.489
Juin 1954	820.486	17.340	49.232	887.058	—	—	54.526	941.584
Juin 1955	828.531	17.228	60.167	905.986	—	—	62.920	968.906
Juin 1956	830.266	16.987	75.026	922.279	—	—	74.678	996.957
Juin 1957	830.611	16.733	86.212	933.556	18.203	4.462	62.980	1.019.201
Juin 1958	836.781	16.577	110.600	963.958	19.776	5.901	63.713	1.053.348
Juin 1959	843.739	16.350	130.092	990.181	21.548	6.977	68.922	1.087.628

^a Les statistiques publiées dans les rapports annuels précédents concernaient les réfugiés inscrits sur les listes de rationnaires, leurs nourrissons de moins d'un an et les enfants bénéficiant des services. Ces données figurent dans les trois premières colonnes du tableau ci-dessus.

On a également fait figurer ici d'autres réfugiés immatriculés auprès de l'Office qui, en raison des revenus de leur famille,

bénéficient de certains secours seulement ou n'en reçoivent aucun.

^b Y compris, jusqu'à l'année 1956, les réfugiés dont les familles sont inscrites sur les listes de rationnaires, mais qui ne bénéficient eux-mêmes ni des rations ni des services.

^c Détails inconnus.

^d Y compris 27.674 réfugiés résidant en Israël, qui étaient à la charge de l'Office jusqu'au 1er juillet 1952.

Tableau 2

RÉPARTITION DES RÉFUGIÉS IMMATRICULÉS PAR PAYS DE RÉSIDENCE, PAR CATÉGORIE DE SECOURS
ET PAR GROUPE D'ÂGE AU 30 JUIN 1959

<i>Pays et catégories familiales</i>	<i>Nombre de personnes</i>			<i>Total</i>	<i>Nombre de familles</i>
	<i>Moins de 1 an</i>	<i>1 à 15 ans</i>	<i>Plus de 15 ans</i>		
<i>Jordanie</i>					
Rations et/ou tous les services.....	9.913	229.465	321.448	560.826	105.870
Ni rations ni services.....	142	10.362	24.395	34.899	7.214
TOTAL	10.055	239.827	345.843	595.725	113.084
<i>Gaza</i>					
Rations et/ou tous les services.....	6.978	104.164	125.288	236.430	42.128
Ni rations ni services.....	40	3.878	8.394	12.312	3.681
TOTAL	7.018	108.042	133.682	248.742	35.809
<i>Liban</i>					
Rations et/ou tous les services.....	1.385	48.051	62.490	111.926	23.970
Enseignement et/ou services médicaux.....	50	2.321	4.377	6.748	1.286
Ni rations ni services.....	40	2.709	10.309	13.058	3.973
TOTAL	1.475	53.081	77.176	131.732	29.229
<i>Syrie</i>					
Rations et/ou tous les services.....	3.534	44.000	55.013	102.547	22.825
Enseignement et/ou services médicaux.....	3	44	182	229	37
Ni rations ni services.....	56	2.271	6.326	8.653	3.023
TOTAL	3.593	46.315	61.521	111.429	25.885
<i>Ensemble de la région d'activité de l'Office</i>					
Rations et/ou tous les services.....	21.810	425.680	564.239	1.011.729	194.793
Enseignement et/ou services médicaux.....	53	2.365	4.559	6.977	1.323
Ni rations ni services.....	278	19.220	49.424	68.922	17.891
TOTAL GÉNÉRAL	22.141	447.265	618.222	1.087.628	214.007

Tableau 3

RÉPARTITION DES RÉFUGIÉS DANS LES CAMPS PAR PAYS DE RÉSIDENCE
AU 30 JUIN 1959^a

<i>Pays</i>	<i>Nombre de familles</i>	<i>Nombre de personnes</i>	<i>Pourcentage de la population réfugiée</i>
Jordanie	37.887	196.070	33%
Gaza	24.904	140.430	58%
Liban	12.225	55.689	42%
Syrie	5.114	22.269	20%
TOTAL	80.130	414.467	40%

^a Figurent dans ce tableau les familles et les réfugiés immatriculés dans les camps, à quelque catégorie de secours qu'ils appartiennent.

Les données fournies les années précédentes ne concernaient que les réfugiés bénéficiaires de rations et leurs enfants (nourrissons et autres) admis à bénéficier des services.

Annexe B

SERVICES DE SANTÉ

I. — ORGANISATION ET PERSONNEL

1. L'organisation des services de santé de l'Office n'a pas subi de modification appréciable pendant la période à l'étude. Aux termes d'un accord avec l'Office, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) reste chargée de la direction technique de ces services et fournit certains cadres supérieurs, notamment le chef

de la Division de la santé. Il y a maintenant 10 années pleines que cet accord est en vigueur, à la satisfaction des deux parties.

2. L'Office a continué d'appliquer un programme bien équilibré d'action sanitaire préventive et curative et il a dûment veillé à ce que les modifications ou éléments nouveaux qui y ont été introduits soient con-

formes aux programmes de santé publique des pays d'accueil; il s'est tenu en liaison étroite avec les ministères de la santé de ces pays auprès desquels il a toujours trouvé le plus grand esprit de coopération et la plus cordiale compréhension.

3. On notera à ce propos que l'existence de cadres médicaux et paramédicaux nombreux, qualifiés et expérimentés, tel le personnel actuel de la Division de la santé de l'Office, pourrait beaucoup aider au développement des services sanitaires dans les pays du Proche-Orient.

4. Dans l'exécution de son programme d'action sanitaire, l'Office continue d'accorder une place pré-

pondérante aux mesures de médecine préventive ainsi qu'à l'éducation sanitaire, considérée comme un puissant facteur d'amélioration de l'état de santé des réfugiés. Ceux-ci, en effet, apprennent tout ce qui peut être fait et ce qu'ils peuvent faire eux-mêmes pour y contribuer. L'éducation des mères, notamment, est d'une importance capitale pour tout ce qui touche au bien-être de la famille.

5. Le tableau ci-après donne la répartition au 30 juin 1959 des effectifs du personnel des services de santé de l'Office. Ces chiffres comprennent le personnel détaché par l'OMS mais non celui des nombreux employés travaillant dans les hôpitaux et dispensaires ouverts aux réfugiés et subventionnés par l'Office à ce titre.

Tableau 1

	<i>Siège</i>	<i>Liban</i>	<i>Syrie</i>	<i>Jordanie</i>	<i>Gaza</i>	<i>Total</i>
<i>Personnel international</i>						
Médecins	4	1	1	1	1	8
Infirmières	1	1	1	1	1	5
Ingénieur sanitaire	1	0	0	0	0	1
Nutritionniste	1	0	0	0	0	1
Fonctionnaire chargé du matériel et des approvisionnements (fournitures médicales).....	1	0	0	0	0	1
TOTAL PARTIEL						16
<i>Personnel régional</i>						
Médecins (à plein temps).....	0	19	13	42	16	90
Médecins (à temps partiel).....	0	0	1 ^a	5	0	6
Dentistes (à plein temps).....	0	1	1	0	1	3
Dentistes (à temps partiel).....	0	0	4	1 ^b	0	5
Infirmières (infirmières sages-femmes et infirmières de santé publique).....	1	21	14	46	18	100
Infirmières auxiliaires (aides-infirmières et infirmières accoucheuses)	0	32	33	196	65	326
Sages-femmes	0	7	2	1	3	13
Responsables des services d'hygiène et d'entretien des camps	0	3	2	3	2	10
Contrôleurs des centres d'alimentation d'appoint	0	1	1	3	1	6
Techniciens de laboratoire.....	0	2	1	3	3	9
Pharmaciens et techniciens.....	1	1	1	1	1	5
Chef du service d'éducation sanitaire.....	1	0	0	0	0	1
Divers :						
Services médicaux	25	28	20	68	48	189
Services d'hygiène et d'entretien des camps...	1	9	6	14	46	76
Lait et alimentation d'appoint.....	0	7	5	13	28	53
TOTAL PARTIEL						892
<i>Ouvriers</i>						
Services médicaux	1	39	38	106	85	269
Services d'hygiène et d'entretien des camps.....	0	143	62	613	590	1.408
Lait et alimentation d'appoint.....	0	121	103	503	232	959
TOTAL PARTIEL						2.636
TOTAL GÉNÉRAL						3.544

^a Il faut ajouter à ce chiffre 2 dentistes installés à leur compte et que l'Office rémunère sur une base contractuelle.

^b Il faut ajouter à ce chiffre 7 médecins installés à leur compte et que l'Office rémunère sur une base contractuelle.

II. — DISPENSAIRES, HÔPITAUX ET LABORATOIRES

6. L'Office assure directement le fonctionnement de 91 dispensaires dont 81 fixes et 10 itinérants, ces derniers desservant 29 centres de consultation. Il utilise en outre 7 dispensaires d'Etat, moyennant subvention, 5 dispensaires fixes et 3 dispensaires itinérants (ces

derniers desservant 6 centres de consultation) créés par des organisations bénévoles et les services de consultation de grands hôpitaux dans les différents pays d'accueil.

7. Dans l'ensemble, les services de santé ont fonctionné de manière satisfaisante pendant toute l'année,

en dépit des troubles qui ont sévi pendant plusieurs mois au Liban et quelque peu désorganisé les communications; grâce au dévouement des membres du personnel des services de santé, qui n'hésitaient pas à prendre souvent les risques les plus graves, les services sanitaires essentiels ont pu être assurés pratiquement sans interruption. En Jordanie, la pénurie de carburant survenue en automne a contraint à limiter l'emploi des

ambulances aux transports d'urgence dans les hôpitaux. Dans la province syrienne de la RAU, les locaux du petit dispensaire du village de Darbachieh ont été détruits au cours d'un engagement à la frontière.

8. On trouvera dans le tableau ci-dessous des statistiques sur le nombre des consultations données pendant la période considérée, tant dans les dispensaires de l'Office que dans ceux qu'il subventionne à cet effet.

Tableau 2

	Liban	Syrie	Jordanie	Gaza	Total
Nombre de bénéficiaires des services médicaux...	118.674	102.776	560.826	236.430	1.018.706
Médecine générale	163.606	124.148	796.009	427.626	1.511.389
Pansements et dermatologie.....	176.108	114.240	619.638	377.202	1.287.188
Soins oculaires	144.648	99.445	462.473	268.989	975.555
Soins dentaires	176.461	117.486	534.491	289.677	1.118.115
TOTAL	660.823	455.319	2.412.611	1.363.494	4.892.247

9. En matière d'hospitalisation, l'Office a pour principe de recourir autant que faire se peut aux services des établissements existants, que ces hôpitaux soient gérés par les gouvernements, les pouvoirs locaux, les organisations bénévoles ou des personnes privées. L'Office n'ouvre d'hôpital que dans les régions où ces établissements, en raison de leur éloignement, par exemple, ne peuvent pourvoir à ses besoins. Le tableau ci-après donne le nombre et la classification des hôpitaux utilisés par l'Office pendant la période considérée.

Tableau 3

	Etablissements hospitaliers gérés par:			
	<i>l'Etat ou les pouvoirs locaux</i>	<i>les organisations bénévoles et les particuliers</i>	<i>l'Office</i>	<i>Total</i>
Liban	—	19	1	20
Province syrienne de la RAU	11	5	1	17
Jordanie	8	16	3	27
Gaza	4	1	1 ^a	6
TOTAL	23	41	6	70

^a Géré conjointement par l'Office et les pouvoirs publics. L'Office assure en outre le fonctionnement de maternités (8 à Gaza et 3 en Jordanie) et de deux pavillons d'isolement temporaire dans la province syrienne de la République arabe unie.

10. Le nombre des lits d'hôpital subventionnés par l'Office ou qui lui sont réservés est passé de 2.102 en juin 1958 à 2.116 en 1959. Au Liban, en Syrie et en Jordanie, les lits mis à la disposition des réfugiés ont été légèrement plus nombreux, surtout dans les salles de médecine générale, de pédiatrie et de psychiatrie; la diminution que l'on constate à Gaza n'est qu'apparente et s'explique par un changement dans la

répartition des lits disponibles entre les réfugiés et la population proprement dite. En réalité, le nombre total des lits d'hôpital mis à la disposition des réfugiés du district de Gaza n'a pas changé durant la période considérée.

11. En Jordanie, l'Office a pu fermer le 31 octobre 1958 son hôpital Saint-Luc à Hébron, en raison de l'ouverture dans cette ville d'un nouvel hôpital public où il subventionne 50 lits. Le nombre de lits qui lui sont réservés à l'hôpital italien et à celui des sœurs de Nazareth, à Amman, ainsi qu'à l'hôpital évangélique arabe de Naplouse a été légèrement augmenté. Un nombre suffisant de lits pour tuberculeux étant disponible dans d'autres établissements, il a été possible de ramener de 50 à 40 le nombre de ceux qui étaient à la disposition de cette catégorie de malades au sanatorium de Barachah, à Arroub. Dans la province syrienne de la République arabe unie, le nombre de lits que l'Office subventionne dans les hôpitaux de Damas (hôpital Saint-Louis, hôpital italien et hôpital Sadat) s'est aussi accru de quelques unités. Le Ministère de la santé a bien voulu affecter 20 lits du sanatorium de Kadmos aux réfugiés tuberculeux qui demanderaient à y être admis.

12. Comme par le passé, les travaux de laboratoire sont effectués dans les établissements de l'Office ainsi que dans des établissements universitaires et publics ou des laboratoires privés subventionnés par lui. Au Liban, c'est le laboratoire gouvernemental de la santé publique qui se charge de tous les travaux d'analyse, que ce soit dans le domaine de l'hygiène publique ou dans celui de la médecine clinique. En outre, ce laboratoire est en mesure depuis peu de procéder à des cultures de crachats. En Jordanie, aux termes d'un nouvel accord avec le Ministère de la santé, les pouvoirs publics assureront les services de laboratoire, tant en matière d'hygiène publique que de médecine clinique, pour tous les

Tableau 4

Nombre de lits disponibles	Liban	Syrie	Jordanie	Gaza	Total
Médecine générale	163	92	627	264	1.146
Phtisiologie	150	45	140	150	485
Obstétrique	20	11	66	80	177
Pédiatrie	26	18	140	23	207
Psychiatrie	51	—	50	—	101
TOTAL	410	166	1.023	517	2.116

réfugiés dans le pays, contre versement par l'Office d'un montant annuel qui ne couvrira que les frais des examens cliniques. Dans la province syrienne de la République arabe unie, l'Office recourt aux services d'un laboratoire privé de Damas qu'il rémunère à forfait; à Gaza, il possède son propre laboratoire. A différentes reprises, il a également sollicité l'avis du laboratoire de l'Institut indien de paludologie sur des échantillons présentant des caractéristiques particulières.

III. — HYGIÈNE MATERNELLE ET INFANTILE

13. Des consultations prénatales données régulièrement dans des dispensaires spéciaux répartis dans les quatre pays d'accueil permettent d'assurer la surveillance médicale des femmes enceintes. Celles-ci reçoivent des soins médicaux et infirmiers et toute anomalie constatée donne lieu à des examens complémentaires et à un traitement. Des conseils d'hygiène élémentaire sont dispensés aux futures mères qui reçoivent une layette (ou tout ce qui est nécessaire à sa confection). L'examen médical est complété par une analyse d'urines, un examen de la tension et une analyse sérologique destinée à dépister les cas de syphilis. Les intéressées ont droit à une ration quotidienne de lait écrémé et à une ration supplémentaire mensuelle de produits secs à partir du cinquième mois de la grossesse jusqu'à la fin du douzième mois qui suit la délivrance. Celle-ci a lieu

à domicile ou à la maternité du camp; il n'y a hospitalisation que si l'on prévoit un accouchement difficile.

14. Dans l'ensemble, ces services ont fonctionné d'une manière satisfaisante pendant toute la période considérée, sauf peut-être — en raison des troubles de l'été dernier — dans certaines régions du Liban. Comme auparavant, les distributions supplémentaires mensuelles de produits secs ont puissamment encouragé les bénéficiaires à fréquenter les dispensaires comme en témoignent les 118.523 consultations données dans l'année à 33.824 femmes enceintes (chiffre englobant les femmes qui figuraient encore sur les registres à la fin de la période couverte par le précédent rapport et celles qui ont été inscrites depuis lors).

15. Sur les 16.951 analyses sérologiques effectuées pour dépister les cas de syphilis parmi les 25.669 femmes enceintes nouvellement inscrites, 166, soit 0,98 pour 100 ont donné un résultat positif. Ces analyses permettent le dépistage précoce de la maladie et la mise en œuvre immédiate du traitement requis, les intéressées restant sous surveillance médicale; le conjoint et les autres membres de la famille sont également examinés. Les statistiques ci-dessous donneront une idée de l'évolution épidémiologique de la syphilis parmi les femmes enceintes qui se sont présentées aux centres de consultation prénatale au cours des huit dernières années (on ne dispose d'aucun chiffre pour 1953-1954) :

	1951-1952	1952-1953	1954-1955	1955-1956	1956-1957	1957-1958	1958-1959
Nombre d'analyses sérologiques prénatales	17.538	19.458	21.223	20.800	18.629	18.463	16.951
Nombre de résultats positifs.....	1.032	577	557	342	259	256	166
Résultats positifs, en pourcentage.....	5,9	3,0	2,6	1,64	1,39	1,4	0,98

16. Le service d'hygiène infantile donne aux mères des conseils de puériculture élémentaire touchant notamment l'allaitement au sein, le sevrage, le régime alimentaire, l'hygiène corporelle, l'habillement et les précautions à prendre contre les maladies infectieuses. Il est procédé à des immunisations contre la variole, la diphtérie, la coqueluche, le tétanos et les affections entériques; la plupart des bénéficiaires de l'alimentation d'appoint parmi les enfants de moins de 2 ans sont aussi désignés dans les consultations pour nourrissons. Pendant la période considérée, il a été donné au total 381.799 consultations (soit 31.816 par mois en moyenne) contre 338.617 (soit 28.218 par mois en moyenne) pendant la période antérieure.

17. Comme dans tous les pays chauds, la diarrhée d'été et la gastro-entérite des nourrissons et des jeunes enfants posent chaque été un grave problème; les dispensaires indiquent aux mères les mesures préventives à prendre: soins corporels, précautions dans la préparation et la conservation des aliments, hygiène et lutte contre les mouches.

18. Après deux ans d'études approfondies, l'Office a maintenant mis au point un traitement de la diarrhée d'été chez les nourrissons. Ce traitement repose sur le maintien ou le rétablissement de l'équilibre électrolytique des fluides organiques à l'aide d'agents chimiothérapiques appropriés et d'un régime alimentaire spécial assuré dans les centres d'alimentation d'appoint pendant 10 jours, ou davantage le cas échéant. Pour que ce traitement donne de bons résultats, il convient d'en préparer minutieusement l'application dès avant le début de la saison chaude: formation de personnel à différentes techniques, composition des menus, mise au courant du personnel des centres d'alimentation d'appoint et du personnel d'éducation sanitaire, et surtout éducation des mères. Il est essentiel que chaque cas

soit suivi de près, ce qui impose au personnel infirmier et aux agents d'éducation sanitaire un programme de visites à domicile très chargé. Ces méthodes sont appliquées en Jordanie depuis plus de deux ans, à Gaza depuis un an, et ont été étendues au Liban et à la province syrienne de la République arabe unie pendant l'été de 1959.

19. Deux équipes d'hygiène scolaire opèrent en Jordanie et une dans chacun des trois autres pays d'accueil. Elles ont pour rôle de surveiller l'état sanitaire de la population scolaire, de faire passer les examens médicaux systématiques, notamment aux élèves nouvellement admis, de faire traiter les sujets souffrant de déficiences curables, de suivre chaque cas, de désigner les enfants ayant besoin d'une alimentation d'appoint, de participer aux campagnes d'immunisation prophylactique, de faire passer des examens médicaux aux maîtres et de veiller à la salubrité des locaux scolaires; elles s'occupent également d'éducation sanitaire. Pendant la période considérée, 74.854 élèves et 1.595 maîtres des écoles de l'Office ont été examinés par leurs soins.

IV. — ALIMENTATION

20. La valeur énergétique de la ration de base des réfugiés est restée fixée à environ 1.500 calories par jour en été et 1.600 en hiver, avec une teneur en protéines végétales de 41,7 et 44,2 grammes respectivement. Sa composition n'a pas varié non plus, si ce n'est que le riz a été remplacé par du bourghol en Jordanie pendant les deux mois d'hiver, et que l'on a distribué, en décembre 1958, 400 grammes de farine en place de 500 grammes de dattes dans les quatre pays d'accueil. Il n'entre pas d'aliments frais dans la composition de la ration de base.

21. Dans le cadre du programme d'alimentation d'appoint, des mesures ont été prises comme par le passé pour assurer la protection des éléments les plus vulnérables de la population réfugiée. On distribue en moyenne, chaque mois, des rations supplémentaires d'une valeur de 500 calories par jour à 28.325 femmes enceintes et nourrices, à partir du cinquième mois de la grossesse jusqu'à la fin du douzième mois qui suit l'accouchement. Ces femmes, ainsi que tous les enfants de moins de 15 ans, soit 192.241 personnes en moyenne, ont droit à une ration quotidienne de lait. L'Office fait également distribuer du lait dans les écoles et les orphelinats; le nombre des bénéficiaires a été de 39.570 par jour en moyenne pendant la durée de l'année scolaire. Il fournit en outre six jours par semaine un repas chaud substantiel et diététiquement équilibré aux réfugiés (principalement des enfants) qui, de l'avis du médecin, ont besoin d'une alimentation d'appoint. Ces repas, servis chaque jour à 42.703 personnes en moyenne, et dont la valeur énergétique varie de 200 à 650 calories selon l'âge du bénéficiaire, comprennent, outre les éléments de la ration de base, des produits frais tels que de la viande, des œufs, des légumes et des fruits. Les certificats qui y donnent droit sont délivrés pour une période de trois mois et renouvelables si l'examen médical établit que l'état de l'intéressé le justifie. Les centres d'alimentation d'appoint continuent de distribuer des capsules d'huile de poisson, dont bénéficient également les élèves des écoles primaires de l'Office. Quelque 1.500 tuberculeux non hospitalisés ont reçu cette année une double ration de base; les rations des malades hospitalisés n'ont pas été modifiées. La société de bienfaisance CARE a fait distribuer, par les centres de l'Office, une ration quotidienne de lait à quelque 12.000 habitants non réfugiés du district de Gaza.

22. En dehors de quelques difficultés rencontrées à Beyrouth et aux environs pendant la période d'agitation, les distributions de lait et de rations d'appoint se sont normalement poursuivies dans tous les pays, le nombre des bénéficiaires croissant progressivement au cours de l'année, surtout en ce qui concerne les femmes enceintes et les nourrices en Jordanie et à Gaza, ainsi

que l'effectif des enfants recevant du lait dans les écoles, notamment au Liban. Dans la province syrienne de la République arabe unie, le lait a été perçu en partie sous forme de poudre, mais, à dater du 1er octobre 1958, l'Office n'a plus fait distribuer que du lait à l'état liquide. L'Office a ouvert un certain nombre de nouveaux centres d'alimentation d'appoint en Jordanie et à Gaza, et a construit ou est en train de construire pour plusieurs de ses centres existants des locaux plus adéquats.

23. Conformément à une recommandation du chef de la section de la nutrition de l'OMS à Genève, une enquête sur les augmentations de poids constatées chez les réfugiées enceintes a été entreprise en Jordanie en août 1958 puis étendue aux trois autres pays d'accueil en janvier 1959. Elle ne sera vraisemblablement achevée qu'à la fin de l'été de 1959. Une étude de moindre ampleur sur les conditions sanitaires en Jordanie a également été entreprise en décembre 1958 par un groupe de médecins de l'hôpital de l'université Johns Hopkins, sous les auspices de MEDICO, filiale de l'International Rescue Committee. Ils ont examiné au total 585 écoliers de 7 à 12 ans choisis les uns dans deux camps de réfugiés et les autres dans une école publique que ne fréquentent pas les enfants réfugiés. Les résultats de cet examen, qui portait notamment sur le niveau de l'alimentation de ces enfants, ont été consignés sur des formulaires très détaillés qui permettront de les dépouiller et d'en faire la synthèse; les conclusions ne nous sont pas encore parvenues. L'état de nutrition de la population réfugiée n'a pas fait l'objet cette année d'une étude d'ensemble, mais il ne faut pas perdre de vue que les réfugiés sont sous la surveillance constante des médecins des camps et des écoles ainsi que des infirmières visiteuses. Les rapports de ce personnel permettent d'affirmer que d'une manière générale le niveau de l'alimentation parmi les réfugiés n'est pas insuffisant.

V. — LUTTE CONTRE LES MALADIES TRANSMISSIBLES

24. On trouvera dans le tableau ci-dessous la liste des maladies contagieuses qui se sont déclarées chez les réfugiés durant ces 12 derniers mois:

Tableau 5

	<i>Liban</i>	<i>Syrie</i>	<i>Jordanie</i>	<i>Gaza</i>	<i>Total</i>
Nombre de réfugiés ^a	118.674	102.776	560.826	236.430	1.018.706
Peste	0	0	0	0	0
Choléra	0	0	0	0	0
Fièvre jaune	0	0	0	0	0
Variole	0	0	0	0	0
Typhus exanthématique	0	0	0	0	0
Typhus endémique	0	0	0	0	0
Fièvre récurrente	1	0	12	0	13
Diphtérie	4	2	17	0	23
Rougeole	581	451	3.336	249	4.617
Coqueluche	1.242	398	878	101	2.619
Varicelle	432	347	1.055	260	2.094
Oreillons	1.041	635	1.595	1.952	5.223
Méningite cérébro-spinale	1	1	20	7	29
Poliomyélite	11	3	32	0	46
Affections entériques	30	164	89	135	418
Dysenterie	17.543	15.563	14.840	20.918	68.864
Paludisme	1	173	508	55	737
Bilharziose	0	0	0	107	107
Ankylostomiose	48	0	0	695	743
Trachome	3.552 ^b	438	78.172	12.463	94.625
Conjonctivite	15.501 ^b	7.789	105.536	16.117	144.943

^a D'après le Bulletin statistique des immatriculations du deuxième semestre 1959.

^b Les chiffres portés dans ce tableau représentent le nombre des consultations et non celui des malades.

25. Aucun réfugié n'a été atteint cette année de l'une ou l'autre des six maladies dites "quaranténaires". Treize cas de fièvre récurrente — dont 12 en Jordanie — ont été relevés, mais, pour des motifs d'ordre épidémiologique, on pense que ces malades avaient été contaminés par la tique. La dysenterie et les maladies des yeux demeurent les affections les plus répandues, mais le nombre des malades n'a pas augmenté. Grâce aux progrès réalisés en matière d'assainissement du milieu, à l'ampleur des campagnes de vaccination et à la diffusion de l'éducation sanitaire, la fréquence des affections entériques suit une courbe régulièrement descendante.

26. Bien que l'épidémie de grippe asiatique n'ait pas pris autant d'extension que celle de 1957, les cas constatés parmi les réfugiés ont été plus graves et ont entraîné plus de complications.

27. Dans les quatre pays d'accueil, les cas de poliomyélite ont été moins nombreux que l'année précédente; chacun d'eux a fait l'objet d'un dossier aux fins d'études épidémiologiques.

	<i>Liban</i>	<i>Syrie</i>	<i>Jordanie</i>	<i>Gaza</i>	<i>Total</i>
TAB	10.395	42.379	60.074	93.247	206.095
Varirole	5.495	4.048	1.381	10.178	21.102
Diphtérie	8.074	1.138	9.077	10.370	28.659
Coqueluche	—	913	2.556	—	3.469
Vaccin triple (diphtérie, coqueluche, tétanos)	2.753	785	7.241	—	10.779

32. *Lutte contre le paludisme.* — On a récapitulé dans le tableau ci-dessous les mesures antipaludiques prises par l'Office durant l'année.

Tableau 6

<i>Campagnes de pulvérisation à effet rémanent</i>				
<i>Pays</i>	<i>Camps traités</i>	<i>Villages traités</i>	<i>Superficies traitées (en m²)</i>	<i>Population protégée</i>
Jordanie	—	50	1.521.081	25.148
<i>Campagne larvicide (Jordanie)</i>				
Superficie approximative en mètres carrés des étendues d'eau traitées (avril à novembre 1958 inclus)				41.692.525
Quantité d'huile solaire-térébenthine-DDT employée (en litres) à 2,5 pour 100 de DDT et 2 pour 100 de térébenthine.....				104.930
<i>Drainage (Jordanie)</i>				
Longueur des canaux en mètres.....				173.810
Volume, en mètres cubes, des canaux creusés.....				17.520
Superficie asséchée (en mètres carrés).....				841.650

33. Au début de mai 1959, conformément à l'accord signé en 1954, l'Office a transféré aux services jordaniens compétents la direction de son programme de lutte antipaludique dans les vallées du Yarmouk et du Jourdain, après avoir procédé à une étude critique des résultats obtenus dans ce domaine depuis cinq ans. Les matériaux et l'équipement utilisés par l'Office ont été remis aux services jordaniens.

34. Les techniques mises en œuvre n'ont pas varié pendant la période considérée, à cela près que la campagne a débuté le 16 mars au lieu du 1er avril et qu'il a été fait usage de DDT au lieu de dieldrine. On a

28. A la suite d'une campagne contre l'ankylostomiase, inaugurée l'an dernier à Gaza, on note un recul de cette maladie parmi les réfugiés du district. Chaque malade traité est suivi selon des méthodes qui ont fait leurs preuves.

29. L'épidémie de rougeole survenue pendant la période considérée a été sans gravité. A Alep, où un certain nombre de cas avaient donné lieu à complications il y a deux ans, des précautions ont été prises pour pallier un éventuel retour périodique de la maladie.

30. En Jordanie, 17 cas de diphtérie seulement ont été constatés cette année contre 70 l'année précédente. Un vigoureux effort d'éducation sanitaire a été entrepris en vue d'encourager les réfugiés à profiter de la possibilité que leur offrent les dispensaires de l'Office de se faire immuniser.

31. Tous ces dispensaires ont entrepris une active campagne d'immunisations périodiques contre les maladies contagieuses, ainsi que le font ressortir les statistiques ci-dessous :

curé des fossés, traité un certain nombre de villages frontaliers par pulvérisations et appliqué des produits larvicides dans tous les gîtes où le moustique est susceptible de se reproduire.

35. A la suite du transfert mentionné ci-dessus, et dans le cadre de cette étude critique, les services compétents de l'Office, de concert avec les services jordaniens intéressés, ont procédé à des recherches épidémiologiques. Sur 552 enfants en bas âge examinés, les frottis n'ont donné de résultat positif que dans un seul cas; encore s'est-il avéré que le sujet avait été contaminé hors de la région contrôlée. De même, sur 2.974 écoliers examinés, on n'a relevé qu'un taux d'infection parasitaire de 1,04 pour 100.

36. Au Liban et dans la province syrienne de la République arabe unie, les services nationaux mènent de vigoureuses campagnes antipaludiques auxquelles l'Office participe partout où se trouvent des camps de réfugiés.

37. Dans le district de Gaza, 55 cas de paludisme ont été signalés pendant la période considérée mais, renseignements pris, il semble que ces sujets aient été contaminés en dehors du territoire.

38. On a obtenu de bons résultats dans la lutte contre les mouches en modifiant périodiquement la formule des mélanges insecticides utilisés; pour réduire les foyers de reproduction, l'Office compte de plus en plus sur les effets des mesures d'assainissement du milieu et de l'éducation sanitaire du public.

39. Contre les poux, on continue d'utiliser partout du lindane à 1 pour 100 de HCB. Depuis cinq ans, aucun cas de contagion par le pou n'a été signalé dans la région où l'Office exerce son activité.

40. Tout récemment encore, la lutte contre les puces n'avait pas été aussi heureuse. A la suite d'expériences faites en automne 1958, il a été décidé d'entre-

prendre en mai 1959 une campagne d'éradication des punaises dans le district de Gaza et d'utiliser cette fois-ci un nouveau produit organo-phosphoreux, qu'il ne faut manipuler qu'avec les plus grandes précautions. D'après les renseignements obtenus jusqu'ici, les résultats paraissent encourageants.

41. *Lutte contre la tuberculose.* — L'apparition de nouveaux médicaments antituberculeux a profondément modifié les méthodes curatives et préventives utilisées contre cette maladie. Une grande partie des sujets atteints peuvent désormais être traités à domicile et, en tout état de cause, la durée de l'hospitalisation est fortement réduite. Depuis trois ans, le programme de l'Office s'oriente de plus en plus vers le traitement à domicile; ce système s'est révélé si satisfaisant que les listes d'attente des hôpitaux ont pratiquement disparu et qu'en Jordanie il a été possible de réduire cette année de 150 à 140 le nombre de lits de sanatorium réservés aux réfugiés. Au Liban, le pavillon de 150 lits mis à la disposition de l'Office au sanatorium de Bhannès est plus que suffisant pour répondre aux besoins des réfugiés résidant dans le pays; aussi y admet-on également, pour chirurgie thoracique, des malades de la province syrienne de la République arabe unie, de Jordanie et de Gaza. De même, à Gaza, le sanatorium de Bureij possède assez de lits pour les besoins des réfugiés et de la population autochtone. En ce qui concerne la province syrienne, le Ministère de la santé de la RAU a bien voulu mettre à la disposition de l'Office, en cas de besoin, 20 autres lits du sanatorium de Kadmous, en plus de ceux qui lui sont déjà réservés dans les sanatoriums d'Ibn-Nafis et Ibn-Roushd.

42. En ce qui concerne les traitements à domicile, l'année a été marquée en Jordanie par deux faits importants: à la suite de la fermeture de l'hôpital Saint-Luc, à Hébron, où l'Office assurait le fonctionnement d'un centre de traitement des tuberculeux à domicile, un accord a été passé avec le sanatorium voisin de Barakah, aux termes duquel cet établissement assure, à partir du 1er novembre 1958, des services de dépistage et de traitement au bénéfice des réfugiés non hospitalisés. Par ailleurs, les pouvoirs publics et l'OMS ayant ouvert conjointement un centre antituberculeux à Jérusalem, un accord a été conclu avec le Ministère de la santé pour que les réfugiés des régions de Jérusalem, de Jéricho et de Ramallah bénéficient des mêmes services en cas de maladie. Cet accord est analogue à celui qui, depuis plus de deux ans, permet aux réfugiés tuberculeux de la Jordanie orientale de se faire soigner par le centre antituberculeux d'Amman, dont le fonctionnement est assuré conjointement par les pouvoirs publics et l'OMS.

43. Dans la province syrienne de la République arabe unie, un comité nommé par le Ministère de la santé a été chargé de déterminer la fréquence des cas de tuberculose parmi les réfugiés de la région de Damas (camps de Khan-el-Chieh, Khan-Dannoun et Jaramana, et village de Barzeh). On trouvera ci-dessous un état récapitulatif des pourcentages obtenus, qui sont extrêmement faibles.

	Population	Pourcentage de tuberculeux
Khan-el-Chieh	2.894	0,4
Khan-Dannoun	944	0,0
Jaramana	1.432	1,7
Barzeh	210	0,0

Dans un rapport établi en juillet 1958 par le chef des services régionaux de santé à Gaza, à la suite d'une

enquête portant sur près de 25.000 enfants des écoles âgés de 5 à 15 ans, à laquelle avaient participé les services médicaux de la Force d'urgence des Nations Unies, la proportion des sujets tuberculeux était évaluée à 0,08 pour 100. On notera que tous les réfugiés atteints de tuberculose pulmonaire et soignés à domicile continuent de recevoir une double ration de base.

VI. — ASSAINISSEMENT DU MILIEU

44. Pendant la période considérée, l'approvisionnement en eau des camps a été normalement assuré. Toutefois, en raison des troubles survenus au Liban et de la grave sécheresse dont la province syrienne de la République arabe unie et la Jordanie ont eu à souffrir au début de l'année, l'Office s'est parfois trouvé contraint de ravitailler les camps par camions-citernes. Les installations existantes ont été considérablement perfectionnées et il a été procédé à de nombreux travaux d'adduction, notamment dans les camps de Bourj-el-Chamali et Bourj-el-Barajneh au Liban, de Bureij et Nousseirat à Gaza et de Fara'a et Jéricho en Jordanie.

45. Le système d'évacuation des excréments a été considérablement amélioré lui aussi pendant l'année considérée, grâce à la construction de latrines collectives à fosse septique, notamment en Jordanie, ainsi que de latrines familiales tant en Jordanie qu'à Gaza. L'enlèvement des ordures et détritiques est assuré soit par les municipalités contre paiement d'une redevance, soit par les soins de l'Office qui les fait incinérer ou utiliser à la préparation de compost.

VII. — SERVICES INFIRMIERS

46. Encore que les soins aux malades dans les dispensaires et hôpitaux et la médecine curative en général absorbent une grande partie du temps et de l'activité du personnel infirmier, l'Office tient à ce que l'action préventive prenne la place prépondérante qui lui revient dans nombre de domaines: hygiène maternelle et infantile, hygiène scolaire, lutte contre la tuberculose, visites à domicile, éducation sanitaire et immunisation prophylactique. L'infirmière peut notamment jouer un rôle capital en conseillant et en éduquant les mères de famille.

47. Il a d'ores et déjà été question, aux paragraphes 17 et 18 de la présente annexe, des nouvelles méthodes mises au point par l'Office pour le traitement des enfants en bas âge atteints de la diarrhée d'été. Le succès de ce traitement dépend dans une très large mesure des services infirmiers auxquels il appartient d'initier les mères à l'application du régime, de suivre chaque cas, de visiter les malades à domicile pour constater les améliorations obtenues et d'encourager la mère à présenter régulièrement l'enfant au dispensaire jusqu'à ce qu'il ait retrouvé la santé.

48. L'Office emploie 100 infirmières qualifiées et 326 infirmières auxiliaires dans les services de médecine préventive et curative; ces chiffres ne comprennent pas le nombreux personnel infirmier des dispensaires et hôpitaux subventionnés par lui.

VIII. — EDUCATION SANITAIRE

49. Ce programme est en cours depuis quatre ans et c'est maintenant l'un des aspects essentiels de l'action de l'Office dans le domaine de la santé. Peu à peu, en effet, il est apparu, non seulement aux réfugiés et au personnel de l'Office, mais aussi aux populations des

localités environnantes, aux personnalités influentes de la région, aux pouvoirs locaux ainsi qu'aux grandes entreprises privées, que l'éducation sanitaire du grand public est un des plus sûrs moyens de prévenir la maladie et d'améliorer l'état de santé de la collectivité tout entière.

50. A ce titre, l'Office a organisé des causeries, des débats et des conférences à l'intention des mères qui fréquentent les dispensaires d'hygiène maternelle et infantile, des enfants des écoles, des maîtres, des membres influents de la population réfugiée ainsi que de son propre personnel. Pour mieux retenir leur attention, il fait usage de différents auxiliaires audio-visuels: affiches, tableaux de feutrine, films, calendriers sanitaires et expositions itinérantes sur la santé et l'alimentation.

Pour montrer quels résultats il est possible d'obtenir, individuellement ou collectivement, avec des moyens qui sont à la portée de tous, l'Office a également organisé des manifestations conçues chacune autour d'un centre d'intérêt différent: campagne contre les mouches et les parasites, semaine de l'hygiène dentaire, semaine de la propreté, etc.

IX. — FORMATION DE PERSONNEL MÉDICAL ET PARAMÉDICAL

51. Comme on le verra dans le tableau ci-dessous, l'Office a continué d'assurer la formation de personnel médical et paramédical dans différentes universités et écoles d'infirmières.

Tableau 7

	<i>Egypte</i>	<i>Liban</i>	<i>Syrie</i>	<i>Irak</i>	<i>Total</i>
<i>Enseignement supérieur</i>					
Médecine	79	13	12	6	110
Pharmacie	8	2	1	—	11
Art dentaire	7	2	3	1	13
Art vétérinaire	3	—	—	—	3
	97	17	16	7	137
	<i>Liban</i>	<i>Syrie</i>	<i>Jordanie</i>	<i>Gaza</i>	<i>Total</i>
<i>Formation technique</i>					
Infirmières (formées dans des écoles locales)	1	—	24	4	29
Infirmières (formées dans des écoles britanniques)	6	1	3	—	10
Sages-femmes	—	—	6	—	6
Sages-femmes auxiliaires	—	—	—	10	10
Préparateurs en pharmacie.....	—	—	—	25	25

52. En outre, deux groupes d'aides-infirmiers ont fait un stage d'ophtalmologie de trois mois à l'hôpital ophtalmologique Saint-Jean à Jérusalem. De même, 7 infirmières qualifiées et 10 infirmières auxiliaires ont suivi pendant trois mois, sans interrompre leur service, des cours d'hygiène maternelle et infantile organisés à Jéricho. Dans la province syrienne de la République arabe unie, des groupes d'infirmières ont également suivi un stage de perfectionnement en cours d'emploi de même durée. Enfin, à Gaza, 14 infirmières auxiliaires ont reçu des cours de secourisme et de pansement.

53. Sous le patronage de la Medical International Corporation (MEDICO), filiale de l'International Rescue Committee, plusieurs médecins et chirurgiens de l'hôpital de l'université Johns Hopkins ont fait une série de conférences et de démonstrations techniques à des médecins et infirmières en Jordanie. L'infirmière anesthésiste qui les accompagnait a également fait des conférences et démonstrations au bénéfice d'infirmières de l'Etat, de sociétés de bienfaisance et d'hôpitaux de l'Office. En Jordanie, trois élèves infirmières ont fait à Jéricho un stage de formation en cours d'emploi d'une durée de trois mois portant sur les méthodes d'éducation sanitaire.

54. Les Journées médicales de Beyrouth de 1959 ont eu lieu au mois de mars et ont été suivies par un certain nombre de membres du personnel médical de l'Office. Ce dernier a participé aux frais du neuvième

Congrès médical du Moyen-Orient, tenu en mai 1959, auquel 50 médecins de ses services et des hôpitaux subventionnés par lui ont assisté.

X. — FOURNITURES MÉDICALES

55. D'une façon générale, le système d'approvisionnement en fournitures médicales s'est révélé satisfaisant durant toute l'année. L'Office a acheté la majeure partie de ces fournitures par voie d'appel d'offres sur le marché mondial par l'entremise du FISE. Il ne s'est procuré sur place que relativement peu d'articles et en petites quantités seulement. Du point de vue administratif, la principale nouveauté réside dans la mécanisation du contrôle des stocks et de la comptabilité matière des fournitures médicales aux magasins généraux et aux dépôts régionaux de produits pharmaceutiques. Bien que les achats de stupéfiants continuent d'être centralisés, ces produits sont maintenant livrés directement par les fournisseurs aux dépôts des produits pharmaceutiques intéressés.

XI. — GOUVERNEMENTS ET ORGANISATIONS BÉNÉVOLES

56. Il convient une fois encore de rendre chaleureusement hommage aux gouvernements, universités, organisations bénévoles, entreprises privées et particuliers pour leur très généreuse et précieuse contribution à l'action sanitaire de l'Office parmi les réfugiés de Palestine. Cette assistance s'est manifestée sous diffé-

rentes formes: prestation de personnel, lits gratuits dans les hôpitaux, dispensaires et centres de consultation itinérants, centres d'hygiène maternelle et infantile, participation à des campagnes de vaccination systématique, fournitures médicales, layettes, matériel de

radiologie et alimentation d'appoint, et, dans certains cas, prise en charge des frais de stage de certains membres du personnel infirmier. Cette aide, sous toutes ses formes, a grandement facilité à l'Office l'exécution d'un programme d'action sanitaire vaste et complexe.

Annexe C

SERVICES SOCIAUX

I. — LUTTE CONTRE L'OISIVETÉ

1. L'oisiveté à laquelle les réfugiés se trouvent inévitablement réduits dans les camps n'est pas l'aspect le moins pénible de leur condition et chaque année, au sortir de l'école, des milliers de jeunes Palestiniens viennent grossir les rangs des désœuvrés. On imagine sans peine ce qu'une telle existence peut avoir de déprimant; aussi, l'Office fait-il tout ce qui est en son pouvoir pour résoudre ce problème, notamment:

i) En encourageant les réfugiés, dans le cadre d'un programme de développement communautaire, à chercher eux-mêmes des occupations individuelles ou collectives et, par là, à améliorer leur sort, si peu que ce soit;

ii) En élaborant un programme d'activités pour adolescents et jeunes gens.

2. Le rapport de l'année précédente signalait la mise en train d'un programme de développement communautaire. En Jordanie et à Gaza, certains progrès ont été enregistrés depuis lors, mais au Liban ils ont été retardés par les troubles de l'été dernier; d'autre part, les autorités de la République arabe unie n'ont donné que tout récemment leur agrément à la mise en œuvre d'un programme de ce genre dans la province syrienne.

a) Développement communautaire

3. L'Office apporte aide et conseils aux réfugiés pour les encourager à créer eux-mêmes de petites entreprises, le plus souvent sous forme de coopératives. Il fournit à titre de première mise de fonds une modeste subvention non renouvelable à des groupes de réfugiés qui ont pris l'initiative de tels projets, préparé des plans à cet effet, et sont prêts à apporter ou en mesure de réunir une partie du capital nécessaire. Il a déjà été question, dans le rapport précédent, des difficultés que l'on rencontre quand on cherche à encourager l'établissement de coopératives de ce genre parmi les réfugiés palestiniens. Quoi qu'il en soit, on en compte maintenant 10 fonctionnant avec succès en Jordanie, à Gaza et au Liban: deux coopératives (comprenant 16 et 18 familles respectivement) d'aviculture et d'élevage, une autre (18 familles) avicole et laitière, une coopérative de tricot (25 femmes), une coopérative artisanale (20 femmes), une coopérative agricole (49 familles), une entreprise coopérative de menuiserie (15 jeunes hommes), une fabrique coopérative de savon (7 jeunes hommes), une coopérative agricole d'épargne et de crédit (18 membres) et enfin une coopérative de consommateurs créée par 51 familles. Le financement en est assuré à l'aide de sommes réunies par leurs propres membres ainsi que de prêts et de dons de provenance extérieure, outre la première mise de fonds consentie par l'UNRWA. Ces entreprises ne permettent pas aux participants de subvenir entièrement à leurs besoins, car elles ne trouvent d'autres débouchés que les réfugiés eux-mêmes, qui n'ont que bien peu d'argent

à dépenser, et les camps où elles ont été créées sont situés dans des régions improductives. Leurs membres en retirent pourtant de quoi améliorer leur ordinaire et, ce qui est plus important encore, ils trouvent ainsi l'occasion de se remettre au travail.

b) Assistance individuelle

4. Avec la modique somme de 36 dollars par personne en moyenne, il a été possible de fournir à certains réfugiés les matériaux et les outils nécessaires pour reprendre l'exercice de leur ancien métier et gagner un peu d'argent pour compléter leurs rations. Au cours de l'année écoulée, 311 réfugiés au total sont ainsi redevenus mécaniciens de cycles, pêcheurs, peintres en bâtiments, coiffeurs ou couturiers. De petites contributions reçues par l'Office sont affectées directement à ce programme d'aide individuelle.

c) Activités organisées à l'intention des femmes

5. Les 33 centres de couture organisés par l'Office à l'intention des jeunes filles dans les camps sont très fréquentés. Les parents, aussi bien que les jeunes filles, ont compris l'utilité des cours qui y sont dispensés et il faut maintenant s'inscrire longtemps à l'avance sur les listes d'admission. Les élèves, à raison de 30 par centre, y acquièrent en six mois une formation professionnelle qui leur est précieuse dans leur foyer et peut leur permettre également de gagner quelque argent à l'extérieur. En 1958-1959, 1.580 jeunes filles ont ainsi bénéficié de cet enseignement. Le centre de broderie de Gaza, où 420 femmes viennent travailler pendant leurs heures de loisir, a également fonctionné normalement et chacune des intéressées a gagné environ une livre égyptienne par mois.

d) Activités organisées à l'intention des jeunes réfugiés désœuvrés

6. Pendant l'année écoulée, l'Office s'est particulièrement préoccupé du problème que pose l'oisiveté d'un grand nombre de jeunes réfugiés et il a demandé à l'Alliance universelle des unions chrétiennes de jeunes gens d'étudier la situation. Il existe déjà dans certains camps des centres où l'on s'efforce d'occuper cette jeunesse, mais la plupart manquent de cadres et sont mal équipés pour pareille tâche. Le programme n'est vraiment au point qu'à Gaza où les activités sportives sont bien organisées et où les six cours de menuiserie ont le plus grand succès. L'Office voudrait mettre en train, dans toutes les régions, des activités répondant à ces besoins, et il espère que les campagnes entreprises à l'occasion de l'Année mondiale du réfugié lui permettront de réunir une partie des fonds nécessaires.

II. — ASSISTANCE AUX NÉCESSITEUX

a) Cas sociaux

7. La plupart des 400.000 résidents des camps seraient normalement à considérer comme des cas sociaux.

Les moyens d'assistance sociale dont dispose l'Office en espèces et en nature, ne lui permettent guère que de pourvoir aux besoins des plus nécessiteux, encore n'est-ce le plus souvent qu'en cas d'urgence. Pendant l'année considérée, l'Office a distribué des secours en argent (47.362 dollars au total) à 8.595 réfugiés et des couvertures supplémentaires, des vêtements et du combustible de chauffage et de cuisson à 28.438 autres. Le personnel d'assistance sociale a aidé de ses conseils de nombreuses familles réfugiées qui s'étaient adressées à lui pour résoudre des problèmes d'ordre social et psychologique; 45 autres ont été regroupées par ses soins.

b) *Education et formation professionnelle des enfants physiquement diminués*

8. Des contributions de provenance extérieure sont venues faciliter l'exécution du programme élaboré par l'Office en vue de faire donner aux enfants aveugles ou sourds-muets, dans des institutions locales, une instruction et une formation professionnelle qui leur permettront de jouer utilement leur rôle dans la société. Pendant l'année considérée, 18 de ces enfants ont commencé de suivre des cours de formation professionnelle tandis que neuf autres achevaient leurs études et rentraient dans leurs camps; l'Office les aidera à assurer leur avenir. Douze jeunes sourds-muets et 54 aveugles poursuivent des études qui, dans certains cas, doivent se prolonger pendant six ans encore et pour lesquelles il a été affecté des crédits correspondant en moyenne à 300 dollars par enfant et par année scolaire.

c) *Rééducation des enfants infirmes*

9. Moyennant un traitement physiothérapique approprié, bon nombre d'enfants réfugiés atteints d'infirmité grave pourraient être aidés à retrouver une vie normale. Pendant l'année écoulée, l'Office, grâce, là encore, à des contributions de provenance extérieure, a été en mesure de placer 40 de ces enfants résidant au Liban à l'hôpital de rééducation physique de l'abbé Corbawi, à Beyrouth; 16 en sont déjà sortis, leur traitement terminé. Des fonds viennent d'être obtenus pour y envoyer également un certain nombre de jeunes infirmes de Syrie et de Jordanie dont les places sont déjà retenues. Il est prévu d'autre part de placer 15 petits infirmes de Gaza au centre de réadaptation professionnelle du Caire. Bien d'autres enfants devraient pouvoir bénéficier de telles mesures, mais les moyens nécessaires font défaut pour l'instant.

III. — ORGANISATIONS BÉNÉVOLES

10. Cette année encore, l'action de l'UNRWA en faveur des réfugiés a été facilitée par les contributions, en espèces ou en nature, d'organisations bénévoles du monde entier et par les services que certaines d'entre elles ont été en mesure d'assurer dans la région d'activité de l'Office. L'UNRWA tient à les remercier toutes du précieux concours qu'elles lui ont ainsi apporté.

a) *Programme d'habillement des adultes*

11. Les réfugiés ont avant tout besoin de nourriture, d'abris et de vêtements. En ce qui concerne ce dernier point, l'UNRWA n'a pu compter que sur les collectes à l'étranger de vêtements usagés, dont il prend le fret maritime à sa charge. Le soin de vêtir les réfugiés a été assumé presque intégralement par les organisations énumérées ci-après:

American Friends Service Committee;
American Middle East Relief Association;

Catholic Relief Services (Etats-Unis);
Church World Service (Etats-Unis);
Lutheran World Relief, Inc.;
Mennonite Central Committee (Etats-Unis);
New Zealand Council of Organizations for Relief Services Overseas (CORSO);
Oxford Committee for Famine Relief (Royaume-Uni);
Société de la Croix-Rouge, Canada (vêtements neufs seulement);
Sociétés de la Croix-Rouge (Royaume-Uni et Nouvelle-Zélande);
Unitarian Service Committee of Canada;
Women's Voluntary Services (Royaume-Uni).

12. Pendant l'année considérée, les organisations énumérées plus haut sont parvenues à réunir plus de dons encore que les années précédentes et l'Office a acquitté 230.000 dollars de frais de messageries maritimes, chiffre jamais atteint auparavant. Il convient de signaler notamment que l'on a reçu des chaussures pour hommes et garçonnets de meilleure qualité et en plus grand nombre, dons d'autant plus précieux qu'ils répondaient à un besoin de toute première urgence. Au total, il a été distribué aux réfugiés 2.096.700 kilos de vêtements et 154.244 kilos de chaussures.

b) *Programme d'habillement des enfants*

13. A un moment donné, l'Office avait commencé à habiller de neuf les enfants réfugiés, car les vêtements usagés ne leur résistent pas longtemps. Cette année, faute de fonds, aucun crédit n'a été ouvert à ce titre, mais un certain nombre d'organisations s'occupent de cette question: la Cooperative for American Remittances to Everywhere, Inc. (CARE), qui a fourni du tissu pour la confection de vêtements neufs à l'usage de tous les enfants de 1 à 15 ans à Gaza — réfugiés ou non — qui en ont besoin; l'UNRWA a fait couper ce tissu et a déjà distribué, à l'intention des enfants du groupe d'âge de 1 à 5 ans, des colis contenant tissu, fil et boutons. Les enfants plus âgés auront tous reçu leur colis d'ici octobre; le Church World Service, par l'entremise du Near East Christian Council Committee, et la Fédération luthérienne mondiale s'occupent de leur côté de faire distribuer des vêtements neufs aux écoliers en Jordanie et au Liban.

c) *Autres activités*

14. Il convient également de signaler que certaines autres organisations entretiennent un personnel permanent sur place et organisent — en plus des distributions de vêtements assurées par quelques-unes d'entre elles — toute une gamme d'activités au profit des réfugiés: centres de couture et d'artisanat, dispensaires, centres de distribution de lait et d'alimentation d'appoint, écoles, etc. Il s'agit notamment de la Jamiat Al Islam (en Jordanie), de la Fédération luthérienne mondiale (en Jordanie et dans la province syrienne de la RAU), du Mennonite Central Committee (en Jordanie), du Near East Christian Council Committee (à Gaza; au Liban par l'entremise du Joint Christian Committee; en Jordanie, directement et par l'entremise de l'International Church Committee), de la Mission pontificale (au Liban, en Jordanie et dans la province syrienne de la RAU), du Conseil œcuménique des Eglises, de l'Union chrétienne de jeunes gens (YMCA) [en Jordanie, à Gaza et au Liban] et de l'Union chrétienne de jeunes femmes (YWCA) [en Jordanie].

Annexe D

PROGRAMMES D'INDEPENDANCE ECONOMIQUE

I. — DISTRICT DE GAZA

1. En 1954, l'Office a mis en train un programme de reboisement visant à protéger les terres cultivées de la bande de Gaza et prévoyant la plantation de 4.500.000 jeunes arbres. L'exécution du programme a été achevée cette année avec le repiquage d'une dernière série d'un million de plants. Les régions ainsi reboisées ont été remises aux autorités du territoire.

II. — JORDANIE

a) Colonies agricoles

2. Aucune colonie agricole n'a été créée depuis la publication du précédent rapport.

b) Banque jordanienne de développement économique

3. Cette année comme durant l'exercice précédent, la plupart des opérations de la Banque ont porté sur le développement agricole. Le capital a été presque entièrement employé et il a été décidé de recommander l'augmentation, de 1.400.000 dollars à 2.800.000 dollars, du capital autorisé. Au 31 mars, les prêts non encore remboursés, s'élevant à un montant global de 1.161.406 dollars, se répartissaient comme suit entre les différents secteurs de l'économie :

Agriculture	262
Industrie	18
Bâtiment	23
TOTAL	303

Ces différents programmes offrent à quelque 8.000 réfugiés les moyens de subvenir à leurs propres besoins. Les bénéfices nets de la Banque pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1959 se sont élevés à 48.059 dollars contre 43.697 dollars en 1958 et 43.355 dollars en 1957.

III. — RECHERCHE D'EMPLOIS

4. Un grand nombre de réfugiés ayant de l'instruction et une formation professionnelle ont réussi à s'intégrer à l'économie du pays d'accueil ou d'un Etat arabe voisin. Il en reste beaucoup néanmoins qui, pour diverses raisons, n'ont pas encore pu sortir des camps malgré leurs titres professionnels.

5. L'Office s'est mis en rapport avec la plupart des gouvernements et les principaux employeurs de la région qui le tiennent au courant des emplois vacants qu'ils désirent pourvoir. Au cours de l'année écoulée, l'Office a ainsi été avisé de l'existence de 171 vacances; il lui a en outre été demandé des comptables, des infirmières et des instituteurs, en nombre illimité. Plus de 2.200 réfugiés ont posé leur candidature; 278 ont reçu un contrat d'engagement par l'intermédiaire de l'Office et beaucoup d'autres ont été embauchés directement. Pendant l'année considérée, il s'est agi surtout d'instituteurs qui ont été engagés par les Gouvernements de Bahreïn, du Koweït, du Katar, de l'Arabie Saoudite et du Soudan.

IV. — AIDE AUX ÉMIGRANTS

6. De nouveau cette année, l'Office a été en mesure de prendre à sa charge tout ou partie de la traversée des réfugiés du Liban et de Jordanie qui avaient obtenu leurs visas d'émigrants et leurs permis de sortie pour des pays d'outre-mer mais qui n'auraient pu les utiliser sans cette aide financière. Les réfugiés résidant à Gaza ou dans la province syrienne de la République arabe unie ne sont pas autorisés à émigrer. Pendant la période qui fait l'objet du présent rapport, 477 réfugiés ont bénéficié de l'aide aux émigrants pour se rendre aux Etats-Unis (273), au Brésil (84), au Venezuela (75), au Honduras (10) et dans plusieurs autres pays (35). Il en a coûté à l'Office 275 dollars par personne en moyenne.

Annexe E

ENSEIGNEMENT ET FORMATION PROFESSIONNELLE

I. — GÉNÉRALITÉS

1. Au 31 mai 1959, l'effectif total des enfants réfugiés qui bénéficiaient du programme d'enseignement primaire et secondaire de l'Office atteignait 176.322 (contre 173.051 en 1957-1958); 120.206 d'entre eux (contre 117.936 en 1957-1958) fréquentaient l'une ou l'autre des 380 écoles de l'Office, et 56.116 les écoles publiques et privées subventionnées par lui. Le corps enseignant de l'Office comprenait durant l'exercice 3.287 maîtres (contre 3.321 en 1957-1958).

2. Le niveau général de l'enseignement continue de s'améliorer lentement mais régulièrement. Le développement de l'enseignement secondaire permet de recruter des maîtres plus qualifiés qu'il y a quelques années, tandis que la formation en cours d'emploi ainsi que les cours d'été (enseignement général et spécialisé) aident nombre de maîtres insuffisamment préparés à acquérir certaines des connaissances qui leur font défaut. Il convient de signaler à cet égard le concours que les gouvernements des pays d'accueil et les spécialistes internationaux

détachés auprès de l'UNRWA par l'UNESCO apportent au relèvement du niveau professionnel de notre corps enseignant. L'Office ayant rouvert une école normale et en ayant mis une autre en chantier, on peut s'attendre à une amélioration sensible de l'enseignement.

3. Le nombre des écolières dans les établissements de l'Office continue d'augmenter, ainsi qu'on pourra le constater dans le tableau 1 ci-dessous, qui donne leurs effectifs pour chaque année depuis 1951 dans les différentes régions :

II. — ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

4. Pour la première fois depuis 1953-1954, le nombre des inscriptions dans les classes de première année d'études primaires a dépassé le chiffre de l'année précédente : 20.327 contre 19.212 en 1957-1958, 19.712 en 1956-1957, 21.120 en 1955-1956, 27.710 en 1954-1955 et 31.000 en 1953-1954. Alors que pour les garçons le nombre de nouvelles inscriptions est tombé de 10.549 en 1957-1958 à 10.466 en 1958-1959, il est passé pour

Tableau 1

NOMBRE DE FILLES INSCRITES DANS LES ÉCOLES DE L'OFFICE

Pays	Juin 1951	Juin 1952	Juin 1953	Juin 1954	Juin 1955	Juin 1956	Juin 1957	Juin 1958	Juin 1959
Gaza	5.357	5.410	6.189	8.652	10.507	12.729	14.205	15.625	16.837
Jordanie	4.349	4.526	10.035	14.249	15.589	16.790	16.464	16.565	16.781
Liban	1.029	2.076	3.169	4.154	4.337	4.558	4.682	5.163	5.820
Syrie	941	727	2.074	3.585	3.693	3.863	4.281	4.505	4.984
	11.676	12.739	21.467	30.640	34.126	37.940	39.632	41.858	44.422

les filles pendant le même temps de 9.339 à 9.861. L'écart entre le nombre des garçons et celui des filles en première année d'études primaires diminue chaque année à mesure que les parents deviennent plus conscients de l'importance de l'éducation pour leurs filles. En ce qui concerne les garçons, la diminution du nombre des nouvelles inscriptions tient probablement à une préférence pour les écoles publiques et privées, surtout en Jordanie.

5. En mai 1959, le nombre des élèves inscrits dans les classes primaires UNRWA-UNESCO s'élevait à 101.462 (60.286 garçons et 41.176 filles), contre 102.031 (62.380 garçons et 39.651 filles) en mai 1958. Si le nombre des garçons a diminué de 2.094, c'est que nombre d'entre eux avaient déjà plus de 6 ans lorsqu'ils saisirent l'occasion que leur offrait l'Office en 1953 de recevoir un enseignement et qu'ils sont parvenus maintenant au terme de leur sixième année d'études primaires. L'augmentation des effectifs féminins s'explique du fait que l'on compte encore beaucoup de fillettes âgées de plus de 6 ans lors de leur entrée à l'école, et qu'un nombre croissant d'entre elles tendent à prolonger leurs études après l'âge de 10 ou 11 ans.

6. Compte tenu de l'assistance aux élèves réfugiés fréquentant les écoles publiques et privées, le nombre des enfants bénéficiant d'une instruction primaire aux frais de l'Office a été de 142.368. Ce chiffre ne peut pas être considéré comme définitif, car certaines subventions n'étaient pas encore versées au moment de la rédaction du présent rapport.

7. Au cours de l'année étudiée, on a entrepris la construction de 748 salles (642 classes et 106 salles à usage administratif).

III. — ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

8. La constante augmentation du nombre des candidats à l'enseignement secondaire demeure pour l'Office un angoissant problème. Si l'on a pu porter de 15 à 17,5 pour 100 la proportion des élèves admissibles dans les écoles secondaires par rapport aux effectifs des écoles primaires, il ne faut pas oublier que le nombre des élèves de l'enseignement secondaire a augmenté bien plus fortement encore, ce qui constitue une lourde charge financière pour les gouvernements, particulièrement en Jordanie et dans la province syrienne de la République arabe unie. Ainsi, l'Office verse au Gouvernement jordanien des subventions pour 5.000 des élèves réfugiés fréquentant les écoles secondaires publiques, alors que l'on en compte en fait 9.732. Il en reste donc 4.732 à la charge du gouvernement. A Gaza, le montant total des subventions a de nouveau été fixé à une somme forfaitaire de 136.000 dollars, indépendamment du nombre des élèves réfugiés fréquentant les écoles secondaires publiques.

9. Le tableau 2 donne la répartition, par catégorie d'établissement et par région, des élèves réfugiés fréquentant les écoles secondaires. Les chiffres correspondants pour 1957-1958 sont indiqués entre parenthèses.

Tableau 2

EFFECTIFS DES ÉCOLES SECONDAIRES

	Ecoles de l'Office	Ecoles publiques	Ecoles privées	Total
Gaza	8.244 (7.495)	3.400 (3.400)	— (—)	11.644 (10.895)
Jordanie	7.259 (5.852)	5.000 (4.500)	400 (314)	12.659 (10.666)
Liban	1.325 (996)	106 (81)	2.846 (2.219)	4.277 (3.296)
Syrie	1.916 (1.562)	1.408 (1.256)	1.790 (847)	5.114 (3.665)
	18.744 (15.905)	9.914 (9.237)	5.036 (3.380)	33.694 (28.522)

IV. — BOURSES D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

10. Comme pour les deux années précédentes, le nombre des bourses universitaires a été limité cette année à 375. Les effectifs des écoles secondaires croissant rapidement, la concurrence pour l'obtention des bourses devient chaque année plus sévère. Seuls les élèves exceptionnellement doués ont une chance d'accéder aux études universitaires et beaucoup d'autres, qui présentent pourtant les aptitudes voulues, en sont exclus.

V. — FORMATION PROFESSIONNELLE

11. Dans le domaine de la formation professionnelle, les faits saillants ont été les suivants :

a) Ouverture en décembre d'une section commerciale à l'école professionnelle de Kalandia; le nombre de places dont dispose l'école est ainsi passé de 232 à 280;

b) Agrandissement de l'école professionnelle de Kalandia en vue de créer 120 nouvelles places; les

nouveaux locaux seront prêts à la fin de la présente année scolaire;

c) Début des travaux de construction à Wadi-Seïr, près d'Amman, d'une école professionnelle qui comprendra 230 internes et devrait être achevée au printemps de 1960;

d) Adoption d'un projet de création, à l'école professionnelle de Gaza, de deux nouveaux cours (maçons et poseurs-monteurs de lignes).

12. Le nombre des experts en matière de formation professionnelle a augmenté en proportion: il s'élève maintenant à neuf, y compris un spécialiste qui assurera la formation des cadres de la future école de Wadi-Seïr puis, cette tâche terminée, donnera des cours de perfectionnement aux maîtres des trois écoles.

13. Il ne fait pas de doute qu'à longue échéance tous les diplômés de nos écoles trouveront à s'employer si le calme règne au Moyen-Orient et si l'on peut y circuler librement. Même si ces jeunes gens ne trouvent pas toujours du travail dès la fin des cours, c'est cependant la formation professionnelle qui leur offre les meilleures chances de pouvoir s'employer au mieux.

14. En raison des événements au Liban, les cours accélérés de soudure de pipe-lines à Tripoli ont été interrompus de mai 1958 à janvier 1959, puis ont repris pour un seul groupe de 24 élèves (la moitié de l'effectif antérieur) et, à la demande des entreprises de travaux, ils ont été portés de 10 à 12 semaines. Le "rendement" actuel est de 8 stagiaires par mois.

15. Les spécialistes de la formation professionnelle ont maintenant presque terminé l'élaboration, à l'intention des maîtres recrutés sur place, des programmes détaillés (leçon par leçon avec schémas) des 14 classes techniques accompagnés d'un inventaire complet de l'outillage et des matériaux nécessaires à chaque classe. Cet important travail accompli par les experts constitue un grand pas en avant et permettra d'améliorer davantage encore la qualité de l'enseignement.

VI. — PÉDAGOGIE

16. On a signalé plus haut la réouverture de l'école normale d'institutrices de Naplouse ainsi que la cons-

truction d'une école normale pour 200 instituteurs à Ramallah. Avec l'aide des gouvernements intéressés et des spécialistes internationaux détachés par l'UNESCO, la formation en cours d'emploi et les cours d'été gagnent chaque année sur le plan de l'efficacité et de la technique.

VII. — INSTALLATIONS SCOLAIRES

17. Pour la première fois depuis 1955, l'année a été marquée par l'exécution d'un vaste programme de construction. Le besoin se fait sentir d'un système d'entretien des installations plus adéquat, spécialement en ce qui concerne les portes, les magasins, les passages couverts, les bancs sur les terrains de sport et les murs. Vingt centres d'artisanat sont en construction et un autre en cours d'agrandissement. On est fort gêné par l'absence de salles de travaux pratiques pour le premier cycle de l'enseignement secondaire et pour l'enseignement ménager.

VIII. — ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE

18. Le nombre de spécialistes internationaux détachés par l'UNESCO auprès de l'UNRWA a été porté à 14 en vue de l'ouverture d'écoles normales.

19. On a mentionné dans le rapport de l'année passée les excellentes recommandations du Groupe de travail sur l'enseignement et la formation professionnelle des réfugiés de Palestine, qui s'est réuni à Jérusalem les 5, 6 et 7 mai 1958 sous les auspices de l'UNESCO. Il est encourageant de noter qu'au cours de l'année qui a suivi, un crédit supplémentaire de près de 2 millions de dollars a été affecté à la formation professionnelle et pédagogique ainsi qu'à un programme visant à mettre fin au système des classes alternées, tous sujets auxquels les membres du Groupe de travail s'intéressaient vivement. L'élévation de 15 à 17 pour 100 du nombre des élèves de l'enseignement primaire admissibles à l'enseignement secondaire répond également aux recommandations du Groupe de travail qui, toutefois, eût souhaité une augmentation plus forte encore, étant donné le développement de l'enseignement secondaire dans les pays d'accueil.

ÉCOLES UNRWA-UNESCO. — EFFECTIFS DES ÉCOLES PRIMAIRES ET SECONDAIRES, 1951-1959

[illegible]

Tableau 4

EFFECTIFS DES ÉLÈVES PAR CLASSE DANS LES ÉCOLES UNRWA-UNESCO À LA FIN DU MOIS DE MAI 1959
CLASSES PRIMAIRES

Régions	I		II		III		IV		V		VI		Total	
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles
Gaza	3.041	2.925	2.976	2.862	2.902	2.635	2.856	2.562	3.780	2.322	4.083	1.862	19.638	15.168
Jordanie	3.918	3.640	3.562	3.091	3.299	2.400	3.952	2.658	4.818	2.383	4.132	1.666	23.681	15.838
Liban	1.811	1.370	1.657	1.211	1.539	1.028	1.763	976	1.488	682	997	359	9.255	5.626
Province syrienne de la RAU...	1.624	1.212	1.234	867	1.174	818	1.064	681	1.772	691	854	275	7.712	4.544
TOTAL	10.394	9.147	9.429	8.031	8.914	6.881	9.635	6.877	11.858	6.078	10.066	4.162	60.286	41.176
TOTAL GÉNÉRAL	19.541		17.460		15.795		16.512		17.936		14.228		101.462	

Tableau 5

EFFECTIFS DES ÉLÈVES PAR CLASSE DANS LES ÉCOLES UNRWA-UNESCO À LA FIN DU MOIS DE MAI 1959
CLASSES SECONDAIRES

Régions	I		II		III		IV		V		Total	
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles
Gaza	3.460	1.033	3.115	636	—	—	—	—	—	—	6.575	1.669
Jordanie	3.063	674	1.729	239	979	30	358	—	220	—	6.316	943
Liban	680	148	451	46	—	—	—	—	—	—	1.131	194
Province syrienne de la RAU.....	646	155	493	143	337	142	—	—	—	—	1.476	440
TOTAL	7.849	2.010	5.788	1.064	1.316	172	358	—	220	—	15.498	3.246
TOTAL GÉNÉRAL	9.859		6.852		1.488		358		220		18.744	

Tableau 6

RÉPARTITION DES ENFANTS RÉFUGIÉS DE PALESTINE FRÉQUENTANT L'ÉCOLE EN MAI 1959

Régions	Nombre des écoles UNRWA-UNESCO	Ecoles de l'Office				Nombre total des élèves subventionnés des classes primaires et secondaires		Effectif total des réfugiés fréquentant l'école	
		Primaires		Secondaires		Ecoles publiques ^a	Ecoles privées ^a		
		Filles	Total	Garçons	Filles				Total
		Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total		
Gaza	79	19.638	34.806	6.575	1.669	8.244	3.400	—	46.450
Jordanie	181	23.681	39.519	6.322	937	7.259	24.836	7.523	79.137
Liban	50	9.255	14.881	1.131	194	1.325	967	9.925	27.098
Province syrienne de la RAU.....	70	7.712	12.256	1.476	440	1.916	6.923	2.542	23.637
TOTAL	380	60.286	101.462	15.504	3.240	18.744	36.126	19.990	176.322

^a Chiffres provisoires.

Annexe F

OPERATIONS FINANCIERES

I. — INTRODUCTION

1. L'exercice financier de l'Office coïncide avec l'année civile, tandis que le présent rapport porte sur la période allant du 1er juillet 1958 au 30 juin 1959. Les comptes de l'Office pour 1958 et 1959 respectivement sont donc publiés séparément, accompagnés des rapports y afférents des commissaires aux comptes et le présent exposé n'a pour but que de récapituler les opérations financières de 1958 et de donner un aperçu préliminaire des opérations de 1959. On y trouvera également de brèves indications sur les contributions fournies directement par certains gouvernements aux réfugiés.

2. Alors qu'en 1958 l'Office gérât deux fonds et fonctionnait sur la base de deux budgets distincts ("Secours" et "Réintégration"), les dispositions de son règlement financier sont actuellement modifiées de manière à ne prévoir désormais qu'un seul fonds et un seul budget, ce qui simplifiera d'autant la comptabilité et les opérations. Dans l'analyse ci-après on a donc adopté ce nouveau système mieux adapté à la situation présente; les comparaisons entre 1958 et 1959 s'en trouveront facilitées.

II. — OPÉRATIONS FINANCIÈRES DE L'EXERCICE 1958

a) *Prévisions budgétaires et dépenses*

3. Pour 1958, l'Office avait présenté un budget de 40.660.000 dollars auquel s'ajoutait un montant de 418.507 dollars reporté de l'année 1957 et destiné à des travaux de construction, à des achats de matériel et à d'autres dépenses non renouvelables et non encore effectuées au 31 décembre 1958; le budget de 1958 s'élevait donc à 41.078.507 dollars au total. En fin d'exercice, l'Office avait dépensé 31.776.067 dollars. Une tranche supplémentaire de 1.420.000 dollars avait été engagée pour des travaux de construction, des achats de matériel et dépenses non renouvelables du même genre; elle a donc été reportée à l'exercice 1959. Le solde des crédits prévus au budget de 1958, soit 7.882.440 dollars, a été annulé le 31 décembre 1958.

4. On trouvera au tableau suivant une récapitulation des prévisions budgétaires et des dépenses effectuées par l'Office en 1958:

Tableau 1
(Milliers de dollars des Etats-Unis)

Désignation	Prévisions budgétaires pour 1958			Dépenses effectuées ou engagées		
	Report de l'exercice 1957	Programme 1958	Total	Dépenses effectuées en 1958	Dépenses engagées et reportées à 1959	Total
Rations de base.....	5	14.850	14.855	13.235	6	13.241
Alimentation d'appoint	1	1.520	1.521	1.469	51	1.520
Services de santé.....	53	2.500	2.553	2.620	31	2.651
Abris et camps.....	180	2.730	2.910	1.976	623	2.599
Enseignement primaire et secondaire.....	50	4.900	4.950	5.232	626	5.858
Formation professionnelle et enseignement supérieur	22	2.750	2.772	779	28	807
Services sociaux	1	590	591	679	52	731
Services de placement.....	—	150	150	166	—	166
Projets et programmes spéciaux.....	—	5.000	5.000	346	—	346
Immatriculation et contrôle des listes.....	—	330	330	370	—	370
Transport dans la région d'activité de l'UNRWA	78	1.340	1.418	1.658	1	1.659
Entreposage et contrôle des stocks.....	20	700	720	692	1	693
Administration générale	—	650	650	633	—	633
Services généraux	9	1.520	1.529	1.483	1	1.484
Administration et service des opérations.....	—	330	330	313	—	313
Dépenses et pertes dues aux événements de Gaza et du Liban.....	—	—	—	125	—	125
Réserve pour imprévus.....	—	800	800	—	—	—
TOTAL	419	40.660	41.079	31.776	1.420	33.196

5. Le solde de crédits annulé au 31 décembre 1958, soit 7.900.000 dollars, se décomposait comme suit :

<i>Dollars</i>	
1.600.000	Economies réalisées sur les prix des produits alimentaires de base.
2.000.000	Projets non réalisés d'agrandissement d'écoles professionnelles.
300.000	Construction non exécutée de logements et de camps.
4.000.000	Projets d'indépendance économique et autres non réalisés, déduction faite d'un crédit de 600.000 dollars viré au chapitre de l'enseignement primaire et secondaire.
7.900.000	

6. On notera que la plus grande partie des crédits annulés (6.300.000 dollars) étaient destinés à des projets que l'Office n'a pu réaliser, en raison surtout du manque de fonds. Dans certains cas cependant, et notamment dans le domaine de la formation professionnelle, les projets prévus pour 1958 et non exécutés ont été réinscrits au budget de 1959.

7. En ce qui concerne l'ensemble des autres chapitres, le total des dépenses effectuées ou engagées a dépassé de 1.400.000 dollars les prévisions; cette différence a été couverte par la réserve pour imprévus (800.000 dollars) et, comme on l'a indiqué plus haut, par virement de fonds prélevés sur le chapitre "Projets et programmes spéciaux" (600.000 dollars). Ces dépassements de crédits se sont produits surtout dans le domaine de l'enseignement primaire et secondaire (908.000 dollars), la cause principale en étant la décision prise fin 1958 de développer la formation artisanale, de mettre fin au régime des classes alternées, et de faire passer de 15 à 17,5 pour 100 les effectifs des élèves de l'enseignement secondaire par rapport à ceux des écoles primaires. Quant au solde de 500.000 dollars, il résulte principalement des améliorations que l'Office a jugé nécessaire d'apporter à ses services de santé (98.000 dollars), de l'augmentation des frais de transport, notamment par suite du remplacement de véhicules (241.000 dollars), et des pertes dues aux événements de Gaza et du Liban (125.000 dollars).

b) Recettes et dépenses pour 1958

8. En 1958, les recettes se sont élevées à 35.033.259 dollars, répartis comme suit :

	<i>Dollars</i>
Contributions au titre d'exercices précédents...	1.484.446
Contributions au titre de l'exercice 1958.....	32.444.020
Recettes diverses	1.104.793
	<hr/>
	35.033.259

9. En 1958, les recettes ont donc dépassé les dépenses de quelque 3.200.000 dollars. Cependant, il faut déduire de ce montant 1.400.000 dollars représentant des dépenses engagées au 31 décembre 1958 et reportées à l'exercice 1959, comme on l'a indiqué au paragraphe 3 ci-dessus. Le solde de 1.800.000 dollars est venu s'ajouter aux recettes de l'exercice 1959 et doit permettre de compenser partiellement l'insuffisance du montant estimatif des contributions (cf. par. 20 ci-dessous).

10. Le rapport favorable qui s'est établi en 1958 entre recettes et dépenses a constitué un progrès appré-

ciable au regard de 1957, année durant laquelle une grave crise financière avait contraint l'Office à supprimer ou à réduire nombre de ses activités et, dans d'autres secteurs, à abaisser les normes de ses services à des niveaux très inférieurs aux besoins. Les rentrées de 1958 lui ont heureusement permis, dans la plupart des cas, de restaurer progressivement les normes d'avant 1957, et même d'envisager la mise en train d'une partie de son programme de 1959 — développement de la formation professionnelle et entreprises d'indépendance économique — à laquelle il aurait fallu autrement renoncer faute de fonds.

11. En 1958, l'Office n'a reçu de contributions que de 28 Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et de 3 Etats non membres. De plus, trois de ces pays contributeurs ont fourni à eux seuls 93 pour 100 du montant global des contributions: les Etats-Unis d'Amérique (23.800.000 dollars), le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (5.600.000 dollars) et le Canada (2.100.000 dollars).

c) Actif, passif et fonds de roulement en 1958

12. Le tableau suivant permet de comparer la position financière de l'Office au 31 décembre 1958 et sa position au 31 décembre de l'année précédente :

	<i>31 déc. 1958 (Dollars)</i>	<i>31 déc. 1957 (Dollars)</i>
Actif	29.153.791	25.144.599
A déduire: passif et réserves....	6.953.871	6.238.390
	<hr/>	<hr/>
Fonds de roulement.....	22.199.920	18.906.209

13. Le fonds de roulement a accusé une augmentation de 3.300.000 dollars (principalement en raison de l'excédent des recettes sur les dépenses, mentionné au par. 9 ci-dessus); c'est là une très heureuse amélioration de la situation par rapport à la fin de l'année 1957. Cependant, comme on l'a indiqué ci-dessus, une tranche de 1.400.000 dollars a été réservée en vue de dépenses engagées en 1958 et reportées à l'exercice 1959.

III. — OPÉRATIONS FINANCIÈRES EN 1959

a) Prévisions budgétaires et dépenses

14. Pour 1959, l'Office a présenté un budget de 37.475.000 dollars auquel s'est ajoutée une somme de 1.420.000 dollars reportée de l'exercice 1958 (cf. par. 3 et 4 ci-dessus), ce qui porte ce budget à 38.895.000 dollars au total.

15. L'incertitude touchant le montant des contributions de 1959 a forcé l'Office à différer l'exécution d'une grande partie de son programme de l'année, et au 31 juillet 1959 les dépenses autorisées ne s'élevaient qu'à 37.100.000 dollars. Sans dépasser cette limite, l'Office a cependant réussi à maintenir à un niveau normal ses services strictement essentiels — alimentation, soins médicaux, logement, enseignement, activités sociales — à mettre en œuvre à peu près intégralement ses plans d'extension de la formation professionnelle et à poursuivre avec de modestes moyens son programme de subventions individuelles en Jordanie.

16. On trouvera au tableau ci-dessous une récapitulation des prévisions budgétaires et des estimations de dépenses pour 1959.

Tableau 2
(Milliers de dollars des Etats-Unis)

Désignation	Budget 1959			Dépenses effectuées et engagées (estimations)
	Report du budget 1958	Au titre de l'exercice 1959	Total	
Rations de base.....	6	14.700	14.706	13.692
Alimentation d'appoint	51	1.530	1.581	1.575
Services de santé.....	31	2.730	2.761	2.847
Abris et camps.....	623	2.750	3.373	2.842
Enseignement primaire et secondaire.....	626	5.615	6.241	6.925
Formation professionnelle et enseignement supérieur....	28	1.700	1.728	1.655
Services sociaux	52	590	642	835
Services de placement.....	—	150	150	235
Projets et programmes spéciaux.....	—	2.190	2.190	1.368
Immatriculation et contrôle des listes.....	—	230	230	204
Transports dans la région d'activité de l'Office.....	1	1.390	1.391	1.514
Entreposage et contrôle des stocks.....	1	600	601	842
Administration générale	—	600	600	625
Services généraux	1	1.600	1.601	1.638
Administration et services des opérations.....	—	300	300	309
Réserve pour imprévus.....	—	800	800	—
TOTAL	1.420	37.475	38.895	37.106

17. La différence de 1.800.000 dollars entre le montant global des prévisions de dépenses pour 1959 et le montant estimatif des dépenses effectuées et engagées résulte surtout d'activités pour lesquelles les autorisations n'ont pas encore été données en raison du caractère incertain des recettes: il s'agit notamment de la construction de nouveaux logements (750.000 dollars) et de programmes d'indépendance économique (761.000 dollars). Le solde (278.000 dollars) représente des économies réalisées en particulier sur le prix des produits alimentaires de base, déduction faite de certaines allocations supplémentaires indispensables.

b) Recettes et dépenses

18. On évalue comme suit, à l'heure actuelle, les recettes prévues pour 1959:

	Dollars
Contributions au titre d'exercices précédents	300.000
Contributions annoncées ou prévues pour 1959	32.800.000
Recettes diverses	1.000.000
	34.100.000

19. Par rapport à l'année 1958, les recettes provenant d'engagements de contribution contractés au titre des exercices précédents et non encore honorés ont donc diminué de près de 1.200.000 dollars, tandis que les engagements de contribution au titre de l'exercice en cours ont augmenté de moins de 400.000 dollars. Au total, les recettes prévues pour 1959 sont donc inférieures de près de 1 million de dollars à celles de 1958. En outre, il convient de souligner que, sur les 32.800.000 dollars de contributions attendus en 1959, environ 14.300.000 dollars n'ont pas même fait l'objet d'engagements de contribution et n'ont été inscrits dans

les prévisions que sur la base des montants versés les années précédentes par certains pays (spécialement les Etats-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie).

20. Le montant estimatif des recettes, soit 34.100.000 dollars, est de 4.800.000 dollars inférieur au budget de 1959 (38.900.000 dollars). Cette différence a été compensée pour partie par l'excédent des recettes sur les dépenses de l'exercice 1958 (3.200.000 dollars) [cf. par. 9 et 13 ci-dessus] et pour partie grâce à la décision de différer l'exécution de certains projets prévus au budget (cf. par. 17). Le montant estimatif des dépenses dépasse de 3 millions de dollars le montant estimatif des recettes.

21. En 1959, et jusqu'à ce jour (31 juillet 1959), 37 pays (34 Etats Membres sur les 82 que compte l'Organisation des Nations Unies et 3 Etats non membres) ont versé des contributions ou contracté des engagements à cet effet. En 1958, on ne comptait que 31 pays contributeurs (28 Etats Membres et 3 Etats non membres). Comme l'an dernier, cependant, il est à prévoir que la plus grande partie (93 pour 100) des recettes proviendront en définitive de trois principaux contributeurs: les Etats-Unis d'Amérique (23 millions de dollars), le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (5.600.000 dollars) et le Canada (2.100.000 dollars).

c) Fonds de roulement en 1959

22. Au 1er janvier 1959, le fonds de roulement de l'Office s'élevait à 22.200.000 dollars; sur ce montant, on a prélevé 3 millions de dollars pour couvrir l'excédent du montant prévu des dépenses sur celui des recettes (par. 20 ci-dessus), ce qui laisse un montant estimatif de 19.200.000 dollars au 31 décembre 1959. Si les contributions au titre de l'exercice 1960 sont

obtenues assez tôt dans l'année, les 19.200.000 dollars du fonds de roulement suffiront aux besoins de l'Office, qui disposera ainsi des sommes nécessaires au renouvellement régulier de ses approvisionnements (environ 9 millions de dollars) et à ses activités pendant quelque trois mois (9 à 10 millions de dollars), et pourra donc faire face à de légers retards dans le versement des contributions. Si par contre les contributions pour 1960 ne parviennent à l'Office qu'avec beaucoup de retard ou si elles sont inférieures aux prévisions (voir annexe G), il est clair que le fonds de roulement se révélera insuffisant.

IV. — CONTRIBUTIONS VERSÉES DIRECTEMENT PAR LES GOUVERNEMENTS AUX RÉFUGIÉS

23. Les paragraphes précédents traitaient seulement des activités de l'Office. En dehors des programmes de l'UNRWA, divers gouvernements — en particulier ceux des pays d'accueil — fournissent directement aux réfugiés des contributions sous forme de services: soins médicaux, enseignement, etc. Ces contributions sont récapitulées ci-dessous dans la mesure où les gouvernements intéressés en ont informé l'Office et pour la valeur indiquée par eux.

<i>Pays</i>	<i>Nature des contributions fournies directement aux réfugiés</i>	<i>Périodes</i>	<i>Valeur en dollars</i>
France	Bourses	1957-1958	13.466
Jordanie	Enseignement, services sociaux, santé, sécurité	1er janvier 1958- 30 juin 1959	2.039.421
Liban	Santé et services sociaux	1er janvier 1958- 30 juin 1959	
République arabe unie:			
Province égyptienne	Enseignement, services sanitaires et hospitaliers, services sociaux, sécurité	1er janvier 1958- 30 juin 1959	941.973
Province syrienne	Enseignement, santé et services sociaux	1er janvier 1958- 30 juin 1959	

* Plus la valeur de certains services de sécurité, d'administration, etc., pour lesquels aucun chiffre n'a été fourni à l'Office.

24. On trouvera à l'annexe C des précisions sur les contributions de sources non gouvernementales qui ont été fournies directement aux réfugiés.

25. Jusqu'au 31 décembre 1957, c'est dans ses états financiers que l'Office indiquait les contributions gouvernementales ou autres fournies directement aux ré-

fugiés. Cette méthode présentait l'inconvénient de ne pas mettre à la disposition des lecteurs du rapport du Directeur des informations qui, par ailleurs, ne relèvent pas à proprement parler de la comptabilité de l'Office. On a donc jugé opportun de procéder différemment à partir du 1er janvier 1958 et de faire figurer ces informations dans le présent rapport.

Annexe G

BUDGET POUR L'EXERCICE FINANCIER 1960

I. — INTRODUCTION

1. Comme on l'a déjà vu au paragraphe 60 du présent rapport, l'Office se heurtait, dans l'élaboration de son budget pour 1960, à un certain nombre de difficultés d'ordre méthodologique qui l'ont conduit à présenter des estimations de dépenses globales pour 12 mois assorties de prévisions pour le premier semestre de 1960 dont la récapitulation figure également dans le tableau du paragraphe 4 ci-après. Le montant des prévisions du premier semestre s'élève à 50 pour 100 de celui des estimations afférentes à l'ensemble de l'année considérée. Dans cette annexe, les crédits demandés sont analysés en fonction des besoins de l'Office pendant 12 mois. Pour obtenir les chiffres correspondants du budget semestriel, il suffit de diviser par deux l'allocation de chacun des chapitres ci-après.

2. Comme le financement de l'Office dépend presque entièrement de contributions volontaires, les efforts ont porté en tout premier lieu sur l'étude des prévisions de dépenses (par. 4 à 56 de la présente annexe). Le problème du financement est traité aux paragraphes 57 à 59.

3. Durant les années précédentes, les budgets de l'Office étaient divisés en deux sections "les secours" et "la réintégration". Il y avait deux fonds et deux budgets distincts. Cette année cependant, le règlement financier de l'Office a été amendé afin de supprimer cette distinction, et le budget pour 1960 se présente comme un programme unique dont les différents chapitres correspondent aux principales activités de l'Office.

II. — PRÉVISIONS DE DÉPENSES

a) Généralités

4. Dans le tableau de la page 29, on a récapitulé les prévisions de dépenses de l'Office pour l'année 1960, en indiquant en regard, aux fins de comparaison, les chiffres correspondants pour 1959.

5. Comme on peut le constater, on évalue à 38.720.000 dollars le montant global des dépenses pour 1960, contre des prévisions s'élevant à 37.475.000 dollars pour l'exercice 1959. Les prévisions pour 1960 doivent permettre à l'Office de continuer à assurer tous les ser-

PRÉVISIONS DE DÉPENSES POUR 1960

(en milliers de dollars des Etats-Unis)

Chapitres	Prévisions de dépenses pour 1960			Budget 1959	Majorations ou réductions
	1er semestre	2ème semestre	Total		
Rations de base.....	7.350	7.350	14.700	14.700	—
Alimentation d'appoint	795	795	1.590	1.530	60
Services de santé.....	1.460	1.460	2.920	2.730	190
Abris et camps.....	875	875	1.750	2.750	(1.000)
Enseignement primaire et secondaire.....	3.455	3.455	6.910	5.615	1.295
Formation professionnelle et enseignement supérieur	1.355	1.355	2.710	1.700	1.010
Services sociaux	435	435	870	590	280
Services de placement.....	115	115	230	150	80
Projets et programmes spéciaux.....	500	500	1.000	2.190	(1.190)
Immatri-culation et contrôle des listes.....	105	105	210	230	(20)
Transports dans la région d'activité de l'Office	860	860	1.720	1.390	330
Entreposage et contrôle des stocks.....	325	325	650	600	50
Administration générale	330	330	660	600	60
Services généraux	840	840	1.680	1.600	80
Administration et service des opérations....	160	160	320	300	20
Réserve pour imprévus.....	400	400	800	800	—
TOTAL	19.360	19.360	38.720	37.475	1.245

vices essentiels dans le domaine de l'alimentation, des soins médicaux, du logement, de l'enseignement et des services sociaux, à des normes sensiblement identiques à celles de 1959. Toutefois, on a compté avec un nombre plus élevé de bénéficiaires, en raison de l'accroissement naturel de la population ainsi que des conditions économiques défavorables qui prévalent depuis plus d'un an dans la région. En outre, on a prévu un élargissement considérable du programme de formation professionnelle et d'enseignement supérieur, et la poursuite à une échelle modeste de programmes destinés à aider les réfugiés à accéder à l'indépendance économique. D'une manière générale, et sauf dans les domaines de la formation professionnelle, de l'enseignement primaire et secondaire et du logement, aucun crédit n'est affecté aux investissements, hormis les sommes nécessaires au remplacement du matériel hors d'usage.

6. La hausse du coût de la vie a obligé l'Office à réétudier ses barèmes des traitements et salaires, et plus particulièrement ceux qui sont applicables au personnel régional. Une étude à laquelle on a procédé en avril 1958 a permis de conclure que l'indice du coût de la vie avait monté depuis 1955, et l'Office a versé à ses fonctionnaires en 1958, puis à nouveau en 1959, une indemnité de vie chère. Ce n'est là cependant qu'un expédient, et il faudra donner au problème une solution durable. L'Office a chargé des personnes choisies en dehors de ses services de procéder à une étude de la structure de son personnel et de ses barèmes de traitements et salaires afin de les aligner, le cas échéant, sur ceux des pouvoirs publics et des principaux employeurs dans les pays d'accueil. D'un premier examen, il semble ressortir que les barèmes de l'Office, qui n'ont guère été modifiés depuis 1952, sont de 12,5 pour 100 trop bas. Le versement d'une indemnité en 1958, puis en

1959, n'a que partiellement compensé cet écart — à concurrence d'environ 8 pour 100. On a prévu au budget de 1960 une indemnité analogue, soit de 8 pour 100, pour le premier semestre, ainsi que des augmentations de 12,5 pour 100 pour le deuxième semestre, quand on connaîtra les résultats de l'enquête. L'étude n'en étant qu'à sa toute première phase, ce pourcentage cependant est purement estimatif et sera modifié éventuellement en fonction des conclusions des experts.

7. Le barème des traitements du personnel international est également demeuré sans changement depuis 1952. En fait, le montant de l'indemnité de séjour à l'étranger a été diminué de 50 pour 100 cette année-là, et n'atteint aujourd'hui que la moitié de l'indemnité dont bénéficient les fonctionnaires internationaux des autres organismes des Nations Unies exerçant leurs activités dans la région. De plus, l'Office a considérablement réduit depuis 1952 le nombre de ses fonctionnaires internationaux, et ne saurait aller plus avant dans cette voie sans compromettre l'efficacité de ses services. Pour recruter et retenir à leurs postes des fonctionnaires compétents, l'Office doit être à même de leur offrir des conditions d'emploi suffisamment avantageuses, ce qui lui est impossible à l'heure actuelle. Une mesure en ce sens consiste, comme il est prévu au budget de 1960, à faire participer les fonctionnaires internationaux à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies à dater du 1er juillet 1960, ce qui entraînera une augmentation d'environ 4 pour 100 des frais afférents au personnel.

8. Les produits alimentaires de base comptent pour un tiers ou davantage du budget de l'Office et leurs prix sont sujets, comme on le sait, à de fortes fluctuations sur le marché. Les prévisions suivantes se fondent

sur l'hypothèse que les prix ne seront pas supérieurs aux prévisions budgétaires pour 1959. Si, par contre, ils subissaient une hausse marquée en 1960, l'Office aurait à faire face à un problème si grave qu'il lui faudrait lancer un nouvel appel de fonds pour continuer à assurer les secours strictement indispensables.

b) Rations de base

Budget 1960	Budget 1959
14.700.000 dollars	14.700.000 dollars

9. On a prévu à ce chapitre la distribution des rations suivantes :

Types de rations	Quantités	Nombre estimatif de bénéficiaires
i) Ration alimentaire de base (composée de produits secs : farine, riz, légumes secs, sucre, huile, dattes, etc.)	1.500 calories par jour en été et 1.600 en hiver	856.000 durant le premier trimestre 1960, ce chiffre devant augmenter progressivement durant l'année pour atteindre 862.900 au quatrième trimestre.
ii) Savon	150 g par mois	Idem.
iii) Couvertures	Une par an et pour 3 personnes	978.000.
iv) Pétrole lampant	1 litre par mois pendant les 5 mois d'hiver à Gaza à tous les rationnaires	230.000.
	1,5 litre par mois pendant les 5 mois d'hiver au Liban, en Syrie et en Jordanie (pour les seuls résidents des camps)	265.000.

10. Le coût de la ration de base comprend, outre le prix d'achat des approvisionnements, les frais portuaires et les frais de transport des marchandises jusqu'aux entrepôts régionaux, ainsi que les frais de contrôle de leur qualité et de leur distribution aux réfugiés qui y ont droit. Le coût d'entreposage, cependant, et celui du transport des entrepôts jusqu'aux centres de distribution figurent respectivement aux chapitres "Contrôle et entreposage des stocks" (voir par. 45 ci-dessous) et "Transports dans la région d'activité de l'UNRWA" (voir par. 42 ci-dessous).

11. On prévoit qu'il faudra distribuer 8.000 rations de plus en 1960 qu'en 1959 à un coût supplémentaire de 128.000 dollars, et un modeste crédit (20.000 dollars) est destiné à faire face à l'augmentation des dépenses afférentes au personnel; cependant le montant des prévisions de dépenses pour 1960 a été fixé à un

chiffre sensiblement égal à celui de 1959, car les augmentations en question sont si faibles par rapport au total des frais qu'elles seraient plus que compensées par la réduction, même légère, du prix d'un seul article. Il ne faut pas négliger pourtant l'avertissement contenu au paragraphe 8 ci-dessus. Aucun crédit n'est inscrit au budget de 1960 pour des travaux d'aménagement ou de construction autres que le simple entretien des installations existantes.

c) Alimentation d'appoint

Budget 1960	Budget 1959
1.590.000 dollars	1.530.000 dollars

12. On a prévu la distribution de rations spéciales en supplément des rations de base à certaines catégories de réfugiés particulièrement vulnérables dont l'état de santé requiert une alimentation d'appoint.

Types de rations	Nombre de calories par jour	Catégories de bénéficiaires	Nombre estimatif de bénéficiaires
i) Lait entier	194	Enfants de moins d'un an	14.700
ii) Lait écrémé	125	Enfants âgés de 1 à 15 ans, femmes enceintes et mères qui allaitent, cas médicaux	224.619
iii) Un repas chaud par jour, six jours par semaine	600/700	Cas de malnutrition, sur ordonnance médicale	48.030
iv) Ration spéciale de farine, riz, etc.	500	Femmes enceintes et mères qui allaitent	30.700
v) Ration spéciale de farine, riz, etc.	1.500/1.600	Tuberculeux non hospitalisés	1.600
vi) Capsules de vitamines	—	Enfants des écoles et autres	149.000

13. Le coût de l'alimentation d'appoint a été calculé de la même façon que celui de la ration de base (voir par. 10 ci-dessus) et avec les mêmes réserves en ce qui concerne les frais d'entreposage et de transport, mais il comprend également les frais de reconstitution de lait en poudre et de préparation et de distribution des repas chauds.

14. Ce poste a été majoré de 60.000 dollars par rapport aux chiffres de 1959 afin de pourvoir à une légère

augmentation du nombre des bénéficiaires (27.000 dollars) et des frais de personnel (30.000 dollars) ainsi qu'à la construction et à l'aménagement de deux nouveaux centres de distribution de lait et de deux centres d'alimentation (30.000 dollars) là où les installations existantes se sont révélées insuffisantes. Cet accroissement de dépenses sera sans doute partiellement compensé par une réduction de 27.000 dollars du prix du lait. Les autres dépenses devraient en principe demeurer sensiblement égales à celles de 1959.

d) Services de santé

Budget 1960
2.920.000 dollars

Budget 1959
2.730.000 dollars

15. Ce crédit doit permettre d'assurer les soins médicaux à quelque un million de réfugiés: produits pharmaceutiques, traitements dans les dispensaires et les hôpitaux, soins dentaires, hygiène de la mère et de l'enfant, lutte contre la tuberculose, soins psychiatriques, services d'hygiène scolaire, enseignement de l'hygiène, mesures épidémiologiques et autres que nécessite le maintien des réfugiés en bonne santé. Les frais de transport des fournitures, cependant, ont été inscrits au chapitre "Transports dans la région d'activité de l'UNRWA" (voir par. 42 ci-dessous).

16. La majoration, égale à 190.000 dollars, des crédits inscrits à ce chapitre par rapport à ceux de 1959, doit permettre de faire face:

i) Aux subventions plus importantes consenties par l'Office pour les lits dont il dispose dans certains hôpitaux (20.000 dollars);

ii) A d'indispensables agrandissements des installations et à la hausse des normes entraînant des dépenses de construction et d'aménagement (31.000 dollars) et des frais d'administration supplémentaires (56.000 dollars);

iii) A l'augmentation des dépenses afférentes au personnel (83.000 dollars).

17. Cette augmentation des prévisions de dépenses peut sembler très forte, mais elle est indispensable si l'on veut que l'Office maintienne les normes de ses services de santé.

e) Abri: et camps

Budget 1960
1.750.000 dollars

Budget 1959
2.750.000 dollars

18. Ce crédit couvre la fourniture et l'entretien de logements destinés à quelque 412.000 réfugiés (officiellement installés dans les camps), les installations sanitaires, l'approvisionnement en eau, la lutte contre les insectes et les rongeurs, la construction de routes et de drains, et diverses installations annexes telles que bains publics et abattoirs. Tous ces services, le logement mis à part, sont également dispensés par la force des choses à 34.000 autres réfugiés qui se sont installés en squatters aux abords des camps de l'UNRWA. Sur le territoire de Gaza, où les réfugiés constituent une très forte proportion de la population de certaines localités, le coût des services d'hygiène assurés en coopération avec les conseils municipaux est réparti proportionnellement entre ceux-ci et l'Office. Dans quelques cas, cette coopération s'étend à l'approvisionnement en eau.

19. L'allocation budgétaire pour 1960 se décompose comme suit:

	1960	1959
i) Frais périodiques de réparation de logements, d'installations sanitaires, d'approvisionnement en eau, etc.	1.110.000	930.000
ii) Remplacement des tentes par des baraques dans les camps de l'Office	—	280.000
iii) Construction de logements supplémentaires dans les camps.....	540.000	440.000
iv) Travaux de construction divers (latrines, incinérateurs, routes, etc.)	100.000	100.000
v) Installations spéciales (nouveaux camps)	—	1.000.000
	1.750.000	2.750.000

20. L'apparente majoration, égale à 180.000 dollars, de la rubrique 19, i, ci-dessus résulte en grande partie de la hausse des coûts (123.000 dollars) à laquelle il a fallu faire face en 1958 et en 1959, et dont on a donc tenu compte dans la préparation du budget de 1960. Seules les dépenses afférentes au personnel feront réellement l'objet d'une majoration (57.000 dollars). Si l'élimination progressive des tentes a permis de diminuer fortement les frais d'entretien des abris, cette réduction a été plus que compensée par le coût d'entretien d'un beaucoup plus grand nombre de logements, augmentation qui résulte à son tour de l'accroissement de la population des camps et du nombre des réfugiés demandant à y être admis. Le coût des installations sanitaires, des approvisionnements en eau et autres services des camps n'a pu que fortement augmenter lui aussi, en raison de la nécessité de dispenser ces services à un nombre de bénéficiaires en progression constante.

21. Un crédit de 540.000 dollars est prévu, dans le cadre des programmes de construction (voir par. 19, iii, ci-dessus), pour fournir des logements à quelque 22.000 réfugiés: il s'agit pour partie de nouvelles familles et d'habitants de logements surpeuplés, ou encore de squatters qui, aux abords des camps de l'Office, vivent dans les conditions d'hygiène les plus malsaines. L'allocation d'un million de dollars (par. 19, v) prévue en 1959 pour la construction de nouveaux camps n'a pas été réinscrite au présent budget, l'Office espérant disposer de fonds suffisants en 1959 pour faire face aux besoins de la situation. Aucun crédit n'a été prévu non plus pour le remplacement des tentes, car on espère qu'une fois terminée l'exécution du programme de 1959, elles auront enfin disparu des camps de l'Office.

22. Un crédit de 100.000 dollars (par. 19, iv, ci-dessus) est prévu pour couvrir les frais de l'agrandissement indispensable de certaines installations sanitaires et de systèmes d'adduction d'eau, et pour procéder dans les camps à d'autres améliorations hautement souhaitables, telles que l'aménagement de meilleures routes.

f) Enseignement primaire et secondaire

Budget 1960
6.910.000 dollars

Budget 1959
5.615.000 dollars

23. Le crédit prévu à ce chapitre du budget, intitulé auparavant "Enseignement", est destiné à couvrir les frais de l'enseignement primaire (6 classes) assuré à la totalité des enfants réfugiés faisant l'objet d'une demande d'inscription ainsi que de l'enseignement secondaire (4 ou 5 classes) à un certain pourcentage des effectifs des écoles primaires fixé à 17,5 pour 100 au Liban, en Syrie et en Jordanie pour l'année scolaire 1959-1960 et à 20 pour 100 pour l'année scolaire 1960-1961, des dispositions spéciales étant prises à Gaza. On y a fait entrer également les frais de la formation artisanale là où l'Office a été en mesure d'ouvrir des ateliers. L'enseignement primaire et secondaire est assuré tant dans les écoles mêmes de l'Office que, lorsque celles-ci font défaut, dans des établissements privés ou publics subventionnés par lui à cet effet.

24. La présentation des prévisions budgétaires relatives à l'enseignement se complique du fait que l'année scolaire commence vers le mois de septembre pour se terminer vers le mois de juin de l'année suivante, les dates variant d'un pays à l'autre, alors que l'exercice financier de l'Office correspond à l'année civile. Les chiffres du budget de 1960 se rapportent donc au deuxième semestre de l'année scolaire 1959-1960 et au

premier semestre de l'année 1960-1961. Les chiffres estimatifs de la population scolaire sont les suivants :

	Année scolaire 1959-1960	Année scolaire 1960-1961
Enseignement primaire	159.600	157.700
Enseignement secondaire	34.000	32.400
TOTAL	193.600	190.100

25. Le budget de 1960 prévoit les crédits suivants :

	Année scolaire 1959-1960	Année scolaire 1960-1961
Frais périodiques afférents aux traitements et salaires, aux fournitures, à l'entretien des bâtiments, aux subventions, etc.	6.501.000	5.350.000
Frais de construction et d'aménagement de salles de classe et d'ateliers artisanaux	409.000	265.000
TOTAL	6.910.000	5.615.000

26. La majoration, égale à 1.151.000 dollars, des dépenses périodiques prévues pour 1960, par rapport à l'allocation budgétaire de 1959, est due aux facteurs suivants :

i) Augmentation des frais afférents au personnel (540.000 dollars) : le nombre des instituteurs atteint près de 40 pour 100 des effectifs du personnel de l'Office et le montant de leurs traitements est donc extrêmement élevé. Cette augmentation est due pour partie au recrutement de personnel supplémentaire en 1959 ainsi qu'aux augmentations habituelles à l'ancienneté et aux promotions accordées en fonction de l'élévation du niveau professionnel des intéressés et aussi au relèvement du barème des traitements prévu pour 1960 comme on l'a exposé au paragraphe 6 ci-dessus ;

ii) Fonctionnement pendant toute l'année des ateliers artisanaux construits en 1959 (86.000 dollars) ;

iii) Reprise des activités sportives et du jardinage scolaire interrompus en 1957 (22.000 dollars) ;

iv) Augmentation durant l'année scolaire 1960-1961 du pourcentage des élèves des classes primaires admis à l'enseignement secondaire en Jordanie, en Syrie et au Liban, pourcentage qui passera de 17,5 à 20 pour 100 afin de s'aligner sur ceux de la région (60.000 dollars) ;

v) Augmentation des dépenses entraînées dès la fin de 1958 et au cours de l'année 1959, c'est-à-dire après l'élaboration du budget du présent exercice (443.000 dollars), par l'accroissement des effectifs scolaires, l'extension de la formation artisanale et autres améliorations encore.

27. Le programme de construction et d'aménagement comprend :

i) La construction de salles de classe et leur aménagement pour dégager les locaux particulièrement bondés (307.000 dollars) ;

ii) La construction de locaux et leur aménagement pour permettre l'extension de la formation artisanale dans les régions où ces installations font défaut (102.000 dollars).

28. Aucun crédit n'a été prévu pour faire face à une augmentation des effectifs scolaires autre que l'accroissement, signalé ci-dessus, du pourcentage des élèves admis à l'enseignement secondaire, car la population scolaire est maintenant stabilisée et l'Office considère

que les installations existantes seront suffisantes, une fois réalisées les améliorations citées au paragraphe précédent.

g) *Formation professionnelle et enseignement supérieur*

Budget 1960	Budget 1959
2.710.000 dollars	1.700.000 dollars

29. Ces crédits doivent permettre de donner à un petit nombre de jeunes gens une formation professionnelle dans les domaines de l'industrie, du commerce et de l'agriculture, ainsi qu'une formation pédagogique et des bourses universitaires à des candidats des deux sexes soigneusement triés qui désirent entreprendre des études dans une branche telle que la médecine, l'art dentaire, le génie civil, dont les spécialistes sont particulièrement recherchés au Moyen-Orient. C'est surtout dans des établissements de l'Office qu'est dispensée la formation professionnelle ou pédagogique tandis que les étudiants de l'enseignement supérieur reçoivent des bourses dans la plupart des universités de la région d'activité de l'Office.

30. L'allocation budgétaire pour 1960 se décompose comme suit :

	Budget 1960 (Dollars)	Budget 1959 (Dollars)
<i>Dépenses périodiques</i>		
i) Bourses universitaires, préparation à une profession libérale.....	280.000	255.000
ii) Frais annuels de trois écoles de formation professionnelle, Jordanie et Gaza.....	428.000	322.000
iii) Cours de soudure à l'arc, Liban..	31.000	75.000
iv) Cours de commerce, Liban.....	13.000	35.000
v) Cours de pédagogie, Jordanie et Gaza	200.000	122.000
vi) Cours de soins infirmiers, Jordanie et Gaza	8.000	10.000
vii) Cours divers et réserve pour imprévus, toutes régions.....	42.000	86.000
viii) Administration et instruction générale	178.000	122.000
TOTAL des dépenses périodiques	1.180.000	1.027.000
<i>Frais de construction et d'aménagement</i>		
i) Ecole de formation professionnelle de Wadi-Seir (Jordanie).....	—	382.000
ii) Ecole normale d'instituteurs de Ramallah (Jordanie)	—	184.000
iii) Agrandissement des installations de l'école de formation professionnelle de Kalandia (Jordanie)	—	107.000
iv) Ecole de formation professionnelle, Syrie	355.000	—
v) Ecole de formation professionnelle, Liban	355.000	—
vi) Ecole d'agriculture, Jordanie ou Syrie	230.000	—
vii) Ecole de formation professionnelle pour jeunes filles, Jordanie.....	203.000	—
viii) Ecole normale d'institutrices, qui doit remplacer les locaux loués à Naplouse (Jordanie).....	167.000	—
ix) Installations destinées à des cours accélérés sur le maniement et l'entretien du matériel lourd Diesel	220.000	—
TOTAL des frais de construction et d'aménagement	1.530.000	1.673.000
TOTAL GÉNÉRAL	2.710.000	1.700.000

31. La majoration, égale à 153.000 dollars, des prévisions relatives aux dépenses périodiques par rapport aux chiffres prévus pour 1959 est due presque entièrement aux frais annuels de l'école professionnelle de Wadi-Seïr et de l'école normale d'instituteurs de Ramallah, et à l'agrandissement des bâtiments de l'école de Kalandia, tous bâtiments construits en Jordanie dans le cadre du budget de 1959. La légère majoration du crédit affecté aux bourses universitaires doit permettre d'augmenter quelque peu le nombre des bénéficiaires pour répondre à l'accroissement naturel de la population.

32. L'Office estime que le projet de construction et d'aménagement de nouvelles écoles de formation professionnelle, agricole et pédagogique répond bien à la disposition du paragraphe 4 de la résolution 1315 (XIII) du 12 décembre 1958, par laquelle l'Assemblée générale le prie "d'élaborer et d'exécuter des programmes pouvant assurer la subsistance d'un nombre appréciable de réfugiés et, en particulier, des programmes concernant l'enseignement et la formation professionnelle". L'Office est d'avis qu'il conviendrait maintenant de mettre des installations de cette nature à la disposition des jeunes réfugiés en Syrie et au Liban.

h) Services sociaux

<i>Budget 1960</i>	<i>Budget 1959</i>
870.000 dollars	590.000 dollars

33. Ce crédit doit permettre d'assurer une assistance individuelle aux réfugiés particulièrement démunis, le transport par mer et par terre et la distribution de vêtements usagés et autres dons reçus en dehors des programmes de l'Office, le développement communautaire, le fonctionnement des centres sociaux, l'habillement des enfants et autres services du même ordre.

34. La majoration égale à 280.000 dollars, de l'allocation par rapport à celle de 1959, est due aux facteurs suivants :

i) Report sur l'exercice 1960 de certaines augmentations qui se sont révélées nécessaires en 1959 : 26.000 dollars pour le fret de colis supplémentaires de vêtements usagés et 41.000 dollars pour la participation aux frais d'enterrement et aux dépenses des institutions religieuses et pour l'assistance individuelle ;

ii) Augmentation des frais afférents au personnel (13.000 dollars) ;

iii) Programme rationnel d'habillement des enfants (200.000 dollars).

35. En 1959, aucun crédit n'avait été prévu pour l'habillement des enfants. Au cours de l'année, cependant, par suite d'un don généreux de tissus offert par CARE, l'Office a pu pourvoir dans une certaine mesure aux besoins des enfants à Gaza. Si les vêtements offerts par les organisations bénévoles et transportés par l'Office permettent de répondre pour partie aux besoins des réfugiés adultes, il n'en va malheureusement pas de même pour les enfants auxquels il faudrait distribuer d'urgence des vêtements neufs. Il y a trois ans, l'Office avait pu se procurer des fonds pour entreprendre un modeste programme d'habillement des enfants, qu'il a été obligé d'interrompre en 1958. C'est ce programme qu'il reprendrait à une modeste échelle s'il disposait en 1960 des crédits indiqués ci-dessus.

i) Services de placement

<i>Budget 1960</i>	<i>Budget 1959</i>
230.000 dollars	150.000 dollars

36. Ce crédit couvrira les dépenses d'un service de placement chargé d'aider les réfugiés qualifiés à trouver du travail ainsi que l'octroi de subventions individuelles à ceux qui ont obtenu des visas pour les régions leur offrant des possibilités d'emploi.

37. L'allocation prévue dans le budget de 1959 pour les subventions à l'émigration ne se montait qu'à 68.000 dollars, mais la conjoncture économique défavorable dans la région d'activité de l'Office a poussé un nombre croissant de réfugiés à chercher cette année des emplois ailleurs, et il a donc fallu inscrire à ce poste un crédit supplémentaire de 91.000 dollars. Cette majoration a été réinscrite au budget de 1960. A tous autres égards, on a prévu pour les services de placement des dépenses sensiblement égales, voire même légèrement inférieures à celles de 1959.

j) Projets et programmes spéciaux

<i>Budget 1960</i>	<i>Budget 1959</i>
1.000.000 de dollars	2.190.000 dollars

38. On prévoit l'affectation en 1960 des crédits suivants pour les programmes d'encouragement direct à l'indépendance économique :

i) 600.000 dollars pour la poursuite du programme de subventions individuelles en Jordanie, programme dont l'Office a repris l'exécution dès la fin de 1958 ;

ii) 200.000 dollars pour une nouvelle participation de l'Office au capital de la Banque jordanienne pour le développement économique ;

iii) 50.000 dollars pour la poursuite du programme d'aide aux orphelins et de réadaptation des enfants physiquement diminués ;

iv) 150.000 dollars pour divers autres programmes — notamment les subventions individuelles en Syrie — que l'on espère élargir si l'on dispose des fonds nécessaires, et pour les travaux artisanaux (ouvrages de broderie à Gaza).

39. Plusieurs petits programmes prévus au budget de 1959 ont été menés à bien durant l'année, de sorte que point n'est besoin de leur affecter de nouveaux crédits.

k) Immatriculation et contrôle des listes

<i>Budget 1960</i>	<i>Budget 1959</i>
210.000 dollars	230.000 dollars

40. Ce crédit doit couvrir les dépenses afférentes à l'immatriculation des réfugiés, à la tenue des registres d'état civil (naissances, mariages et décès), à l'inscription des changements de résidence, au reclassement des réfugiés passant d'une catégorie à l'autre de bénéficiaires des rations et des services de l'Office, au contrôle et à la détermination de leurs droits aux secours.

41. Il a fallu prévoir une modeste allocation pour couvrir les augmentations de traitements du personnel, mais des économies réalisées par ailleurs ont permis à ce service de fonctionner à moindre frais qu'il n'était prévu au budget de 1959. Aucun crédit n'est affecté dans le budget de 1960 aux travaux de construction et d'aménagement.

l) Transports dans la région d'activité de l'Office

<i>Budget 1960</i>	<i>Budget 1959</i>
1.720.000 dollars	1.390.000 dollars

42. Ces crédits doivent couvrir les frais de déplacements individuels dans la région d'activité de

l'UNRWA et du transport des approvisionnements (y compris les manutentions portuaires) de leur lieu de prise en charge par l'Office à leur lieu de consommation; en sont exclus les charges portuaires afférentes aux produits alimentaires de base et le coût de transport de ces produits jusqu'aux entrepôts régionaux; on a cherché en effet à supprimer dans ce chapitre du budget certaines fluctuations apparentes du prix de ces denrées dues au fait qu'elles sont achetées tantôt sur place et tantôt à l'étranger (voir également par. 10 ci-dessus).

43. L'augmentation de 330.000 dollars par rapport au chiffre de 1959 s'explique comme suit:

- i) Hausse du coût du transport par camions de louage et des services portuaires (90.000 dollars);
- ii) Remplacement de voitures de passagers (50.000 dollars) et de camions (127.000 dollars) hors d'usage;
- iii) Réaménagement d'ateliers et amélioration d'outillage (9.000 dollars) afin d'accroître le rendement;
- iv) Augmentation des frais afférents au personnel (54.000 dollars).

44. Cette majoration de 330.000 dollars peut sembler importante, mais elle est due en grande partie à des frais inévitables, et quant au solde, il répond à une nécessité si l'on veut que l'Office entretienne et utilise rationnellement son important parc automobile.

m) *Contrôle des stocks et entreposage*

Budget 1960	Budget 1959
650.000 dollars	600.000 dollars

45. Ces crédits sont destinés à couvrir les frais d'entreposage des marchandises après leur réception dans la région d'activité de l'UNRWA, ainsi que les frais administratifs afférents au contrôle adéquat des stocks d'approvisionnement, dont la valeur dépasse 5 millions de dollars en moyenne.

46. La majoration de 50.000 dollars par rapport au chiffre de 1959 est destinée à couvrir les frais de réaménagement des entrepôts et d'amélioration du matériel (17.000 dollars) ainsi que l'accroissement des dépenses afférentes au personnel (25.000 dollars) et des pertes à l'entreposage un peu plus élevées (8.000 dollars).

n) *Administration générale*

Budget 1960	Budget 1959
660.000 dollars	600.000 dollars

47. Ces crédits doivent couvrir les frais des bureaux du Directeur, des représentants de l'Office dans les pays d'accueil, des districts et des camps, de la Commission consultative et du Service de liaison à New-York.

48. La majoration de 60.000 dollars par rapport à l'allocation pour 1959 est principalement destinée à couvrir l'augmentation des dépenses afférentes au personnel, et son importance relativement au montant global de ce chapitre du budget s'explique du fait que celui-ci comprend surtout des dépenses afférentes au personnel. Le problème des traitements et salaires en général a été exposé aux paragraphes 6 et 7 ci-dessus.

49. On a prévu un crédit de 6.000 dollars pour le remplacement, devenu indispensable, du mobilier de certains bureaux de districts.

o) *Services généraux*

Budget 1960	Budget 1959
1.680.000 dollars	1.600.000 dollars

50. Ces crédits doivent couvrir, à l'exception des transports et des approvisionnements (voir par. 42 et 45 respectivement), les frais de tous les services intérieurs de l'Office (personnel, achats, langues, conseil juridique, statistiques et finances, transmissions, entretien des locaux, voyages) ainsi que de leur direction générale.

51. La majoration de 80.000 dollars par rapport à l'allocation de 1959 doit couvrir les augmentations des dépenses afférentes au personnel (61.000 dollars) ainsi que les frais de remplacement de machines et autre matériel de bureau indispensables (19.000 dollars).

52. Le problème des traitements et salaires en général a été exposé aux paragraphes 6 et 7 ci-dessus.

p) *Administration et services des opérations*

Budget 1960	Budget 1959
320.000 dollars	300.000 dollars

53. Ce crédit doit couvrir les frais de direction des opérations (à ne pas confondre avec les services intérieurs) ainsi que certains services connexes — génie civil et architecture, information et production de matériel audio-visuel.

54. La majoration de 20.000 dollars par rapport à l'allocation de 1959 est surtout destinée à couvrir l'augmentation des dépenses afférentes au personnel, comme on l'a déjà exposé aux paragraphes 6 et 7 ci-dessus.

q) *Réserve pour imprévus*

Budget 1960	Budget 1959
800.000 dollars	800.000 dollars

55. On a fait figurer de nouveau au budget un montant de 800.000 dollars destiné à couvrir les dépenses imprévues ainsi qu'à faire face à des situations d'urgence telles que celles que l'Office a dû subir au moins une fois dans l'année depuis six ans. Ce crédit ne s'élève qu'à 2 pour 100 du montant global du budget et peut être considéré comme la marge de sécurité strictement indispensable.

56. La réserve pour imprévus n'est pas destinée à absorber une hausse éventuelle des prix des produits de première nécessité. Si une hausse marquée venait à se produire, notamment en ce qui concerne la farine, l'augmentation des dépenses de l'Office pourrait bien être assez importante pour qu'il lui soit nécessaire de requérir des fonds supplémentaires ou de reviser son budget dans son ensemble.

III. — FINANCEMENT DU BUDGET DE 1960

57. Comme on l'a indiqué au paragraphe 4 ci-dessus, le budget de l'Office pour 1960 s'élève au total à 38.720.000 dollars. L'Office ne peut plus compter sur aucun engagement de contribution contracté au titre d'exercices précédents et non encore honoré pour venir grossir ses recettes, et il ne saurait sans danger réduire son fonds de roulement, aussi lui faudra-t-il recevoir des contributions pour un montant global égal au montant total de ses prévisions de dépenses.

58. En 1959, l'Office avait demandé des contributions pour un montant global de 36 millions de dollars. Bien que les fonds nécessaires pour 1960 soient un peu plus élevés (38.700.000 dollars), l'Office espère sincèrement que les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies seront en mesure de s'engager à les lui verser. Il espère également que les pays qui ont contribué à son budget par le passé continueront de le

faire avec une générosité au moins aussi grande qu'au-paravant et que d'autres pays seront en mesure de lui fournir une aide financière.

50. Il faut souligner que l'Office se trouve sérieusement gêné dans l'élaboration et l'exécution de ses pro-

grammes par l'impossibilité où il se trouve de prévoir assez tôt dans l'année le montant des recettes sur lesquelles il pourra compter. Il est donc à souhaiter que l'Assemblée générale et les pays contributeurs puissent lui garantir les fonds qui lui seront nécessaires en 1960.

Annexe H

ASPECTS JURIDIQUES DE L'ACTIVITE DE L'OFFICE

I. — ACTIVITÉS ET PROBLÈMES JURIDIQUES D'ORDRE GÉNÉRAL

1. L'Office s'est trouvé cette année, comme les années précédentes, devant des problèmes juridiques aussi nombreux que variés dans les domaines du droit privé (droit commercial notamment), du droit administratif international (qui régit ses rapports avec son personnel) et du droit international public (qui gouverne son statut juridique et ses relations avec les gouvernements). Le conflit armé qui a éclaté au Liban au cours du premier semestre 1958 et la période d'insécurité et de tension qui s'en est suivie, tandis que nombre de frontières se fermaient, ont été autant de facteurs supplémentaires de complications^a.

2. Comme on l'a vu à la section IV du présent rapport, les relations de travail de l'Office avec les pouvoirs publics ont été généralement satisfaisantes, encore qu'un certain nombre de problèmes en suspens continuent d'alourdir la tâche de ses services. Voici bientôt 10 ans qu'il exerce son activité en faveur des réfugiés de Palestine et pourtant les gouvernements des pays d'accueil continuent de lui susciter de sérieuses difficultés à propos de son statut juridique. Ce sont ses rapports avec les autorités de Gaza et de la province égyptienne de la République arabe unie^b qui soulèvent les questions de principe les plus graves. Bien que l'Assemblée générale, dans sa résolution 1315 (XIII) du 12 décembre 1958, ait clairement réaffirmé que l'UNRWA est un organe subsidiaire de l'Organisation des Nations Unies, et malgré les interventions répétées du Secrétaire général de l'ONU et du Directeur de l'UNRWA, le Gouvernement de la République arabe unie n'a pas encore reconnu cette qualité à l'Office, ni admis que la Convention sur les privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies soit applicable à celui-ci dans la province égyptienne et à Gaza. Il n'a donc pas été établi de fondements juridiques corrects pour le règlement des difficultés qui surgissent sur le plan pratique et qui font parfois sérieusement obstacle à l'action de l'Office. Dans les autres pays d'accueil et dans la province syrienne de la République arabe unie, son statut d'organe des Nations Unies et le fait que la Convention lui est applicable sont officiellement reconnus; mais il continue à rencontrer des complications, car les autorités subalternes, voire même parfois les ministères et les tribunaux, sont imparfaitement au courant des obligations qui leur incombent de ce fait.

3. En dehors du problème fondamental que pose le statut juridique de l'Office, l'interprétation de la Convention et autres accords ainsi que leur application, font encore apparaître de nombreuses divergences de vues. Au bout de près de dix ans, certains gouvernements continuent soit à imposer à l'Office le paiement

de taxes et droits divers, et ce au mépris des dispositions de la section 7 de la Convention et d'accords spéciaux, soit à négliger de prendre les mesures de remise ou de remboursement prévues à la section 8, privant ainsi l'UNRWA d'une fraction notable des fonds mis à sa disposition pour son œuvre d'assistance aux réfugiés; les questions fiscales absorbent une part excessive du temps et des efforts de son personnel malgré l'amélioration progressive de la situation dans tous les pays. On évalue à près de 300.000 dollars le montant des taxes indûment perçues et qui lui sont remboursables aux termes des sections 7 et 8 de la Convention. Parmi d'autres difficultés d'ordre pratique, signalons des poursuites judiciaires contre l'Office ou des membres de son personnel, les restrictions imposées à son activité en matière d'importation et d'exportation ou aux déplacements de ses fonctionnaires, ainsi que des tentatives d'ingérence dans son administration interne, notamment en ce qui concerne les nominations de ses fonctionnaires. Plusieurs de ceux-ci, d'autre part, ont été mis en état d'arrestation par les pouvoirs publics qui ont invoqué, sans les préciser, des raisons de sécurité intérieure pour justifier ces mesures.

4. En dehors des taxes remboursables dont il a été question plus haut, l'Office possède sur les pays d'accueil des créances d'un montant de plus de 800.000 dollars pour lesquelles aucun mode de règlement n'a encore été agréé par les deux parties, sauf au Liban où un accord de principe est intervenu portant constitution d'un Comité mixte. Au total, les réclamations présentées par l'Office dans chacun des pays d'accueil, y compris les remboursements de taxes, se répartissent actuellement comme suit: Gaza et province égyptienne de la République arabe unie, 77.000 dollars; province syrienne de la République arabe unie, 318.000 dollars; Jordanie, 142.000 dollars et Liban, 555.000 dollars.

5. Les difficultés auxquelles donne lieu l'accord intergouvernemental relatif aux transports par voie ferrée entre le Liban, la Syrie et la Jordanie^c n'ont pas disparu. De plus, cette réglementation restrictive continue à entraîner pour l'Office, à un rythme qui va en augmentant, des frais supplémentaires et ne manque pas de causer parfois des difficultés et des retards au préjudice de l'approvisionnement des réfugiés en Jordanie. Des négociations se poursuivent tant pour faire lever ces restrictions que pour obtenir le remboursement à l'Office des dépenses considérables ainsi encourues jusqu'à présent.

6. Durant l'année qui fait l'objet du présent rapport, l'Irak, où l'Office garde un bureau de liaison, a remboursé toutes les taxes perçues sur les produits pétroliers depuis 1952. En acceptant de procéder à ce remboursement pour toute cette période, le Gouvernement a tacitement admis que le délai de forclusion d'un an opposable aux demandes de remboursement d'impôts en

^a A/3931, annexe H, par. 2.

^b A/3931, annexe H, par. 3, 12 et suiv.; comparer cependant avec A/2717, annexe G, par. 10, et A/2978, annexe G, par. 15.

^c A. 3680, annexe H, par. 20, et A. 3931, annexe H, par. 4.

droit interne ne saurait entraîner l'annulation d'obligations ressortissant au droit international. Une autre question relative à des impositions fiscales rétroactives sur la vente à l'Office, durant l'hiver 1958-1959, de dattes destinées aux réfugiés fait actuellement l'objet de discussions entre l'UNRWA, le Gouvernement irakien et le fournisseur.

7. On a déjà signalé, dans des rapports antérieurs^d, trois demandes d'indemnisation présentées par l'Office au Gouvernement israélien, l'une à la suite de la destruction d'une école de l'Office en septembre 1956, lors d'une incursion des forces israéliennes en Jordanie (3.378,42 dollars), la deuxième au titre de dommages causés par les forces israéliennes lors de leur entrée à Gaza et de leur occupation de ce territoire (309.865 dollars) et la troisième pour des pertes et dommages consécutifs à un accident de la circulation provoqué en février 1957 par un véhicule militaire israélien et au cours duquel un fonctionnaire de l'UNRWA a trouvé la mort et deux autres ont été blessés (62.500 dollars). Il a été également fait mention de diverses demandes en remboursement adressées à l'Office par le Gouvernement israélien pour un montant global de plus de 55.000 dollars au titre de services et d'approvisionnements que ce gouvernement déclare lui avoir fournis durant la même période. Aucun fait nouveau n'est à signaler et toutes ces questions demeurent en suspens.

8. De multiples problèmes de droit privé ont continué de se poser tant au siège de l'Office que dans ses bureaux régionaux, notamment à propos de contrats, de baux et de polices d'assurance. Le nombre de contrats passés par la Division des achats, les bureaux régionaux et les services du Département des opérations pendant la période considérée a dépassé 5.000, dont plus de 4.000 ont porté sur des achats de marchandises, de matériaux et d'équipement. Citons également un contrat de transport aérien, des accords relatifs à des prestations hospitalières et à des polices d'assurance, des baux de location de terrains et d'immeubles, des adjudications de travaux de construction ainsi que des contrats de transports et de services. Toutes ces transactions font l'objet d'un examen constant visant à en améliorer et normaliser les méthodes, les modalités et les formes. Encore que la plupart des litiges aient été réglés à l'amiable, il a parfois été envisagé de recourir à l'arbitrage. A la date où nous rédigeons le présent rapport, l'Office a encore un grave différend avec un fournisseur à propos d'un contrat pour des achats de riz en 1958. Cette affaire a déjà donné lieu à des procédures d'arbitrage, à sept actions judiciaires accessoires et à des négociations avec deux gouvernements.

9. L'Office a également achevé l'élaboration d'un règlement du personnel régional qui entrera en vigueur le 1er septembre 1959 et constituera une étape importante dans la mise au point de son droit administratif interne. Il prévoit notamment l'entrée en fonctions de la Commission mixte d'appel dont il a été question dans le rapport de l'année dernière^e et contient des dispositions détaillées concernant le régime de sécurité sociale. Des progrès ont été également accomplis en ce qui concerne la définition et la normalisation du statut et des conditions d'emploi des autres catégories de personnel et c'est sur la base des résultats obtenus d'ores et déjà que cette tâche se poursuivra l'année prochaine.

10. L'UNRWA a continué de collaborer étroitement avec les autres organes et institutions des Nations

Unies opérant dans sa région d'activité. Le Groupe d'observation des Nations Unies au Liban (UNOGIL) a bénéficié — jusqu'à sa dissolution — du concours de l'Office sur le plan juridique, ainsi d'ailleurs que la Force d'urgence des Nations Unies (FONU), mais cet organisme ayant constitué son propre service d'achat, il a été mis fin à l'accord en vertu duquel l'Office le secondait en matière d'approvisionnement. Une étroite collaboration existe, toujours sur le plan juridique.

11. L'Office continue de bénéficier de l'étroite collaboration des services juridiques de l'Organisation des Nations Unies et de diverses institutions spécialisées. Il tient à exprimer ici sa gratitude toute particulière pour le concours et les avis qu'il a reçus du Conseiller juridique de l'Organisation des Nations Unies.

II. — ACTIVITÉS JURIDIQUES DANS LES PAYS D'ACCUEIL

a) *Province égyptienne de la République arabe unie et territoire de Gaza*

12. Ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 2 de la présente annexe, le Gouvernement de la République arabe unie n'a pas encore reconnu à l'UNRWA la qualité d'organe subsidiaire de l'Organisation des Nations Unies, en dépit de la récente résolution de l'Assemblée générale et des interventions répétées du Secrétaire général de l'ONU et du Directeur de l'UNRWA. On trouve d'ailleurs, dans une note verbale du Ministère des affaires étrangères en date du 1er décembre 1958, un nouveau refus formel de reconnaître le statut juridique de l'UNRWA et d'appliquer la Convention sur les privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies à laquelle l'Egypte a pourtant adhéré le 17 septembre 1948. L'Office a fait savoir au Gouvernement de la République arabe unie qu'il était disposé à examiner tout problème qui se présenterait à celui-ci dans l'application de la Convention, mais maintient que la reconnaissance de son statut, tel qu'il découle des dispositions de l'Assemblée générale, est indispensable si l'on veut poser correctement les fondements juridiques des problèmes concrets à résoudre. De son côté, le gouvernement s'est borné à se déclarer disposé à aplanir les difficultés pratiques qui se présenteraient à l'Office.

13. Comme on le signalait dans le précédent rapport, l'Office a été actionné à plusieurs reprises devant les tribunaux égyptiens par d'anciens membres de son personnel^f. Aucune poursuite de ce genre ne lui a été intentée cette année; quant aux affaires des années précédentes, deux d'entre elles au moins demeurent en suspens — l'une à Gaza et l'autre au Caire — devant les tribunaux et, malgré la pratique internationale en vigueur, ceux-ci n'ont pas encore été informés par le gouvernement du statut de l'Office ni de son immunité de juridiction. D'autre part, le Service d'inspection du travail de Port-Saïd a réclamé une fois de plus communication des dossiers du personnel de l'Office, puis y a renoncé, et la question a été réglée de manière satisfaisante avec le concours du Département des affaires palestiniennes. A Gaza, des membres du personnel de l'UNRWA ont été à plusieurs reprises arrêtés, interrogés ou gênés dans l'exercice de fonctions qu'ils exerçaient pourtant es qualités et sur les instructions expresses de l'Office. Des progrès ont néanmoins été réalisés en ce qui concerne la question des saisies-arrêts^g que les tribunaux de Gaza avaient cherché à faire signifier à l'Office pour le recouvrement de

^d A/3686, annexe H, par. 8, et A/3931, annexe H, par. 5.

^e A/3931, annexe H, par. 8.

^f A/3931, annexe H, par. 14.

^g A/3931, annexe H, par. 16.

sommes dues par certains de ses fonctionnaires. Les pouvoirs publics sont convenus de renoncer à toute tentative de cet ordre. Rien entendu, l'Office continue de prendre toutes les mesures administratives voulues pour que les membres de son personnel fassent honneur à leurs engagements et n'invoquent pas indûment l'immunité dont il jouit.

14. Le problème des permis d'entrée à Gaza est en pratique l'un des principaux qui restent à résoudre^h. Des progrès notables ont été enregistrés sur le plan administratif: la durée de validité des permis a été portée de trois à six mois et tous les renouvellements sont effectués le 1er janvier et le 1er juillet, ce qui simplifie d'autant les formalités. Il est entendu en outre que des visas de courte durée, valables sept jours, seront accordés dans les rares cas où le permis d'entrée régulier tarderait à être délivré. Malheureusement, certains membres du personnel de l'Office, appelés par leurs fonctions mêmes à se rendre sur le territoire, se voient encore refuser aujourd'hui tant permis que visas à court terme, et, pour d'autres, les formalités continuent à traîner en longueur, ce qui ne manque pas d'entraver considérablement l'activité de l'Office à Gaza.

15. On signalait dans le rapport précédent que les pouvoirs publics voulaient imposer au personnel international l'obligation de remplir un formulaire de déclaration pour étrangersⁱ; cette question est maintenant résolue puisqu'il est entendu que les fonctionnaires de l'Office ne seront tenus désormais de remplir que le questionnaire habituellement requis pour l'obtention d'un visa.

16. Des dispositions satisfaisantes régissent l'exonération et le remboursement de la plupart des taxes, et les modalités adoptées en cette matière n'ont donné lieu à aucune difficulté. Les autorités de Gaza ont reconnu l'exemption des droits de timbre dont bénéficie l'Office et lui ont remboursé une partie des taxes perçues à ce titre: cependant, elles sont revenues sur leur décision par la suite, si bien qu'elles ont non seulement cessé leurs remboursements mais lui ont réclamé les sommes qu'il avait recouvrées. En matière de fiscalité, les principaux problèmes qui se posent actuellement dans la province égyptienne de la République arabe unie et à Gaza concernent les taxes municipales qui frappent à Port-Saïd les marchandises exportées et divers droits de timbre sur les documents commerciaux — connaissements, etc. Il ne s'agit jusqu'à présent que de sommes relativement modiques.

17. L'Office a adressé cette année au Gouvernement de la République arabe unie une demande en remboursement de 68.993 dollars pour des dommages causés à ses biens en 1955 au cours d'émeutes consécutives à une incursion des forces israéliennes sur le territoire de Gaza. Cette réclamation, que toute une série d'événements avaient empêché l'Office de présenter jusqu'alors, est fondée sur le fait que les autorités égyptiennes étaient tenues d'assurer la sécurité des biens des Nations Unies. Or le gouvernement a rejeté toute responsabilité de ce chef, si bien que cette affaire fait actuellement l'objet de négociations.

b) Province syrienne de la République arabe unie

18. Le statut de l'UNRWA en tant qu'organe subsidiaire de l'Organisation des Nations Unies aux termes de l'Article 22 de la Charte et le fait que la Convention

sur les privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies lui est applicable sont reconnus l'un et l'autre dans la province syrienne de la République arabe unie où la situation à cet égard va s'améliorant. L'Office est heureux de signaler à ce propos qu'au cours de l'année, les tribunaux de la province syrienne, excitant de son statut juridique, se sont fondés sur son immunité de juridiction pour déclarer non recevables plusieurs actions intentées contre lui. L'Office a prévu d'autres modes de règlement dans les cas de ce genre. Cependant de nombreux litiges et problèmes restent en suspens et les pouvoirs publics, surtout aux échelons inférieurs de la hiérarchie, montrent parfois une certaine ignorance ou méconnaissance du statut de l'UNRWA.

19. L'Office continue à rencontrer les difficultés exposées dans les rapports précédents^j en ce qui concerne les déplacements des membres de son personnel en mission, tant à l'intérieur du territoire que lors de leur entrée dans le pays; certains d'entre eux se sont vu interdire des districts où l'Office exerce son activité, voire même l'accès de ses camps. Il s'est produit un incident plus grave encore: un fonctionnaire a été arrêté dans les locaux mêmes de l'Office au mépris de son inviolabilité et immédiatement expulsé du pays sans le moindre motif à l'appui. Malgré ses protestations, aucune réparation n'a été offerte à l'Office. Les formalités douanières sont complexes et longues à l'excès et des commissions douanières, dotées de pouvoirs quasi judiciaires, cherchent à frapper d'amende tout retard dans l'accomplissement de certaines formalités requises pour expédier les marchandises en transit du Liban à destination de la Jordanie.

20. Un autre problème est celui que pose l'extension à la province syrienne d'une loi obligeant les ressortissants de la République arabe unie désireux d'entrer au service d'une organisation internationale à en demander l'autorisation au Ministère de l'intérieur. Il s'est révélé difficile, au début, d'élaborer des dispositions qui ne soient pas en contradiction avec les Articles 100 et 101 de la Charte des Nations Unies et avec le paragraphe 9, b, de la résolution 302 (IV) de l'Assemblée générale, mais, à la fin de la période à l'étude, une solution acceptable semblait être en vue. Les litiges signalés précédemment^k, relatifs à l'imposition sur le revenu des ressortissants de la République arabe unie employés par l'Office, ne sont pas encore réglés, mais les pouvoirs publics n'ont pris aucune mesure exécutoire et la question demeure en suspens. Il en est de même pour les obligations militaires des intéressés.

21. L'Office a adressé au Gouvernement de la République arabe unie une demande en remboursement d'un montant de 254.628,89 dollars représentant la différence entre le coût du transport ferroviaire et celui du transport par route jusqu'au 31 décembre 1956, sur les tronçons en territoire syrien des lignes de communication entre Beyrouth et la Jordanie^l. A cette occasion, l'Office a réaffirmé son droit, que lui déniait le Gouvernement de la République arabe unie, de choisir entre le transport par rail et par route. Le gouvernement a contesté le bien-fondé de cette demande en remboursement des frais supplémentaires déjà encourus, et n'a pas encore accordé à l'Office la liberté d'opter à l'avenir entre ces deux modes de transport. En revanche, et malgré la fermeture de la frontière syro-jordanienne

^h A/3931, annexe H, par. 13.

ⁱ A/3931, annexe H, par. 17.

^j A/3931, annexe H, par. 22.

^k A/3931, annexe H, par. 23.

^l Voir par. 5 ci-dessus.

pendant près de la moitié de la période à l'étude, des arrangements spéciaux ont été conclus en vue de permettre à l'Office de faire transiter par la province syrienne de la République arabe unie les approvisionnements qu'il lui fallait expédier du Liban en Jordanie.

22. L'Office poursuit sans relâche ses efforts en vue d'obtenir son exonération des taxes et droits de douane et le remboursement des sommes qu'il a déjà versées à ce titre, et des progrès dans ce domaine ont été signalés dans le rapport précédent^m. Récemment, en fait, il vient d'être remboursé pour la première fois de certains de ces droits et taxes; son exonération des droits de timbre est généralement admise à présent, bien qu'elle ne s'étende pas encore aux taxes connexes au profit de la défense nationale et de l'enseignement. Il reste à régler de nombreux problèmes concernant la date d'entrée en vigueur de l'exonération, la non-validité des délais de forclusion prévus par la législation nationale, la liste des documents à fournir et le caractère fiscal de certains droits. Ces questions font actuellement l'objet de négociations avec les services compétents. Au total, le montant des créances afférentes à des impôts s'élève à environ 75.000 dollars pour la province syrienne.

c) Jordanie

23. Bien que le Gouvernement jordanien reconnaisse le statut de l'Office en tant qu'organe subsidiaire de l'Organisation des Nations Unies, il est apparu que ce statut était parfois mal compris. Cependant, dans l'ensemble, les relations de travail ont continué d'être bonnes et, au cours de cette première année qui a suivi l'adhésion de la Jordanie à la Convention sur les privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies, de grands progrès ont pu être accomplis dans la voie de leur normalisation sur la base des dispositions de cet instrument diplomatique fondamental. L'applicabilité de la Convention à l'Office n'a jamais été contestée, mais certaines difficultés ont surgi faute d'une législation interne en la matière. Des divergences de vues se présentent également quant à l'interprétation de certaines dispositions de ladite convention. Aucun progrès n'a été enregistré dans la voie d'une révision de l'Accord général actuellement en vigueur entre la Jordanie et l'Officeⁿ.

24. A la suite de l'adhésion de la Jordanie à la Convention en janvier 1958, les mesures nécessaires ont été prises en accord avec le Gouvernement jordanien pour que l'Office cesse de déduire l'impôt sur le revenu des traitements du personnel recruté sur place. Bien qu'il ait été directement réclamé à des fonctionnaires les sommes dues par eux au titre de l'impôt sur le revenu et des taxes instituées au profit des services sociaux, il semble qu'aucune de ces sommes n'ait été effectivement perçue jusqu'ici. La question a été déferée au Secrétaire général.

25. Parmi d'autres difficultés, signalons la fouille sans autorisation préalable des sacs de courrier de l'Office et la perquisition de ses locaux en août 1958 à la suite de l'arrestation d'un fonctionnaire accusé de complicité dans la destruction à la bombe d'édifices publics; la signification de citations à comparaître et autres notifications; l'arrestation d'un fonctionnaire qui avait refusé de communiquer des dossiers de l'Office; enfin, l'obligation imposée aux employés recrutés localement de s'inscrire en vue de servir dans la garde na-

tionale. L'Office a fait des représentations au sujet de toutes ces questions qui, pour la plupart, ont pu être réglées de manière satisfaisante. Dans d'autres cas, il a levé l'immunité de certains fonctionnaires lorsqu'il a estimé qu'il pouvait le faire sans porter préjudice aux intérêts de l'Organisation des Nations Unies et que cette immunité entravait le cours de la justice.

26. Aucun progrès n'est à signaler quant à la demande en dommages-intérêts (49.821,53 dollars) présentée par l'Office à la suite des émeutes de 1955-1956^o. Le seul fait nouveau est la proposition de l'Office de soumettre cette demande ainsi que d'autres questions pendantes à l'arbitrage, mais le gouvernement n'a pas encore fait savoir s'il serait disposé à y consentir. Il en est de même en ce qui concerne l'indemnisation réclamée par l'Office pour la saisie-arrêt illégale de ses avoirs en 1954, demande à laquelle il n'a pas encore été donné suite^p.

27. Plusieurs réclamations de l'Office relatives au remboursement de taxes restent en suspens; la plus importante porte sur une taxe, instituée au profit de la garde nationale, sur les achats de ciment. L'Office a réclamé au gouvernement, le 30 mai 1959, le remboursement de 57.719,30 dollars perçus à ce titre jusqu'à la fin de 1958. A l'heure où nous rédigeons le présent rapport, aucune exemption n'a été accordée à l'Office et il n'existe toujours pas de système approprié de remboursement ou de remise bien que les négociations à ce sujet marquent quelque progrès. Dans le même domaine, il reste encore à résoudre les problèmes relatifs aux droits perçus sur les produits pétroliers, aux droits de surestaries, aux droits de timbre et aux impôts fonciers.

28. Les discussions se sont poursuivies durant toute l'année au sujet d'un litige relatif à un contrat d'achat de farine conclu en 1954 par l'Office et le Ministère de l'économie. Le Gouvernement jordanien réclame une somme d'environ 160.000 dollars retenue par l'Office à titre d'indemnisation pour les dommages subis en raison de la non-exécution du contrat. En principe, les parties sont convenues de recourir à l'arbitrage, mais il reste la question de savoir si cet arbitrage devrait s'exercer dans le cadre régional ou international. L'Office soutient que, dans un litige entre un gouvernement et un organe des Nations Unies, l'arbitre doit être choisi sur le plan international. A cette occasion, il a suggéré que les deux parties profitent de l'institution d'une procédure d'arbitrage pour régler d'autres litiges (voir par. 26 ci-dessus), mais cette proposition n'a pas été agréée par le gouvernement.

d) Liban

29. Durant la période à l'étude, l'Office a dû continuer à faire face aux difficultés d'ordre juridique mentionnées dans le rapport de l'année dernière^q qui avaient surgi par suite des troubles politiques au Liban et les répercussions de ces troubles lui en ont posé de nouvelles. Les restrictions au passage de la frontière libano-syrienne et à la circulation sur le territoire libanais ont été levées dès la fin de la crise, mais d'autres problèmes, concernant plus particulièrement la sécurité dans les camps, se sont aggravés. Malgré la bonne volonté des autorités et leur désir de remplir leurs obligations, la protection qu'elles ont assurée à l'Office n'a pas toujours été celle que lui permettaient d'espérer le droit et les

^m A/3931, annexe H, par. 23.

ⁿ A/3931, annexe H, par. 25.

^o A/3931, annexe H, par. 26.

^p A/3931, annexe H, par. 26.

^q A/3931, annexe H, par. 29.

usages internationaux. Des fonctionnaires ont été attaqués, des biens de l'Office endommagés ou pillés et son activité considérablement gênée par l'intervention de certains groupes ou individus dans les camps et les dispensaires notamment. En raison de toutes ces difficultés, il a reçu quelques demandes en vue du réajustement de dispositions contractuelles.

30. La situation s'est également aggravée en ce qui concerne les terrains de camps. Comme dans tous les pays d'accueil, ceux-ci ont été fournis à l'Office par le gouvernement qui, cependant, n'a pas toujours pris les dispositions voulues vis-à-vis des propriétaires du sol, et certains d'entre eux ont agi directement en justice contre des familles de réfugiés pour les faire expulser des parcelles qu'elles occupaient dans l'enceinte des camps de l'UNRWA. Malgré les demandes répétées de l'Office, le gouvernement n'a pas pris les mesures nécessaires pour remédier à cet état de choses, qui demeure une cause d'agitation et de graves difficultés. Le gouvernement lui-même a demandé le transfert de plusieurs camps et le déplacement de certains réfugiés installés sans autorisation aux alentours des camps, dans la banlieue de Beyrouth, mais il n'a fourni ni les terrains ni les aménagements nécessaires à cet effet.

31. Au Liban où le statut de l'Office en tant qu'organe subsidiaire de l'Organisation des Nations Unies est reconnu par le gouvernement, celui-ci s'est expressément déclaré disposé à appliquer, conformément à la pratique internationale, la Convention sur les privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies. En pratique, cependant, cette application par tous les ministères et services gouvernementaux, notamment aux échelons inférieurs de la hiérarchie administrative, n'est pas encore entièrement satisfaisante, et de nombreux problèmes juridiques continuent à surgir, tant à ce propos qu'au sujet de l'application de l'Accord conclu le 26 novembre 1954 entre le Gouvernement libanais et l'UNRWA. Des sommations et ordonnances de saisie sont adressées à l'Office même ou à son Directeur, contrairement aux dispositions de la section 2 de la Convention et, comme on le mentionnait dans le précédent rapport^r, les pouvoirs publics ignorent parfois délibérément les immunités des fonctionnaires de l'Office ou n'en tiennent pas suffisamment compte — ainsi en matière de signification judiciaire et d'actions en justice portant sur des actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions.

32. Malgré certains progrès, la situation dans le domaine des exonérations fiscales, des remboursements et autres objets de réclamation, laisse encore à désirer. Certaines taxes ont été remboursées cette année et des dispositions sont prises actuellement avec le Directeur général des douanes, conformément à la section 8 de la Convention, en vue d'élaborer un mode de remboursement des droits et taxes compris dans le prix des biens achetés sur place. Les deux principales réclamations signalées dans le rapport précédent^s et qui concernent des droits portuaires (107.820 dollars) et les frais supplémentaires incombant à l'Office du fait qu'il est contraint d'effectuer certains transports par voie ferrée^t (338.583 dollars au 31 décembre 1956) sont toujours

en suspens en dépit de leur acceptation formelle par le gouvernement et des démarches de l'Office auprès des plus hautes autorités officielles. Un grave problème se pose également du fait que l'Office s'est vu refuser récemment le bénéfice de son exonération des droits de timbre qui, pour les seules polices d'assurance, s'élèvent déjà à 30.000 dollars. Cette affaire est à l'étude, ainsi que d'autres problèmes d'ordre fiscal; au total, le montant des remboursements demandés dépasse 140.000 dollars.

33. Comme l'indiquait le rapport de l'année dernière^u, il avait été convenu en principe que les réclamations en suspens et autres problèmes connexes seraient déferés à une commission mixte composée de représentants du gouvernement et de l'Office. En raison de la crise de l'été de 1958, il a fallu surseoir à l'exécution de ce projet et aucune mesure n'a été prise depuis lors pour créer ladite commission, malgré les propositions que l'Office, dès la fin des troubles, a de nouveau formulées en ce sens.

III. — CONCLUSION

34. Dans un exposé des tâches de l'Office sur le plan juridique, et plus particulièrement des difficultés auxquelles il doit faire face dans ses relations avec les gouvernements des pays d'accueil, il ne faut pas sous-estimer l'importance des problèmes que les gouvernements ont à résoudre de leur côté. Comme on l'a déjà indiqué au chapitre IV du présent rapport, l'ampleur des opérations de l'Office, le grand nombre des employés qu'il recrute localement et le fait que ses principales activités — alimentation, santé, enseignement et logement — touchent à des questions qui intéressent directement les gouvernements des pays d'accueil, sont autant d'éléments dont il convient de tenir compte lorsqu'on cherche à comprendre le peu d'empressement de certains de ces gouvernements à traiter l'Office comme un organe de l'Organisation des Nations Unies. Divers facteurs historiques et politiques viennent encore compliquer le problème. Il semble que les gouvernements tendent aussi à confondre les privilèges diplomatiques traditionnels avec les immunités de fonction des membres du personnel des Nations Unies, immunités qui sont prévues dans la Convention et ne visent strictement que l'exercice de fonctions officielles.

35. Sans doute l'Office sortirait-il de son rôle s'il tentait d'exposer en détail les vues des gouvernements des pays d'accueil quant aux divers problèmes ci-dessus, mais il reconnaît que certains de ces problèmes donnent lieu à de véritables divergences de vues et que des erreurs peuvent être commises de part et d'autre. L'Office estime que dans le but de résoudre de tels différends, nés de motifs légitimes, il importe de mettre au point une méthode permettant d'aplanir plus rapidement les désaccords de la manière indiquée plus haut, au chapitre IV. Beaucoup de ces derniers, par exemple, perdraient toute raison d'être si l'on faisait avec les gouvernements d'accueil le point de la situation en ce qui concerne les accords. Lorsque les fondements juridiques auront ainsi été correctement posés et que l'Office et les gouvernements des pays d'accueil seront convenus d'un mode de règlement de leurs litiges, l'Office est certain qu'il sera possible de résoudre les problèmes qui font l'objet de la présente annexe.

^r A/3931, annexe H, par. 32.

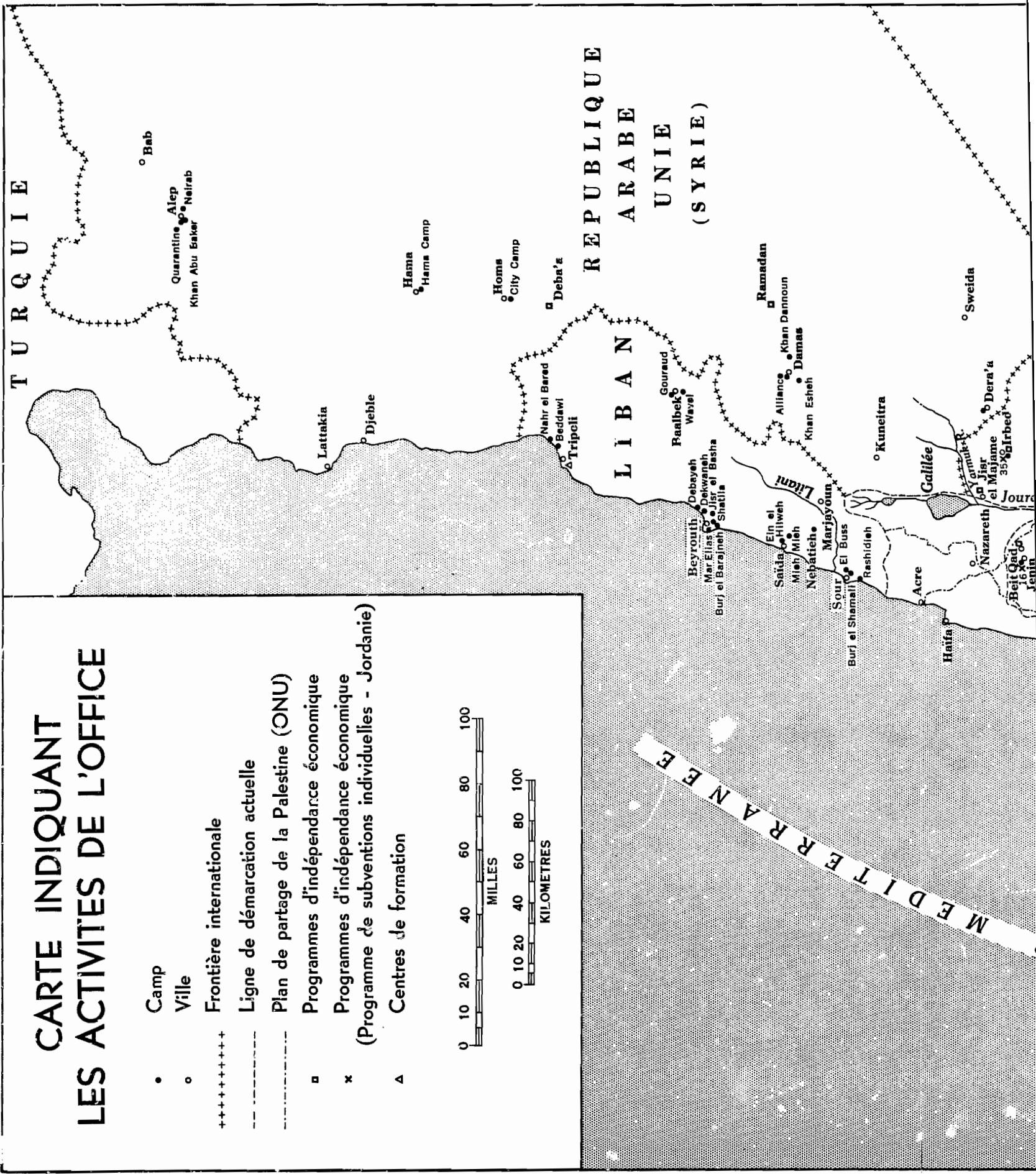
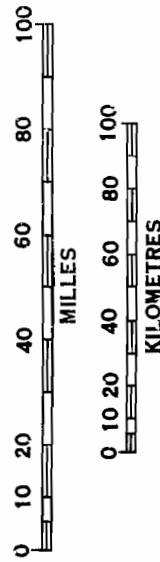
^s A/3931, annexe H, par. 31.

^t Voir par. 5 ci-dessus.

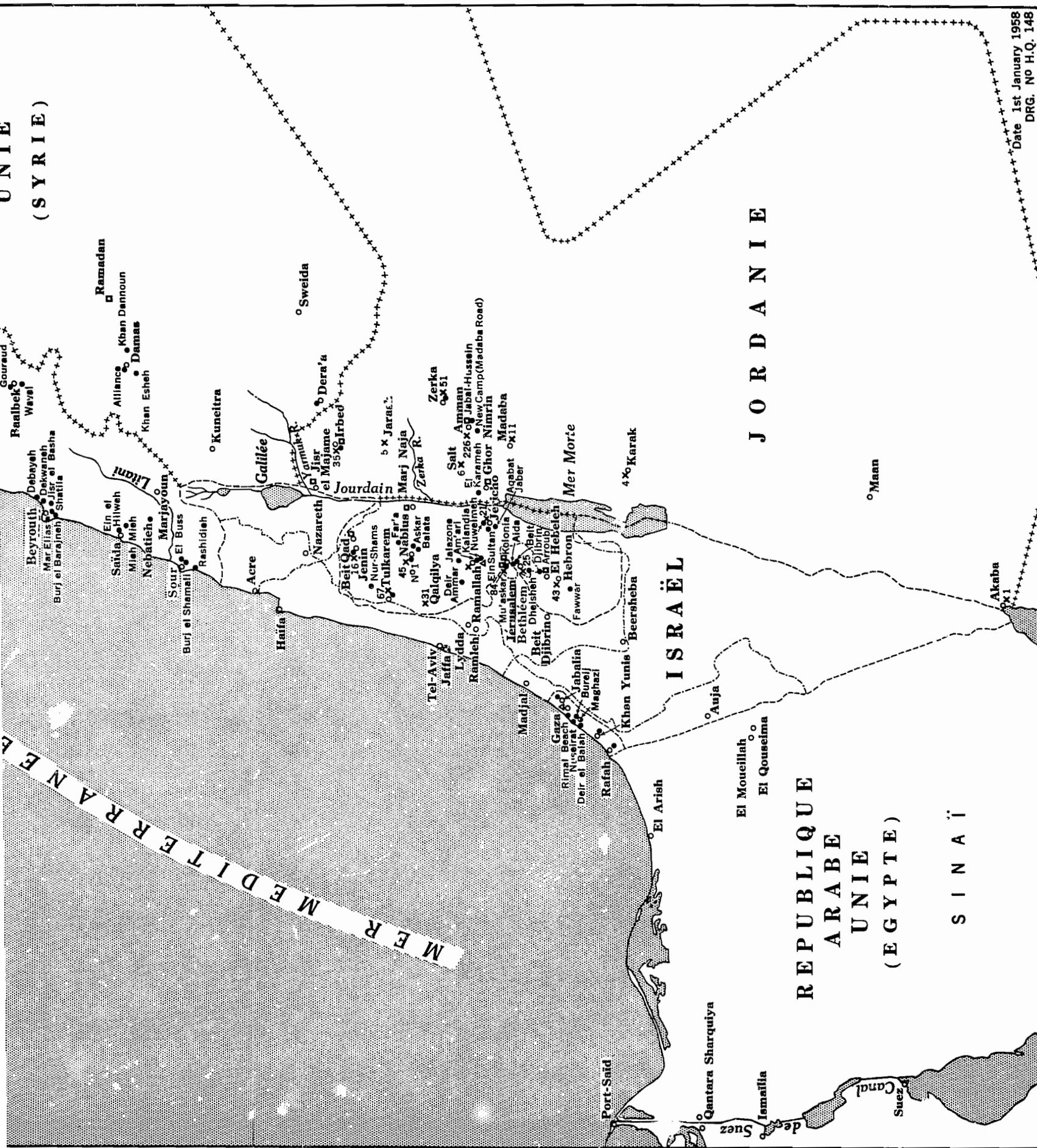
^u A/3931, annexe H, par. 31 et 32.

CARTE INDIQUANT LES ACTIVITES DE L'OFFICE

- Camp
- o Ville
- +++++ Frontière internationale
- Ligne de démarcation actuelle
- Plan de partage de la Palestine (ONU)
- Programmes d'indépendance économique
- x Programmes d'indépendance économique
(Programme de subventions individuelles - Jordanie)
- △ Centres de formation



UNIE
(SYRIE)



DEPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

ALLEMAGNE

R. Eisenschmidt, Schwanthaler Strasse 59, Frankfurt/Main.
Elwert & Meurer, Hauptstrasse 101, Berlin-Schöneberg.
Alexander Horn, Spiegelgasse 9, Wiesbaden.
W. E. Saabach, Gertrudenstrasse 30, Köln (1).

ARGENTINE

Editorial Sudamericana, S.A., Alsina 500, Buenos Aires.

AUSTRALIE

Melbourne University Press, 369/71 Lonsdale Street, Melbourne C.1.

AUTRICHE

Gerold & Co., Graben 31, Wien, 1.
B. Wüllerstorff, Markus Sittikusstrasse 10, Salzburg.

BELGIQUE

Agence et Messageries de la Presse, S.A., 14-22, rue du Persil, Bruxelles.
W. H. Smith & Son, 71-75, boulevard Adolphe-Max, Bruxelles.

BIRMANIE

Curator, Govt. Book Depot, Rangoon.

BOLIVIE

Librería Selecciones, Casilla 972, La Paz.

BRESIL

Livraria Agir, Rua Mexico 98-B, Caixa Postal 3291, Rio de Janeiro.

CEYLAN

Lake House Bookshop, Assoc. Newspapers of Ceylon, P.O. Box 244, Colombo.

CHILI

Editorial del Pacifico, Ahumada 57, Santiago.
Librería Ivens, Casilla 205, Santiago.

CHINE

The World Book Co., Ltd., 99 Chung King Road, 1st Section, Taipei, Taiwan.
The Commercial Press, Ltd., 211 Honan Rd., Shanghai.

COLOMBIE

Librería Buchholz, Bogotá.
Librería América, Medellín.
Librería Nacional, Ltda., Barranquilla.

COREE

Eul-Yoo Publishing Co., Ltd., 5, 2-KA, Chongno, Seoul.

COSTA-RICA

Imprenta y Librería Trejos, Apartado 1313, San José.

CUBA

La Casa Belga, O'Reilly 455, La Habana.

DANEMARK

Einar Munksgaard, Ltd., Nørregade 6, København, K.

EQUATEUR

Librería Científica, Guayaquil et Quito.

ESPAGNE

Librería Mundi-Prensa, Castello 37, Madrid.

Librería Bosch, 11 Ronda Universidad, Barcelona.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE

International Documents Service, Columbia University Press, 2960 Broadway, New York 27, N.Y.

ETHIOPIE

International Press Agency, P.O. Box 120, Addis-Abebba.

FINLANDE

Akateeminen Kirjakauppa, 2 Keskuskatu, Helsinki.

FRANCE

Editions A. Pédone, 13, rue Soufflot, Paris (Ve).

GHANA

University College Bookshop, P.O. Box 4, Achimota, Accra.

GRECE

Kauffmann Bookshop, 28 Stadion Street, Athènes.

GUATEMALA

Sociedad Economico-Financiera, 6a Av. 14-33, Guatemala.

HAITI

Librairie "A la Caravelle", Boîte postale 111-B, Port-au-Prince.

HONDURAS

Librería Panamericana, Tegucigalpa.

HONG-KONG

The Swindon Book Co., 25 Nathan Road, Kowloon.

INDE

Orient Longmans, Calcutta, Bombay, Madras, New Delhi et Hyderabad.
Oxford Book & Stationery Co., New Delhi et Calcutta.
P. Varadachary & Co., Madras.

INDONESIE

Pembangunan, Ltd., Gunung Sahari 84, Djakarta.

IRAK

Mackenzie's Bookshop, Baghdad.

IRAN

"Guity", 482, Ferdowsi Avenue, Téhéran.

IRLANDE

Stationery Office, Dublin.

ISLANDE

Bokaverzlun Sigfusar Eymundssonar H. F., Austurstraeti 18, Reykjavik.

ISRAEL

Blumstein's Bookstores, Ltd., 35 Allenby Road, Tel Aviv.

ITALIE

Librería Commissionaria Sansoni, Via Gino Capponi 26, Firenze, et Lungotevere Arnaldo da Brescia 15, Roma.

JAPON

Maruzen Company, Ltd., 6 Tori-Nichome, Nihonbashi, Tokyo.

JORDANIE

Joseph I. Bahous & Co., Dar-ul-Kutub, Box 66, Amman.

LIBAN

Khayat's College Book Cooperative, 32-34, rue Bliss, Beyrouth.

LIBERIA

J. Momolu Kamara, Monrovia.

LUXEMBOURG

Librairie J. Schummer, Luxembourg.

MAROC

Bureau d'études et de participations industrielles, 3, rue Michaux-Bellaire, Rabat.

MEXIQUE

Editorial Hermes, S.A., Ignacio Mariscal 41, México, D.F.

NORVEGE

Johan Grundt Tanum Forlag, Kr. Augustsgt. 7A, Oslo.

NOUVELLE-ZELANDE

United Nations Association of New Zealand, C.P.O. 1011, Wellington.

PAKISTAN

The Pakistan Co-operative Book Society, Dacca, East Pakistan.
Publishers United, Ltd., Lahore.
Thomas & Thomas, Karachi, 3.

PANAMA

José Menéndez, Apartado 2052, Av. 8A, sur 2^e 58, Panamá.

PARAGUAY

Agencia de Librerías de Salvador Nizza, Calle Pie. Franco No. 39-43, Asunción.

PAYS-BAS

N.V. Martinus Nijhoff, Lange Voorhout 9, 's-Gravenhage.

PEROU

Librería Internacional del Perú, S.A., Lima.

PHILIPPINES

Alemar's Book Store, 769 Rizal Avenue, Manila.

PORTUGAL

Livraria Rodrigues, 186 Rua Aurea, Lisboa.

REPUBLIQUE ARABE UNIE

Librairie "La Renaissance d'Egypte", 9 Sh. Adly Pasha, Cairo.

REPUBLIQUE DOMINICAINE

Librería Dominicana, Mercedes 49, Ciudad Trujillo.

ROYAUME-UNI

H. M. Stationery Office, P.O. Box 569, London, S.E.1.

SALVADOR

Manuel Navas y Cia., 1a. Avenida sur 37, San Salvador.

SINGAPOUR

The City Book Store, Ltd., Collyer Quay.

SUEDE

C. E. Fritze's Kungl. Hovbokhandel A-B, Fredsgatan 2, Stockholm.

SUISSE

Librairie Payot, S.A., Lausanne, Genève.
Hans Rawnhardt, Kirchgasse 17, Zürich 1.

TCHECOSLOVAQUIE

Československý Spisovatel, Národní Třída 9, Praha 1.

THAILANDE

Pramuan Mit, Ltd., 55 Chakrawat Road, Wat Tuk, Bangkok.

TURQUIE

Librairie Hachette, 469 Istiklal Caddesi, Beyoglu, Istanbul.

UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES

Mejdunarodnaia Kniga, Smolenskaia Plochtchad, Moskva.

UNION SUD-AFRICAINE

Van Schaik's Bookstore (Pty.), Ltd., Box 724, Pretoria.

URUGUAY

Representación de Editoriales, Prof. H. D'Elia, Plaza Cagancha 1342, 1^o piso, Montevideo.

VENEZUELA

Librería del Este, Av. Miranda, No. 52, Edf. Galipán, Caracas.

VIET-NAM

Librairie-Papeterie Xuân Thu, 185, rue Tu-Do, B. 1, 283, Saïgon.

YUGOSLAVIE

Čankarjeva Založba, Ljubljana, Slovenia.
Državno Preduzeće, Jugoslovenska Knjižica, Terazije 27/11, Beograd.

Prosvjeta, 5, Trg Bratsva i Jedinstva, Zagreb.

[59F2]

Les commandes et demandes de renseignements émanant de pays où il n'existe pas encore de dépositaires peuvent être adressées à la Section des ventes et de la distribution, Organisation des Nations Unies, New-York (Etats-Unis d'Amérique), ou à la Section des ventes, Organisation des Nations Unies, Palais des Nations, Genève (Suisse).